



Rapport financier 2016

SOMMAIRE

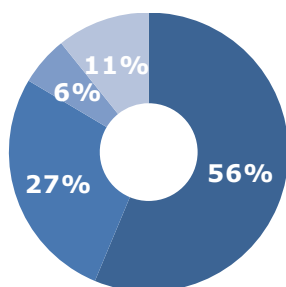
Sommaire.....	2
A Profil du Groupe	3
A.1 Structure du chiffre d'affaires	3
A.2 Profil d'activité.....	4
A.3 Principales réalisations.....	7
B Finance	12
B.1 Revue opérationnelle.....	12
B.2 Objectifs 2017	30
B.3 Revue financière	31
B.4 Etats financiers consolidés	40
C Contacts et implantations	114
D Table des matières détaillée	116

A PROFIL DU GROUPE

A.1 Structure du chiffre d'affaires

A.1.1 Répartition par Division

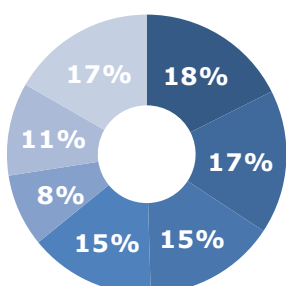
En 2016, 74% du chiffre d'affaires d'Atos a été réalisé par des contrats pluriannuels, issu de contrats d'Infrastructure & Data Management (56% du chiffre d'affaires du Groupe), 75% des services transactionnels de Worldline (7%), de la moitié de Big Data & Cybersecurity (4%), et des contrats de Maintenance Applicative (7% inclus en Business & Platform Solutions).



En millions d'euros	2016
■ Infrastructure & Data Management	6 595
■ Business & Platform Solutions	3 194
■ Big Data & Cybersecurity	666
■ Worldline	1 261
Total Groupe	11 717

A.1.2 Répartition par Entité Opérationnelle

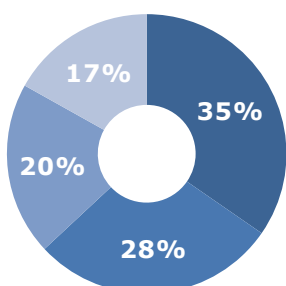
L'Europe est la principale base opérationnelle du Groupe, générant 76% du chiffre d'affaires total en 2016.



En millions d'euros	2016
■ Amérique du Nord	2 061
■ Allemagne	1 954
■ Royaume-Uni & Irlande	1 790
■ France	1 709
■ Benelux & Pays Nordiques	986
■ Worldline	1 261
■ Autres Entités Opérationnelles	1 956
Total Groupe	11 717

A.1.3 Répartition par Marché

Le Groupe offre des services et solutions numériques à haute valeur ajoutée à de nombreux secteurs d'activité regroupé en quatre marchés principaux que sont : Industrie, Distribution & Transports ; Public & Santé ; Télécoms, Médias & Services aux collectivités et Services Financiers.



En millions d'euros	2016
■ Industrie, Distribution & Transports	4 058
■ Public & Santé	3 329
■ Télécoms, Médias & Services aux collectivités	2 352
■ Services financiers	1 978
Total Groupe	11 717

A.2 Profil d'activité

Atos SE (Société Européenne), est un leader de la transformation numérique avec environ 100 000 collaborateurs dans 72 pays et un chiffre d'affaires annuel pro forma de l'ordre 12 milliards d'euros. Fort d'une base de clients mondiale, Atos est le n°1 européen du Big Data, de la Cybersécurité et de l'environnement de travail connecté, et fournit des services Cloud, des solutions d'infrastructure et gestion de données, des applications et plateformes métiers, ainsi que des services transactionnels par l'intermédiaire de Worldline, le leader européen des services de paiement.

Grâce à ses technologies de pointe et son expertise numérique & sectorielle, Atos accompagne la transformation numérique de ses clients dans les secteurs Défense, Services financiers, Santé, Industrie, Médias, Services aux collectivités, Secteur Public, Distribution, Télécoms, et Transports.

Partenaire informatique mondial des Jeux Olympiques et Paralympiques, Atos est coté sur le marché Euronext Paris et exerce ses activités sous les marques Atos, Atos Consulting, Atos Worldgrid, Bull, Canopy, Unify et Worldline.

Atos a pour objectif d'accompagner ses clients dans leur transformation numérique en déployant son expertise et son portefeuille d'offres exhaustif. Le Groupe a identifié quatre défis majeurs que rencontrent ses clients, quels que soient leur domaine d'activité et leur situation géographique : la Réinvention de l'Entreprise, l'Expérience Client, l'Excellence Opérationnelle, la Confiance et la Conformité :

- **Réinventer le modèle économique** : Comment passer d'un modèle traditionnel à un nouvel usage des réseaux numériques pour gagner en agilité et transformer votre l'entreprise en profondeur ?
- **Améliorer l'expérience client** : Comment assurer la satisfaction client, anticiper les besoins, et y répondre de façon à ce que chacun de vos clients promeuve lui-même votre société ?
- **Assurer la sécurité et la confiance** : Comment s'assurer que vos infrastructures, vos employés et vos clients sont sécurisés et conformes ? Mais surtout comment faire de la sécurité et de la confiance qu'elle crée des leviers d'innovation et de croissance ?
- **Renforcer l'excellence opérationnelle** : Comment assurer des services agiles, flexibles et évolutifs de manière compétitive à l'heure du numérique ?

Le Groupe possède les ressources, la taille et les expertises pour accompagner ses clients dans tous les défis de leur transformation.

Digital Transformation Factory

Afin de répondre au besoin holistique de transformation digitale des grandes organisations, Atos a conçu une **Digital Transformation Factory** fondée sur quatre offres de bout en bout qui s'appuient sur les compétences et les capacités communes de toutes les divisions du Groupe et une organisation commerciale homogène focalisée sur ses plus grands clients.

Avec **Canopy**, le **Cloud Hybrid Orchestré d'Atos**, le Groupe conjugue ses forces en interne avec l'expertise d'un écosystème de partenaires unique et puissant. Il propose une approche industrielle de bout en bout pour transformer les applications et infrastructures de ses clients et les migrer vers un cadre commun, permettant de gérer et d'orchestrer un paysage bimodal où cohabitent des infrastructures classique, du Cloud privé et du Cloud public.

Bénéficiant d'une expérience de 32 ans et fort de plus de 12 000 professionnels de SAP dans quarante pays, le Groupe fournit une proposition de valeur unique pour SAP HANA via un ensemble reconnu d'outils et d'accélérateurs, de services d'hébergement et de Cloud, et du bullion, le serveur haute performance leader pour SAP HANA. Avec l'approche de bout en bout de **SAP HANA par Atos**, allant du Conseil & Intégration au Digital et aux Solutions Analytiques, Atos accélère l'innovation et la transformation digitale en simplifiant et optimisant les coûts informatiques de ses clients en combinant SAP classique et SAP HANA.

Dans un contexte de consumentisation qui redéfinit les manières de travailler et les exigences professionnelles de l'utilisateur final, l'offre de bout en bout **Atos Digital Workplace** répond aux besoins de ses clients en termes de productivité des employés, de sécurité et de coûts. L'offre d'Atos comprend des centres de support et d'interaction automatisés, des solutions Cloud et de mobilité, des outils de communication d'entreprises et de collaboration unifiés tels que *Circuit* par Unify.

Atos Codex est une suite de solutions et de services analytiques et d'Internet des Objets qui accélère la

transformation digitale du client. Il répond aux besoins des organisations privées et publiques pour transformer leurs données en perspectives commerciales en utilisant les capacités d'analyses cognitives. Dans ce domaine, la valeur ajoutée d'Atos repose sur un modèle ouvert d'innovation pour collecter les données de par le monde et les rendre opérationnelles pour ses clients, grâce à des plateformes sur mesure répondant parfaitement à leur contexte commercial, le tout dans un environnement entièrement sécurisé.

Atos a des expertises qui couvrent un large panel de spécialités et est toujours ouvert à de nouvelles opportunités et innovations

Infrastructure & Data Management (IDM): transformer les environnements informatiques actuels vers l'environnement hybride du futur

Atos est à l'avant-garde de la transformation des infrastructures informatiques de ses clients vers le nouveau monde des infrastructures hybrides. Pour cela, le Groupe s'appuie sur son expertise en externalisation informatique, acquise depuis de nombreuses années et renforcée par Canopy dans le domaine du cloud computing. Atos a été à plusieurs reprises récompensé par des analystes indépendants comme le prestataire de services informatiques le plus visionnaire en Europe pour son offre Digital Workplace et comme leader dans l'externalisation des centres de données en Europe et en Asie et dans la l'assistance informatique et la gestion des postes de travail dans le monde. Par ailleurs, Atos fournit des services d'externalisation des processus métier (Business Process Outsourcing – BPO) dans les domaines Médicaux et Financiers.

Business & Platform Solutions : transformer l'activité des entreprises grâce à des technologies innovantes

Pour mieux répondre à la demande des marchés, la division Business & Platform Solutions (B&PS) d'Atos a profondément changé la manière dont elle opère ses activités. B&PS se concentre dorénavant sur une couverture mondiale avec une approche personnalisée pour les comptes clients clés et sur le développement d'offres assurant un niveau de qualité élevé, l'amélioration de la satisfaction client et la performance opérationnelle.

Business & Platform Solutions contribue à la Digital Transformation Factory du groupe et propose une approche industrielle globale pour transformer les applications des clients Atos et les migrer sur les solutions cloud d'Atos Canopy. Avec SAP HANA, B&PS délivre des solutions innovantes pour les besoins de ses clients grâce à une nouvelle plateforme et une approche de conseil basée sur le « design thinking ». Dans le cadre de l'offre Atos Digital Workplace, Business & Platform Solutions propose des solutions mobiles sur tout type de support, téléphone mobile, tablette, ainsi que de l'intégration SaaS. Enfin, avec Atos Codex, une solution d'analyse des données, Atos donne la possibilité aux entreprises, de tout secteur d'activité, de minimiser leur effort pour créer de la valeur. Dans ce cadre, Business & Platform Solutions offre des solutions rapides et efficaces pour identifier les opportunités et accélérer le développement de nouveaux cas d'usage pour l'entreprise.

Atos est le partenaire de choix et le conseiller avisé des entreprises qui souhaitent être accompagnées dans leur transformation numérique grâce à une approche globale et holistique. L'activité de Conseil d'Atos fait partie de la Division Business & Platform Solutions et vise à mettre les technologies au service de la transformation des métiers de nos clients. Ainsi, Atos aide ses clients à offrir des services innovants, à réduire les coûts et à gagner en efficacité grâce aux technologies métiers. Les solutions exhaustives d'Atos Consulting pour la transformation numérique permettent aux organisations de communiquer et de collaborer en interne ou en externe de manières plus efficace.

Big Data & Cybersecurity : le Big Data comme différenciateur commercial permettant la transformation numérique

Atos collabore avec des entreprises privées et des organisations publiques, dans les secteurs de l'industrie, des télécommunications, de la finance, et de la défense pour créer de la valeur à partir des volumes croissants de leurs données, avec une sécurité optimale. Grâce aux technologies apportées par Bull, Atos crée des plateformes de calcul de haute performance, des solutions de sécurité, et des services pour permettre de monétiser et de protéger les informations de ses clients.

Worldline : services de transactions électroniques

Worldline, [Euronext : WLN], est le leader européen des paiements et services transactionnels. Worldline fournit des services à la pointe de la technologie permettant à ses clients d'offrir des solutions fluides et innovantes au consommateur final. Acteur clé des secteurs B2B2C, riche de quarante années

d'expérience, Worldline est idéalement placé pour servir toutes les entreprises et administrations, et contribuer à leur succès dans un marché en perpétuelle évolution. Worldline offre un modèle d'entreprise unique et flexible, construit autour d'un portefeuille d'offres évolutif et global permettant une prise en charge de bout en bout. Les activités de Worldline sont organisées autour de trois domaines : « Services Commerçants & Terminaux », « Traitement de Transactions & Logiciels de Paiement » incluant equensWorldline.et « Mobilité & Services Web Transactionnels ». Worldline emploie à travers le monde 8 600 collaborateurs pour un chiffre d'affaire de 1,5 milliard d'euros. Worldline est une filiale d'Atos.

Expertise sectorielle d'Atos

Atos noue des partenariats à long terme aussi bien avec de grands groupes et des entreprises multinationales qu'avec des petites et moyennes entreprises. Sa grande expertise technologique et sa connaissance industrielle permettent au Groupe de travailler avec des clients dans les secteurs suivants :

Industrie, Distribution & Transport

Atos aide les entreprises à transformer et à optimiser leurs processus opérationnels et leurs infrastructures informatiques. Dans le secteur de l'industrie, Atos conçoit, crée et opère des solutions couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur. Les solutions du Groupe se concentrent sur la planification des ressources de l'entreprise (ERP) et les systèmes de production industrielle (MES), apportant des améliorations en matière de gestion des cycles de vie des produits (PLM) et de gestion de la relation client (CRM). Atos permet à ses clients du secteur de la distribution de relever les défis lancés par des consommateurs de mieux en mieux informés. Ses solutions de paiement aident ses clients à mieux comprendre leur propre clientèle et à répondre aux besoins de celle-ci en utilisant tous les canaux disponibles. Dans les secteurs de l'industrie, de la distribution et des transports, Atos propose des services de Cloud et de mobilité pour l'ensemble de ses solutions.

Public & Santé

Atos est un partenaire de confiance auprès des gouvernements, dans la défense, la santé et l'éducation. Pour ces administrations, il est indispensable de disposer de services centralisés, de plateformes analytiques Cloud sécurisé, d'applications modernes, de réseaux partagés et de systèmes, pour s'adapter aux nouvelles normes résultant de changements culturels importants. Dans un monde qui se numérise, Atos aide ses clients à concevoir le futur de leurs plateformes numériques de santé et publique.

En tant qu'expert des systèmes d'information, des infrastructures et les applications critiques et sécurisés, les produits et solutions d'Atos commercialisées sous la marque Bull aident les autorités et les entreprises de défense et de sécurité intérieure à relever les défis et risques d'aujourd'hui. Des services (ingénierie et Intégration de Systèmes complexes) aux solutions, Atos aide les acteurs de la défense à bâtir et opérer les technologies et systèmes de défense de demain. Les réalisations du Groupe s'étendent dans des domaines aussi variés que le plus puissant supercalculateur européen pour la simulation nucléaire, le contrôle des frontières, les systèmes d'information embarqués pour les armées, les systèmes mobiles tactiques, les solutions de chiffrement dédiées aux communications ou encore les intercepteurs radars.

Télécoms, Médias & Services aux collectivités

Les acteurs de ces secteurs sont confrontés à une concurrence accrue, à la déréglementation, à une consolidation et à l'évolution des nouvelles technologies. Dans ce contexte, une forte pression s'exerce pour que soient mis en œuvre de nouveaux modèles économiques afin que les entreprises maintiennent leur position de leader sur le marché et puissent surtout élargir leur part de marché. En leur proposant des technologies pour optimiser la gestion de leurs opérations et de leurs relations client, Atos aide les entreprises qui souhaitent accroître leur flexibilité et réduire leurs coûts. Atos permet à ses clients d'évoluer en accélérant et en sécurisant l'adoption de ses technologies de transformation, telles que les approches « data-centric » dans les télécoms, les offres multi-supports dans les médias et les systèmes de réseaux intelligents dans l'énergie et les services aux collectivités.

Services Financiers

Atos accompagne les plus grandes sociétés internationales de Services Financiers en proposant des solutions pour améliorer rapidement leur performance opérationnelle et leur agilité informatique sur le long terme. Ceci leur permet de gérer les risques et d'assurer la conformité avec les réglementations en constante évolution dans les différentes régions du monde. Dans le monde du consommateur connecté, Atos fournit des solutions de bout en bout pour les secteurs de la banque et de l'assurance afin d'attirer et d'engager leurs clients sur de multiples canaux, et afin de mieux les comprendre et de répondre plus rapidement à leurs attentes et ainsi les fidéliser davantage.

A.3 Principales réalisations

Janvier

Le **20 janvier**, Atos a annoncé avoir finalisé auprès du Groupe Gores et de Siemens l'acquisition d'Unify, le numéro trois mondial des solutions de communication intégrées générant un chiffre d'affaires annuel de 1,2 milliard d'euros. Cette acquisition crée une offre de services intégrés unique pour les communications unifiées qui optimisent la collaboration sociale, la transformation numérique et les performances opérationnelles de ses clients.

Le **25 janvier**, Orange Cyberdefense et Atos, ont annoncé avoir signé un partenariat stratégique afin d'adresser ensemble le marché des communications sécurisées pour les flottes de terminaux mobiles. Ce partenariat complète la gamme de solutions de sécurité des communications d'Orange Cyberdefense. Dans le cadre de cet accord, Orange Cyberdefense assurera la commercialisation de Hoox - le smartphone le plus sécurisé du marché - auprès de ses clients. Orange Cyberdefense devient le partenaire privilégié d'Atos pour la vente des solutions et la fourniture des services de communication sécurisée basés sur la solution Hoox. Le contrat de distribution couvrira la zone Europe, Moyen-Orient et Afrique.

Février

Le **24 février**, Atos a annoncé ses résultats annuels 2015. Le Groupe a atteint tous ses objectifs financiers 2015 et son positionnement de leader dans les services numériques a été renforcé avec toutes les technologies et les compétences nécessaires pour être le partenaire de confiance de la transformation numérique des grandes organisations. Le chiffre d'affaires a atteint 10 686 millions d'euros, +18% par rapport à 2014 et +0,4% à périmètre et taux de change constants. La marge opérationnelle a été de 883,7 millions d'euros, représentant 8,3% du chiffre d'affaires, par rapport à 7,1% en 2014 à périmètre et taux de change constants. Le Groupe a signé des prises de commandes pour un montant record de 11,2 milliards d'euros, soit un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 105%. Le carnet de commandes s'est accru de +2,9 milliards d'euros à 19,1 milliards d'euros, représentant 1,7 année de chiffre d'affaires. La trésorerie nette du Groupe a atteint 593 millions d'euros fin 2015. Le Groupe a généré 450 millions d'euros de flux de trésorerie disponible en 2015, par rapport à 367 millions d'euros en 2014. Le résultat net s'est établi à 437 millions d'euros, en hausse de +55% par rapport à 2014 et le résultat net part du Groupe a été de 406 millions d'euros, en hausse de +53%. Le Conseil d'administration a décidé de proposer à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires, le versement en 2016 sur les résultats 2015, d'un dividende de 1,10 euro par action, en hausse de +38% par rapport à l'année précédente.

Avril

Devant une assemblée de représentants du monde de l'industrie et de la recherche le **12 avril**, Atos a dévoilé sequana, le premier supercalculateur de nouvelle génération qui offrira une puissance mille fois supérieure à celle des systèmes actuels. Portant les technologies de puissance à une nouvelle échelle, il pourra développer, d'ici 2020, une puissance exaflopique, capable de calculer 1 milliard de milliards d'opérations par seconde. À performance équivalente, sequana est 10 fois plus économe en énergie, et 10 fois plus dense que la génération actuelle, prenant ainsi en compte les grands enjeux que sont la consommation et l'encombrement.

A travers le monde, de nombreuses institutions et entreprises utilisent des supercalculateurs Bull pour accélérer leur recherche et améliorer leur compétitivité. Sécurité en temps réel, médecine et pharmacologie personnalisées, agriculture de précision ou encore météorologie sont autant de domaines qui exigent des capacités de traitement exceptionnelles que la génération sequana va procurer. Ainsi avec plus de puissance de calcul, les services météorologiques pourront proposer à l'avenir des prévisions localisées extrêmement fines, par exemple pour prédire nappes de brouillard et orages autour des aéroports.

La puissance de calcul haute performance des supercalculateurs Atos est également mobilisée dans le cadre des services Big Data du groupe Atos, et notamment de l'offre intégrée de business analytics (predictive analytics, cognitive analytics...) baptisée « Atos Codex ». L'exploitation des données tout au long de la chaîne de valeur profite d'ores et déjà aux clients d'Atos.

Le **21 avril**, Atos a annoncé son chiffre d'affaires du premier trimestre 2016. Le chiffre d'affaires a atteint 2 757 millions d'euros, +1,6% à périmètre et taux de change constants et +15,0% à taux de change constants. Les prises de commandes ont représenté 2 794 millions d'euros, soit un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 101%. A la suite de ce premier trimestre, Atos a affirmé être confiant dans l'atteinte de tous ses objectifs 2016, avec une croissance profitable en offrant des solutions

innovantes et des technologies à forte valeur ajoutée.

Mai

Le **23 mai**, Atos a annoncé la certification de sa plate-forme multi-cloud Cloud Foundry par la Fondation Cloud Foundry qui assure la portabilité des applications et des compétences entre tous les services cloud et les logiciels basés sur Cloud Foundry. Atos contribue activement au seul programme de certification conçu pour établir une portabilité totale entre plateformes dans un contexte multi-cloud et multi-fournisseurs. Grâce à cette certification, Atos rejoint une liste de fournisseurs de renom certifiés par la Fondation Cloud Foundry afin de délivrer la meilleure plateforme multi-cloud. La certification Cloud Foundry est uniquement décernée aux produits et services qui répondent aux exigences strictes définies par la direction technique de la Fondation. Les produits avec la dénomination « Cloud Foundry » doivent avoir rempli les critères de certification Cloud Foundry.

L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires d'Atos SE s'est réunie le **26 mai**. A cette occasion, la totalité des résolutions proposées par le Conseil d'administration a été adoptée. L'Assemblée Générale a notamment approuvé les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2015 et le versement d'un dividende de 1,10 € par action, en actions ou en numéraire. L'Assemblée Générale a également renouvelé les mandats d'administrateur de Madame Aminata Niane, Mademoiselle Lynn Paine, et Monsieur Vernon Sankey.

Atos a publié le **30 mai** son rapport intégré de Responsabilité d'Entreprise 2015 en ligne avec les recommandations les plus exigeantes du Global Reporting Initiative (GRI) option G4 "Comprehensive" et de l'International Integrated Reporting Committee. Avec cette approche, Atos démontre que les informations publiées sur sa performance extra-financière sont exactes et exhaustives. Toutes ces informations qui ont été certifiées par un auditeur externe sont regroupées dans deux documents : le Rapport de Responsabilité d'Entreprise 2015 et le Document de Référence 2015.

Juin

Atos a lancé le **14 juin** sa solution de gestion du combat, le Bull Battle Management System (BMS). Bull BMS est une solution complète qui optimise le partage en temps quasi réel des informations du combat terrestre et aéroterrestre, au niveau de l'ensemble du bataillon (en poste de commandement, à l'intérieur des véhicules et par les soldats débarqués) et sur l'ensemble des missions. Un seul système au sein des bataillons pour tous les niveaux de la chaîne de commandement et pour tous les métiers permet de constituer rapidement des groupements tactiques interarmes qui partageront de manière efficace les informations relatives à la mission, même en conditions de réseau dégradées.

Juillet

Le **12 juillet**, Atos et Xerox ont lancé une nouvelle offre « Business Process as a Service » (BPaaS) basée sur le cloud pour les clients cherchant à simplifier leurs activités financières et comptables. Ce nouveau service propose des solutions Source-to-Pay, Order-to-Cash et Record-to-Report et peut être adapté pour répondre à la demande fluctuante et gérer les différentes charges de travail. Associée aux produits les plus performants du marché afin de garantir des contrôles internes, cette offre clé en main favorise l'efficacité et garantit jusqu'à 30% d'économies. Le service conjugue les performances financières générales de Xerox avec les compétences numériques et technologiques d'Atos pour l'intégration des systèmes, offrant ainsi un service cloud avec paiement à l'usage. Cette solution prête à l'emploi promet des coûts initiaux réduits et ne nécessite aucune infrastructure supplémentaire, si bien que les clients peuvent l'utiliser au bout de quelques semaines seulement. La plateforme technologique entièrement configurée se sert des fonctionnalités avancées des solutions de Cloud Enterprise Resource Planning d'Oracle pour favoriser la productivité, réduire les coûts et améliorer les contrôles liés aux activités financières.

Atos a annoncé ses résultats financiers pour le premier semestre 2016 le **26 juillet**. Au cours du premier semestre de l'année Atos a délivré de très bons résultats financiers qui matérialisent la stratégie de capitaliser sur sa position de leader en Infrastructure & Data Management pour vendre les solutions et expertises de l'ensemble de ses Divisions. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 5 697 millions d'euros, une augmentation de +17,9% à taux de change constants et +1,7% à périmètre et taux de change constants. La croissance organique s'est élevée à +1,8% au cours du deuxième trimestre 2016, reflétant le caractère durable de cette croissance. Les prises de commandes se sont élevées à 6 309 millions d'euros au cours du premier semestre 2016, en hausse de +24.0% et représentant un ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires de 111%. L'activité commerciale est restée forte au deuxième trimestre avec un ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires de 120%. La marge opérationnelle a atteint 444,4 millions d'euros en hausse de +23,1% par rapport à la marge opérationnelle du premier semestre 2015 et représentant 7,8% du chiffre d'affaires, en amélioration de +60 points de base à périmètre et taux de

change constants. Le résultat net s'est élevé à 234 millions d'euros comprenant 51 millions d'euros pour la vente de l'action détenue par Worldline dans Visa Europe à Visa Inc.. Le résultat net part du Groupe a atteint 205 millions d'euros (dont 36 millions d'euros part du Groupe pour Visa), en hausse de +66,9% par rapport au premier semestre 2015. Le flux de trésorerie disponible s'est élevé à 181 millions d'euros au premier semestre 2016, en augmentation de +74,2% par rapport au flux de trésorerie disponible du premier semestre 2015. Compte tenu de ce flux de trésorerie disponible, du paiement du prix d'acquisition d'Unify et du dividende versé sur les résultats de 2015, ainsi que des produits reçus de Visa Inc., la position nette de trésorerie du Groupe s'élevait à 412 millions d'euros fin juin 2016. Dans ce contexte, le Groupe a relevé tous ses objectifs pour 2016.

Septembre

Le **12 septembre**, Atos a annoncé renforcer davantage son offre de services numériques sur le marché en forte croissance de la santé aux Etats-Unis en ayant signé un accord de rachat d'actions pour acquérir Anthelio Healthcare Solutions (Anthelio), le plus grand fournisseur indépendant de solutions technologiques dans le domaine de la santé, pour une valeur d'entreprise de 275 millions de dollars US (8,5xEBIT post-synergies en 2017). Cette acquisition, entièrement financée en numéraire, positionne Atos de façon unique pour élargir sa base de clients dans le secteur de la santé aux Etats-Unis tout en renforçant le périmètre et l'échelle de ses services. Grâce à l'acquisition d'Anthelio, Atos va répondre plus efficacement aux besoins de ses clients permettant d'optimiser davantage leurs performances financières, d'améliorer l'expérience de soin du patient, la prise en charge du patient grâce à des applications de pointe, tout en répondant au besoin grandissant de sécurité, de gestion des risques et de conformité.

Atos a annoncé le **26 septembre** avoir été classé n°1 de son secteur d'activité dans les indices de développement durable du Dow Jones Sustainability Index (DJSI) Monde et Europe à l'occasion de la publication des résultats 2016 collectés par RobecoSAM. Atos est classé n°1 dans la catégorie des services informatiques et logiciels qui comprend environ 200 entreprises mondiales. Atos a obtenu un score de 84 points sur un maximum de 100 avec un accroissement significatif de ses notes dans la plupart des catégories couvrant les dimensions économiques, environnementales et sociétales. Atos est sélectionné par le Dow Jones Sustainability Index pour la cinquième année consécutive.

Atos a également annoncé le **26 septembre** l'ouverture d'un nouveau Security Operations Center (SOC) en Roumanie, étendant ainsi son empreinte actuelle dans le monde pour répondre de manière proactive à un besoin croissant en termes de cybersécurité. Compte tenu de l'abondance et de la mobilité des données actuelles, la sécurité doit évoluer de façon continue. Les clients ont besoin d'un accès permanent à une expertise en sécurité et d'un partenaire capable de répondre à leurs besoins croissants et en constante évolution générés par la transformation digitale. L'ouverture du Security Operations Center à Timisoara, en Roumanie, permet de gérer avec efficacité le développement de la clientèle internationale d'Atos. Le nouveau SOC propose déjà des services de protection, de détection et de d'intervention de sécurité à plus de 20 clients dans le monde, permettant ainsi d'aider encore plus facilement les clients internationaux d'Atos à accomplir une transformation digitale sécurisée.

Atos a annoncé le **29 septembre** le placement auprès d'investisseurs institutionnels européens d'une émission obligataire sur le marché du placement privé européen pour un montant de 300 millions d'euros, à échéance octobre 2023 (7 ans) et à taux fixe de 1,444%. Il n'y a pas de covenant financier lié à cette émission. Atos ainsi que l'emprunt obligataire ne font pas l'objet d'une notation. Atos a décidé de profiter des conditions actuellement avantageuses sur le marché du placement privé européen et d'utiliser le produit de cette émission pour ses besoins de financement généraux.

Le **30 septembre**, suite à l'obtention durant l'été des accords réglementaires de la Banque Nationale des Pays-Bas et de la Banque Nationale de Belgique, Worldline a annoncé la finalisation de la transaction présentée le 3 novembre 2015 avec le groupe Equens, un prestataire majeur de services de paiement en Europe, basé à Utrecht, aux Pays-Bas., le succès de la finalisation de la fusion d'Equens et Paysquare au sein de Worldline est une étape majeure dans le développement d'Atos pour mieux servir les commerçants et la communauté bancaire. Cette transaction est parfaitement en ligne avec la stratégie de consolidation du marché des paiements en Europe. Avec cette opération, Worldline bénéficie désormais d'une couverture pan-européenne complète et a augmenté son chiffre d'affaires en Processing Financier d'environ +65% et en Acquisition Commerçant d'environ +25%.

Octobre

Le **5 octobre**, Atos a présenté son nouveau produit Evidian Identity Governance and Administration. La solution devient l'offre d'Atos sur le marché de l'Identity Governance and Administration. Conçu pour les moyennes et grandes organisations, la solution apporte à ses clients des processus modernes de gestion du cycle de vie des Identités et des Accès, complétés par des outils de gouvernance des Identités et de gestion des Risques destinés à diminuer les risques opérationnels et répondre aux exigences de conformité. Les utilisateurs finaux et leurs managers prennent le contrôle grâce à une interface enrichie qui leur donne accès, depuis un cockpit central, à toutes les actions liées à la gestion des identités et des droits, ainsi qu'à la surveillance des processus.

Atos a annoncé son chiffre d'affaires du troisième trimestre 2016 le **20 octobre**. Au cours du troisième trimestre, le Groupe a continué de croître organiquement dans toutes ses activités avec en particulier une performance solide au Royaume-Uni post Brexit et en Amérique du Nord, ainsi qu'en Europe Continentale. Le dynamisme de l'activité commerciale s'est poursuivi avec un niveau élevé de prises de commandes, en particulier dans la défense et la sécurité. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 777 millions d'euros, une augmentation de +1,8% à périmètre et taux de change constants et +6,3% à taux de change constants. Les prises de commandes se sont élevées à 2 845 millions d'euros représentant un ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires record pour un troisième trimestre à 102%. Au cours des neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires a crû de +1,7% en organique et de +13,8% à taux de change constants.

Novembre

Atos, a lancé « Atos Quantum » le **6 novembre**, un ambitieux programme industriel d'informatique quantique visant à développer des solutions de calcul quantique qui offriront des puissances de calcul inédites, tout en faisant évoluer ses produits de cybersécurité pour les renforcer face à ces nouvelles technologies. Le programme a été revu et lancé en présence de physiciens quantiques et de mathématiciens reconnus au plus haut niveau international. Atos Quantum vise notamment le développement d'une plate-forme de simulation quantique afin de permettre aux chercheurs de tester dès maintenant les algorithmes et les logiciels destinés aux futurs ordinateurs quantiques. Atos Quantum s'intègre dans l'écosystème technologique d'Atos. Déjà fort de 15 centres de R&D dans le monde, le Groupe vient de créer à cet effet un laboratoire de Recherche & Développement dédié au quantique en France, en région parisienne, et une équipe dédiée. Atos Quantum bénéficie aussi de la dynamique du Groupe dans le calcul intensif, la simulation numérique et la cybersécurité. Pour simuler le calcul quantique, Atos Quantum peut d'ores et déjà s'appuyer sur la puissance du supercalculateur Bull sequana, lancé en avril dernier, et de son programme visant à atteindre l'exaflops, soit 1 milliard de milliards d'opérations par seconde. L'informatique quantique devrait permettre, dans les décennies à venir, de faire face à l'explosion des données qu'entraînent le Big Data et l'Internet des Objets. Elle devrait également favoriser de nouvelles avancées dans le deep learning et l'intelligence artificielle. Pour progresser sur ces sujets, Atos entend mettre également en place plusieurs partenariats avec des centres de recherche et universités dans le monde.

A l'occasion de la Journée Investisseurs qui s'est tenue à son siège français à Bezons (France) le **8 novembre**, Atos a présenté à la communauté financière son nouveau plan à 3 ans baptisé « Ambition 2019 ». Ce plan stratégique vise à accompagner les clients du Groupe dans leur transformation digitale au sein d'un cyber espace sécurisé, à consolider le leadership d'Atos en Infrastructure & Data Management et de capitaliser sur l'offre unique du Groupe en Big data, Cybersécurité, Paiements électronique et en Business & Platform Solutions, afin de générer une forte croissance au cours des trois prochaines années.

Atos et Siemens ont annoncé le **17 novembre** avoir renforcé davantage leur alliance stratégique. Les deux entreprises augmenteront de 80 millions d'euros leur fonds commun d'investissement et d'innovation, le portant ainsi à 230 millions d'euros. À l'occasion du cinquième anniversaire de l'alliance mondiale Atos-Siemens célébré en octobre dernier, le Conseil de l'Alliance a exprimé sa satisfaction quant à la coopération commerciale entre les deux Groupes, qui continue à dépasser les objectifs. S'appuyant sur l'augmentation du fonds commun d'investissement et d'innovation, les deux entreprises ont l'ambition d'accélérer encore davantage leur activité commerciale commune jusqu'en 2020. Ce nouveau financement visera à explorer de nouvelles opportunités de coopération dans les domaines de la cybersécurité industrielle, de l'analyse des données industrielles, des technologies d'amélioration des services ainsi que de l'Internet des objets.

Décembre

Atos a annoncé le **7 décembre** que bullion, son serveur d'entreprise x86, est désormais certifié pour l'utilisation de SAP HANA jusqu'à 16 To. Son architecture modulaire et ultra-flexible contribue à simplifier les opérations et améliorer la productivité des collaborateurs ainsi que les performances de l'environnement informatique. Un client peut facilement faire évoluer et personnaliser sa capacité de stockage au fil du temps avec ce serveur évolutif pouvant prendre en charge jusqu'à 16 Téraoctets (To) de mémoire. Aujourd'hui, Atos est l'un des deux seuls fournisseurs au monde proposant une plateforme certifiée de plus de 8 To.

B FINANCE

B.1 Revue opérationnelle

B.1.1 Synthèse

Le **chiffre d'affaires** de l'exercice 2016 a atteint 11 717 millions d'euros, en hausse de +9,7 % par rapport à l'exercice 2015 (+12,8 % à taux de change constants) et de +1,8 % en organique. Le Groupe a enregistré une croissance organique de +1,8 % au deuxième semestre 2016 avec un quatrième trimestre atteignant +1,9 %, dans le prolongement de la tendance positive observée au premier semestre. Au-delà de la croissance organique observée depuis 2015, les acquisitions de Xerox ITO en juillet 2015 et d'Unify en février 2016 ont largement contribué à la croissance enregistrée en 2016. Concernant Unify, il convient de préciser que seule l'activité Services de Communication et de Collaboration (Unify CCS) a été transférée vers les activités poursuivies d'Atos, et plus précisément vers la division Infrastructure & Data Management (IDM), est prise en compte dans les chiffres présentés ci-après. Le Groupe a également bénéficié des acquisitions réalisées à la fin du troisième trimestre, à savoir Anthelio en Amérique du Nord et Equens, Paysquare et Kormercni Smartpay par Worldline. L'activité Logiciels et Plateformes d'Unify (S&P) a été comptabilisée en tant qu'activité destinée à être cédée à compter de la date d'acquisition et n'est, de ce fait, pas consolidée dans les chiffres figurant dans la revue opérationnelle. Les taux de change ont eu un impact négatif sur le chiffre d'affaires à hauteur de -299 millions d'euros, principalement du fait de la dépréciation de la livre sterling par rapport à l'euro, tandis que le dollar américain n'a eu quasiment aucun effet en année pleine.

La **marge opérationnelle** a atteint 1 104 millions d'euros en 2016, soit une hausse de +24,9 % par rapport à 2015. Cette progression est principalement due aux gains de productivité résultant de programmes d'industrialisation, à l'impact des dernières acquisitions et des synergies de coûts y afférentes (notamment en ce qui concerne Bull, Xerox ITO et Unify CCS, qui ont eu une incidence positive sur IDM), ainsi qu'à l'accélération de la croissance organique. La rentabilité a atteint 9,4 % du chiffre d'affaires, soit +110 points de base par rapport aux 8,3 % en 2015 à taux de change et périmètre constants. Cette évolution favorable a même atteint +140 points de base hors produit exceptionnel lié aux régimes de retraite car le montant enregistré au cours du second semestre 2016 s'est avéré comparable à celui comptabilisé au cours du second semestre de l'exercice précédent et, sur l'année complète, il a totalisé comme prévu environ la moitié du montant enregistré de l'exercice 2015.

Représentant 56 % de l'activité du Groupe, le chiffre d'affaires d'**Infrastructure & Data Management** a atteint 6 595 millions d'euros, en hausse de +16,6 %. A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires est en hausse de +0,9 % en 2016 (contre +0,4 % en 2015), affichant une accélération de la croissance de +1,1 % au cours du second semestre (contre +0,6 % au cours du premier semestre). La division a poursuivi la transformation des infrastructures classiques vers le Cloud. Le chiffre d'affaires a fortement progressé dans les services de transition et de transformation, ainsi que dans les services d'orchestration du Cloud. Ces services complémentaires, combinés à l'augmentation des volumes et des parts de marché, ont largement compensé la baisse unitaire des prix liée à la transformation vers le Cloud hybride. Cette tendance s'est principalement matérialisée sur le marché américain du fait d'une activité commerciale dynamique qui a permis la hausse des volumes de ventes du Cloud auprès de plusieurs clients existants mais également à de nouveaux grands comptes du secteur Public & Santé et du secteur des Télécoms, Médias et Services. L'Allemagne a confirmé la tendance positive enregistrée au cours du premier semestre sur l'ensemble des marchés. La région Asie-Pacifique a également contribué à la croissance, en particulier grâce à des volumes plus importants en Services Financiers et dans le secteur des Télécoms, Médias et Services. Au Royaume-Uni, après avoir été impactée par un effet de base défavorable (volumes particulièrement élevés pour NS&I en 2015) au cours du premier semestre, la croissance organique s'est améliorée de +4,5 % au cours du second semestre, grâce à une activité accrue dans le secteur public auprès de grands ministères. La situation s'est avérée plus délicate pour Benelux & Pays Nordiques, en raison notamment de la fin de contrats de Services Financiers décidés en 2015 et, dans une moindre mesure, en France et en Europe Centrale & de l'Est.

La marge opérationnelle de l'activité d'Infrastructure & Data Management s'est établie à 682,9 millions d'euros, représentant ainsi 10,4 % du chiffre d'affaires. Cette forte amélioration de +190 points de base par rapport à 2015 s'explique par la hausse du chiffre d'affaires ainsi que des actions continues pour réduire de manière significative la base de coûts dans toutes les zones géographiques. En particulier, la migration réussie vers le Cloud de plusieurs infrastructures de clients a permis de réduire de manière substantielle les coûts unitaires. La division a également bénéficié de la mise en œuvre réussie du plan de restructuration d'Unify qui a permis d'améliorer la marge opérationnelle des activités IDM.

Représentant 27 % de l'activité du Groupe, le chiffre d'affaires de la division **Business & Platform Solutions** (B&PS) a atteint 3 194 millions d'euros en 2016, soit une croissance organique de +0,8 % à taux de change et périmètre constants. La division a même augmenté son chiffre d'affaires de +1,2 % au cours du quatrième trimestre. L'amélioration de la performance est venue de l'Allemagne et la France qui ont affiché une croissance dans tous les secteurs. Les « Autres Entités Opérationnelles » ont subi l'effet de base lié à un contrat important terminé en 2015 dans le secteur public en Turquie. L'accélération de l'activité a été portée par de nouveaux contrats signés dans la transformation numérique avec plusieurs grands comptes comme Aegon, University College London Hospital et Western Australian Government.

La marge opérationnelle s'est élevée à 206,1 millions d'euros, soit 6,5 % du chiffre d'affaires. La hausse de +20 points de base à périmètre et taux de change constants par rapport à 2015, (+40 points de base hors résultat exceptionnel lié au plan de retraite) résulte principalement de l'amélioration de la gestion des effectifs dans les grandes zones géographiques européennes. La division a continué à améliorer sa compétitivité à travers la globalisation de la production et l'offshore, principalement pour des sociétés privées internationales, à la fois sur de grands projets et au niveau de la gestion applicative. De plus, l'Allemagne a fortement augmenté sa marge opérationnelle grâce au redressement de son chiffre d'affaires et à l'amélioration de sa productivité. D'une façon générale, cette première phase d'amélioration de la rentabilité de la Division a été possible grâce aux investissements réalisés en matière d'innovation et aux nouvelles offres destinées à accélérer le redressement prévu de la marge opérationnelle.

Le chiffre d'affaires de la division **Big Data & Cybersécurité** (BDS) a atteint 666 millions d'euros en 2016, soit une croissance organique de +12,8 %, et représente 5,7 % du chiffre d'affaires du Groupe. Initialement générée en France et dans une moindre mesure en Allemagne dans le secteur public, l'activité a été renforcée dans le secteur privé et étendue à la plupart des autres zones géographiques. La demande pour les supercalculateurs est restée très forte afin de satisfaire les besoins croissants des clients dans les services de Big Data, de même pour l'encryptage, la gestion des accès, et les solutions de tests intrusifs. Les besoins ont également porté sur des centres opérationnels de sécurité pour des clients qui exigent un service 24 heures sur 24 avec une couverture mondiale.

La marge opérationnelle a atteint 111,9 millions d'euros, soit 16,8 % du chiffre d'affaires. La division a réussi à maintenir son haut niveau de rentabilité opérationnelle tout en portant ses priorités sur le chiffre d'affaires afin de bénéficier de la forte demande existante.

La contribution de **Worldline** au chiffre d'affaires du Groupe en 2016 a été de 1 261 millions d'euros, soit une croissance organique de 45,5 millions d'euros ou +3,7 %. L'entité Services Commerçants & Terminaux est en hausse de +7,4 %, grâce à une croissance à deux chiffres des activités Acquisition Commerçants en Belgique, en Inde ainsi qu'en Europe Centrale, et à la dynamique affichée dans les terminaux de paiement. L'entité Traitements de Transactions & Logiciels de Paiement a enregistré une hausse de +4,8 %, portée par une augmentation à la fois des volumes de transactions et du nombre de projets client. Enfin, l'entité Mobilité & Services Web Transactionnels est parvenue à vendre plusieurs offres nouvelles en particulier dans le e-ticketing et les solutions de connectivité, même si compte tenu de la fin de deux contrats historiques, le chiffre d'affaires a baissé de -2,3%.

La marge opérationnelle a totalisé 196,9 millions d'euros, en hausse de +130 points de base. Cette augmentation a été générée essentiellement par l'activité Services Commerçants & Terminaux, grâce à la croissance des volumes et à un effet mix de prix favorable surtout en Belgique, ainsi qu'à une progression de la marge sur les cartes privatives au Royaume-Uni. La hausse des volumes observée dans le domaine du traitement de transaction de cartes a soutenu la marge opérationnelle de l'activité Traitement de Transactions & Logiciels de Paiement, tandis que la division a continué à investir dans les infrastructures de sécurité. Les nouvelles offres de l'activité Mobilité & Services Web Transactionnels qui sont venues compenser la fin des deux contrats décidée en 2015, ont généré une marge opérationnelle plus faible.

En 2016, l'Allemagne, l'Amérique du Nord, Worldline, la France et les « Autres Entités Opérationnelles » ont contribué à la croissance organique du chiffre d'affaires du Groupe :

- l'Allemagne a confirmé son redressement par un retour à une croissance robuste avec +5,3 %, a été générée par toutes les Divisions, grâce à de nouveaux contrats signés en Infrastructure & Data Management combinés à de fortes actions lancées par le nouveau management de Business & Platform Solutions;
- L'Amérique du Nord, en hausse de +4,5%, a connu une croissance solide tout au long de l'année. Celle-ci a été marquée par une dynamique des ventes dans les activités de migration vers le Cloud hybride et par le plein effet de l'acquisition de Xerox ITO;
- Worldline a connu une croissance organique +3,7% sur la période avec une dynamique soutenue dans le domaine des paiements qui a largement compensé l'arrêt de deux contrats décidé en 2015;
- La France a vu son chiffre d'affaires croître de +2,3%, très largement porté par une forte demande de solutions de Big Data & Cybersécurité, mais également par l'augmentation des activités de Business & Platform Solutions ;
- « Autres Entités Opérationnelles » a également contribué à la croissance du Groupe par sa bonne performance en Asie-Pacifique, au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique du Sud.

Le chiffre d'affaires du Royaume-Uni & Irlande est resté presque stable. La forte croissance du second semestre (+4.5%) a compensé le premier semestre grâce à une forte activité dans le secteur public portée par la montée en charge de nouveaux contrats et l'augmentation à la fois du volume et de nouveaux projets.

La situation est restée difficile pour Benelux & Pays Nordiques. L'année 2016 a été impactée par la fin de contrats décidée en 2015 en Infrastructure & Data Management, principalement dans les Services Financiers. La nouvelle équipe de direction nommée à l'été 2016 se concentre activement sur le redressement et revenir en croissance.

En 2016, le Groupe a poursuivi le programme « Tier One » via l'industrialisation de centres de production des pays offshores, et une optimisation continue des frais administratifs. Par ailleurs, le Groupe a profité du plein effet des synergies de coûts réalisées suite à l'intégration de Bull et de Xerox ITO, ainsi que de l'effet du plan de restructuration d'Unify sur la rentabilité de ses services. L'amélioration de la marge est particulièrement visible sur les grandes Entités opérationnelles comme l'Allemagne, l'Amérique du Nord, le Royaume-Uni et la France, tandis que le Benelux et les Pays Nordiques ont vu celle-ci diminuer en raison d'une baisse de l'activité dans la plupart des divisions.

Le coût des structures globales des Services IT en pourcentage du chiffre d'affaires s'est accru de +20 points de base par rapport à 2015 à périmètre et taux de change constants, principalement du fait de l'effet positif enregistré au premier semestre 2015 lié à l'optimisation des plans de retraites.

En 2016, le groupe a continué à exécuter son plan d'optimisation des retraites qui a permis de générer 41 millions d'euros de profit (enregistré sur le second semestre au Royaume-Uni), comparé à 74 millions d'euros en 2015.

Globalement, le Groupe a amélioré son taux de marge opérationnelle de +110 points de base en 2016, et de +140 points de base hors effet des plans de retraites non-récurrent.

En 2016, les **prises de commandes** du Groupe se sont élevées à **13 027 millions d'euros**, en hausse de +16,2 % par rapport à l'exercice précédent, pour un **ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires** de **111 %**, régulier entre le premier et le second semestres, et de **119 %** au quatrième trimestre.

Les principaux contrats signés sur la période concernent l'activité Infrastructure & Data Management (qui atteint un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 109 %), avec notamment Rheinmetall, Siemens et Nokia (répartis sur les différentes divisions du Groupe) en Allemagne, Aegon et l'University College London Hospital au Royaume-Uni, ainsi que Monsanto et Ashland en Amérique du Nord. L'activité Business & Platform Solutions (qui a affiché un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 114 %) a signé de nouveaux contrats avec T-Mobile au Benelux & Pays Nordiques, La Poste en France, Deutsche Bank au Royaume-Uni et Polimeks en Europe Centrale et de l'Est. La division Big Data & Cybersécurité a poursuivi sa dynamique commerciale, atteignant un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires solide de 130 % en 2016, tandis que Worldline a enregistré un taux de 106 % sur la période, grâce à de nouveaux contrats signés principalement dans le secteur public et celui des services financiers.

Les renouvellements de l'année comptent d'importants contrats dans la division Infrastructure & Data Management, comme la prolongation du contrat PIP avec le ministère du Travail et des Retraites au Royaume-Uni, Texas Department of Information Resources et McDonald's aux États-Unis et Siemens en Allemagne. La dynamique commerciale de Worldline a également été soutenue tout particulièrement grâce au renouvellement de plusieurs contrats de Traitement de transactions Emetteurs, essentiellement en

Allemagne.

En ligne avec une activité commerciale soutenue, le **carnet de commandes** (incluant l'intégration des acquisitions) à la fin du mois de décembre 2016 a augmenté de 2,8 milliards d'euros par rapport à décembre 2015, et s'élève à **21,4 milliards d'euros**, représentant 1,8 année de chiffre d'affaires contre 1,7 à la fin 2015. Le **montant total pondéré des propositions commerciales** s'est élevé à **6,5 milliards d'euros** à fin 2016, soit +4,9 % comparé à fin décembre 2015.

L'**effectif total du Groupe** était de **100 096 personnes** à la fin de l'exercice 2016. L'augmentation de +9,6 % de l'effectif du Groupe comparé aux 91 322 employés comptabilisés à la fin décembre 2015 provient principalement de l'intégration des salariés d'Unify qui ont rejoint le Groupe (à la fois services et S&P) au 1^{er} février 2016 et à ceux d'Equens, de PaySquare, de KB Smartpay et d'Anthelio qui ont intégré Atos au 1^{er} octobre 2016.

Le taux de départs volontaires a été de 12,3 % au niveau Groupe, dont 19,1 % dans les pays offshore.

Les **effectifs directs** s'élevaient à **92 785** fin 2016, représentant 92,7 % des effectifs totaux du Groupe, par rapport à 93,7 % à fin 2015. Les **effectifs indirects** ont augmenté durant la période +26,8%; hors effet de périmètre lié principalement à l'intégration d'Unify, les effectifs indirects ont en fait baissé de -5,8 %, en ligne avec l'optimisation continue des fonctions supports.

B.1.2 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2016 a atteint 11 717 millions d'euros, en hausse de +9,7 % par rapport aux chiffres publiés en 2015, (+12,8 % à taux de change constants) et de +1,8 % en croissance organique. La marge opérationnelle s'est élevée à 1 104 millions d'euros (9,4 % du chiffre d'affaires), +24,7 % par rapport à 2014, +15,1 % par rapport à 959,0 millions d'euros (8,3 % du chiffre d'affaires) en 2015 à taux de change et périmètre constants (+110 points de base).

<i>En millions d'euros</i>	2016	2015	variation %
Chiffre d'affaires statutaire	11 717	10 686	+9,7%
Effet de change		-295	
Chiffre d'affaires à taux de change constant	11 717	10 390	+12,8%
Effet des changements de périmètre		1 128	
Effet de change sur les périmètres acquis ou cédés		-4	
Chiffre d'affaires à taux de change et périmètre constants	11 717	11 515	+1,8%
Marge opérationnelle statutaire	1 104	883,7	+24,9%
Reclassification de l'amortissement des plan de rémunération en actions		33,3	
Effet des changements de périmètre		73,3	
Effet de change		-31,3	
Marge opérationnelle à taux de change et périmètre constants	1 104	959,0	+15,1%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>9,4%</i>	<i>8,3%</i>	

Le tableau ci-dessous présente les effets sur le chiffre d'affaires 2015 des acquisitions et des cessions, des transferts internes reflétant la nouvelle organisation du Groupe et les variations de taux de change.

	Chiffre d'affaires 2015				
	2015 Publié	Périmètre	Transferts internes	Taux de change*	2015 à périmètre et taux de change constants
<i>In € million</i>					
Amérique du Nord	1 338	679	-48	3	1 972
Royaume Uni & Irlande	1 930	54	30	-217	1 797
France	1 674	-5	2	-0	1 671
Allemagne	1 560	280	16		1 856
Benelux & Pays Nordiques	1 055	9	0	-0	1 064
Autres Entités Opérationnelles	1 951	36	-1	-48	1 938
Worldline	1 176	76		-37	1 216
TOTAL GROUP	10 686	1 128	0	-299	11 515
Infrastructure & Data Management	5 658	1 058	10	-187	6 539
Business & Platform Solutions	3 255	-4	-10	-72	3 169
Big Data & Cybersecurity	597	-2		-4	591
Worldline	1 176	76		-37	1 216
TOTAL GROUP	10 686	1 128	0	-299	11 515

* Taux de change 2016

Les effets de périmètre sur le chiffre d'affaires ont totalisé 1 128 millions d'euros, principalement liés à la contribution positive de Xerox ITO (6 mois pour 553 millions d'euros), d'Unify Services (11 mois pour 534 millions d'euros sur une base pro forma hors chiffre d'affaires 2015 des activités S&P destinées à être cédées), d'Equens, de Paysquare, de KB SmartPay (3 mois pour 78 millions d'euros) et d'Anthelio (3 mois pour 43 millions d'euros).

Les autres effets sont principalement liés à la cession de l'activité Occupational Health en janvier 2016 (Royaume-Uni, janvier 2016, -45 millions d'euros), à la résiliation anticipée du contrat DWP WCA initiée (Royaume-Uni, mars 2015, -21 millions d'euros) et à la cession des activités de services sur site à Manpower (France, mars 2015, -8 millions d'euros).

La variation des taux de change a eu un effet négatif sur le chiffre d'affaires de l'ordre de -299 millions d'euros, principalement lié à la livre sterling (-10,9 % d'une année sur l'autre par rapport à l'euro), au peso argentin (-38,2 %), à la livre turque (-9,7 %), au réal brésilien (-5,8 %) et au renminbi chinois (-5,2 %), affichant tous une dépréciation par rapport à l'euro.

Sur la marge opérationnelle, les effets de périmètre nets se sont élevés à 73,3 millions d'euros et l'effet des taux de changes a été de -31,3 millions d'euros. Ces effets et ceux résultants de transferts internes sont les suivants :

	Marge opérationnelle 2015					
	2015 Publié	Périmètre	Transferts internes	Taux de change*	Equity based compensations	2015 à périmètre et taux de change constants
<i>(en million d'euros)</i>						
Amérique du Nord	140	51	-9	-0		183
Royaume Uni & Irlande	214	4	3	-24		197
France	102	1	-0	0		103
Allemagne	118	16	4			139
Benelux & Pays Nordiques	98	0	0	-0		98
Autres Entités Opérationnelles	142	-0	1	-3		139
Structures Globales**	-106			2	30	-73
Worldline	175	1		-6	3	173
TOTAL GROUPE	884	73	0	-31	33	959
Infrastructure & Data Management	502	71	0	-17		556
Business & Platform Solutions	207	1	-0	-9		199
Big Data & Cybersecurity	102			-0		102
Coûts centraux	-103			1	30	-71
Worldline	175	1		-6	3	173
TOTAL GROUPE	884	73	0	-31	33	959

* Taux de change 2016

** Les coûts des structures globales comprennent les coûts de structures des divisions qui ne sont ni alloués aux Entités Opérationnelles ni aux coûts centraux

B.1.3 Performance par Division

En millions d'euros	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	2016	2015*	% organique	2016	2015*	2016	2015*
Infrastructure & Data Management	6 595	6 539	+0,9%	682,9	555,5	10,4%	8,5%
Business & Platform Solutions	3 194	3 169	+0,8%	206,1	199,1	6,5%	6,3%
Big Data & Cybersecurity	666	591	+12,8%	111,9	102,1	16,8%	17,3%
Coûts centraux				-93,9	-71,1	-0,9%	-0,7%
Worldline	1 261	1 216	+3,7%	196,9	173,4	15,6%	14,3%
TOTAL GROUPE	11 717	11 515	+1,8%	1 104	959,0	9,4%	8,3%

* A périmètre et taux de change constants

B.1.3.1 Infrastructure & Data Management

En millions d'euros	2016	2015*	% organique
Chiffre d'affaires	6 595	6 539	+0,9%
Marge opérationnelle	682,9	555,5	
Taux de marge opérationnelle	10,4%	8,5%	

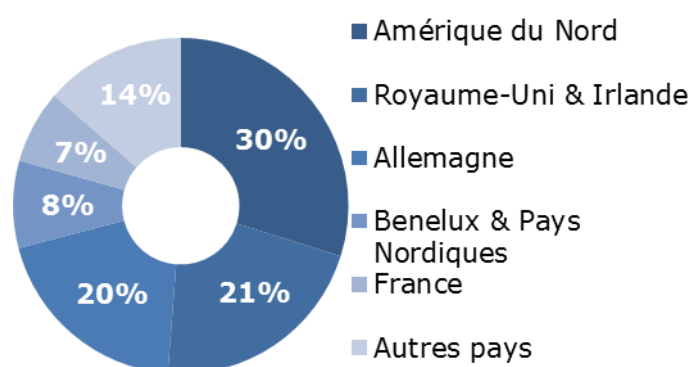
* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** de l'activité Infrastructure & Data Management s'est élevé à 6 595 millions d'euros, en hausse de +0,9 % à périmètre et taux de change constants, bénéficiant de la tendance croissante des clients à déployer des stratégies et des environnements Cloud complets. La solution de Cloud hybride orchestré Canopy d'Atos intègre ces nouvelles tendances et enregistre une croissance à deux chiffres tout particulièrement en Allemagne, en Amérique du Nord et en France. En outre, la division a remporté plusieurs grands contrats, notamment dans le domaine de l'environnement de travail numérique, ce qui a permis de soutenir la croissance dans plusieurs zones géographiques.

L'Amérique du Nord a été portée par d'importants contrats comme Disney et Microsoft dans le secteur des Télécoms, Médias et Services aux collectivités, combinés avec de nouveaux accords signés avec Texas Department of Information Resources, ainsi qu'à la renégociation des volumes et des taux avec un comté en Californie. L'Allemagne a bénéficié de nouveaux contrats importants tels que Rheinmetall et BASF, ainsi que du dynamisme de l'activité Communication & Collaboration Services (CCS) auprès de diverses administrations locales. S'agissant des autres entités opérationnelles, la croissance observée en Asie et en Amérique du Sud grâce à la montée en puissance des nouveaux contrats a partiellement compensé la performance négative de l'Europe Centrale & et de l'Est du fait de ventes importantes d'équipement lors de l'exercice précédent dans le secteur public en Slovaquie.

Au Royaume-Uni et en Irlande, l'intensification des nouveaux contrats et les volumes supplémentaires commandés par les clients existants n'ont pas permis de compenser intégralement l'effet de base du premier semestre 2015 des ventes additionnelles et des volumes importants de NS&I et de BBC. La France a pratiquement réussi à stabiliser son chiffre d'affaires. Le Benelux & Pays Nordiques se trouve toujours confrontés à une situation de marché difficile, notamment dans le secteur des services financiers.

Profil du chiffre d'affaires de l'activité Infrastructure & Data Management par zone géographique



La **marge opérationnelle** de l'activité Infrastructure & Data Management s'est établie à 682,9 millions d'euros, représentant ainsi 10,4 % du chiffre d'affaires. L'augmentation de +190 points de base par rapport à 2015 à périmètre et taux de change constants a été portée par la migration réussie vers le Cloud de plusieurs infrastructures de clients qui ont permis de réduire de manière substantielle les coûts unitaires. Combinée avec des gains d'efficacité réalisés au travers de programmes d'industrialisation et de transformation. La division a également bénéficié de la mise en œuvre efficace du plan de restructuration d'Unify qui a permis d'améliorer la marge opérationnelle de la division, au travers de son activité CCS. En termes de zone géographique, l'Amérique du Nord, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Europe Centrale et de l'Est ont vu leur rentabilité s'améliorer soit du fait de la croissance de leur chiffre d'affaires soit par un contrôle rigoureux des coûts notamment grâce aux mesures adoptées dans le cadre du Programme Tier One. Ces réductions de coûts sont dues aux synergies réalisées dans le cadre de l'intégration des sociétés acquises, aux mesures de gestion des effectifs, aux programmes offshore et aux économies sur les achats.

B.1.3.2 Business & Platform Solutions

En millions d'euros	2016	2015*	% organique
Chiffre d'affaires	3 194	3 169	+0,8%
Marge opérationnelle	206,1	199,1	
Taux de marge opérationnelle	6,5%	6,3%	

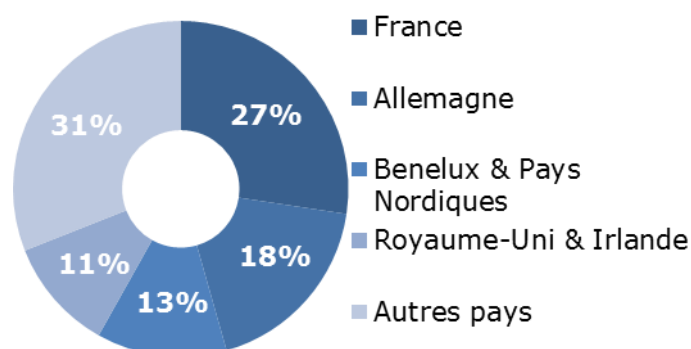
* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** de la division Business & Platform Solutions atteint 3 194 millions d'euros, en hausse de +0,8 % à taux de change et périmètre constants. L'activité a été portée par les nouveaux contrats signés dans le domaine de la Transformation numérique.

L'Allemagne a largement contribué à cette croissance, grâce aux nouveaux contrats signés avec Telefonica/O2 et Vodafone combinés aux services additionnels fournis à BMW et Airbus. La France a également profité de projets et de volumes additionnels provenant de banques et de fabricants automobiles français.

Au niveau des « Autres entités opérationnelles », la croissance a été alimentée par de nouveaux projets en Suisse, la signature de nouveaux contrats en Italie et l'augmentation des volumes sur des nouveaux projets en Amérique du Sud. Cette hausse de l'activité n'a pas été en mesure de compenser l'effet de base lié à un projet achevé en 2015 en Turquie. Le chiffre d'affaires de l'Amérique du Nord a été impacté par la fin de quelques contrats en 2015, tels que Toronto Pan American Games, Schlumberger et Daimler. Dans une moindre mesure, cela a également été le cas au Royaume-Uni & Irlande ainsi qu'au Benelux & Pays Nordiques : ces deux zones géographiques ont réussi à limiter cet effet de base par la signature et la réalisation de nouveaux projets durant l'exercice auprès de clients tels que Metropolitan Police au Royaume-Uni et un client dans le secteur des télécommunications aux Pays-Bas.

Profil du chiffre d'affaires de l'activité Business & Platform Solutions par zone géographique



La **marge opérationnelle** a été de 206,1 millions d'euros, soit 6,5 % du chiffre d'affaires. L'amélioration de +20 points de base à taux de change et périmètre constants par rapport à 2015, (+40 points de base hors effet des régimes de retraite), résulte principalement de l'amélioration de la gestion des effectifs dans la plupart des zones géographiques matures, y compris l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et la zone Ibérique, et de la reprise des activités par l'augmentation importante des volumes en Allemagne et en

France. En revanche, la zone Europe Centrale & de l'Est a été affectée par l'effet de base lié à la fin de projets importants intervenus lors de l'exercice précédent en Turquie et en Slovaquie. Enfin, la région Moyen-Orient et Afrique et la zone Asie Pacifique ont dû faire face à un effet de base lié à des éléments non récurrents positifs dans les activités offshore enregistrés l'année dernière. D'une façon générale, cette première phase d'amélioration de la rentabilité de la division a été possible grâce aux investissements réalisés en matière d'innovation et aux nouvelles offres de produit mise en place pour accélérer le redressement attendu du niveau de la marge opérationnelle.

B.1.3.3 Big Data & Cybersécurité

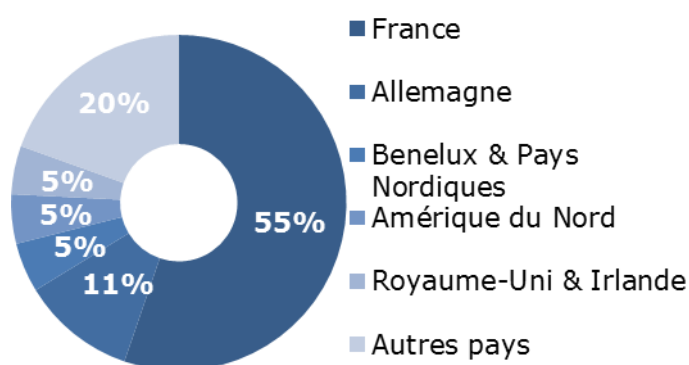
En millions d'euros	2016	2015*	% organique
Chiffre d'affaires	666	591	+12,8%
Marge opérationnelle	111,9	102,1	
Taux de marge opérationnelle	16,8%	17,3%	

* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** de l'activité Big Data & Cybersécurité (BDS) s'est élevé à 666 millions d'euros, affichant une croissance organique robuste de +12,8 % comparée à l'exercice 2015. Cette solide performance a été enregistrée dans toutes les zones géographiques et dans tous les secteurs. Elle repose sur des puissantes technologies fondamentales intégrées suite à l'acquisition de Bull dans le Big Data, ainsi que dans la Cybersécurité qui ont permis une montée en gamme grâce à des applications, des logiciels et des services de haut niveau. Ces technologies ont été déployées avec succès au cours des deux dernières années chez les clients Atos, élargissant ainsi la portée de l'activité à la fois en termes de secteurs et de zones géographiques.

En France, la croissance a été essentiellement soutenue par les ventes de supercalculateurs auprès du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et d'importants clients intervenants dans le domaine des Collectivités. Ainsi qu'à des volumes importants de projets de développement auprès du Ministère de la Défense et aux activités de Cybersécurité pour le Ministère de l'Intérieur. De plus, l'activité BDS a bénéficié de la vente de HPC et de services de Cybersécurité au Royaume-Uni, en Allemagne et, dans une moindre mesure, aux États-Unis.

Répartition du chiffre d'affaires de Big Data & Cybersécurité par zone géographique



La **marge opérationnelle** a été de 111,9 millions d'euros, soit 16,8 % du chiffre d'affaires. La division a réussi à maintenir un fort niveau de rentabilité opérationnelle tout en portant ses priorités sur le chiffre d'affaires afin de bénéficier de la forte demande existante grâce à l'optimisation continue des coûts. La division a poursuivi ses investissements en matière de Recherche & Développement afin de rester à l'avant-garde dans plusieurs activités telles que la Gestion des Identités et des Accès (IAM), le chiffrement et les centres opérationnels de sécurité et de renforcer son leadership au travers d'offres innovantes afin de répondre à la demande croissante des grands comptes.

B.1.3.4 Worldline

Une présentation détaillée des résultats de l'exercice 2016 de Worldline est disponible sur worldline.com, dans la section « investisseurs ».

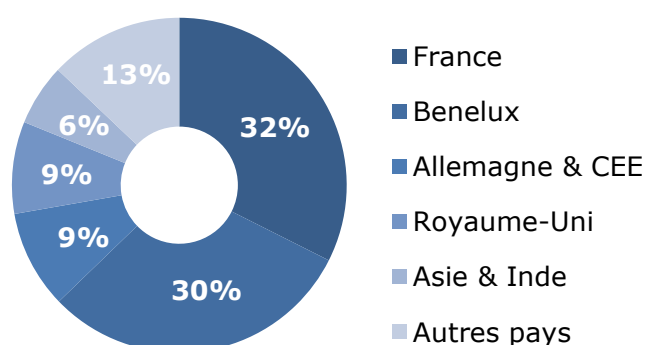
En millions d'euros	2016	2015*	% organique
Chiffre d'affaires	1 261	1 216	+3,7%
Marge opérationnelle	196,9	173,4	
Taux de marge opérationnelle	15,6%	14,3%	

* A périmètre et taux de change constants

La contribution de de Worldline au **chiffre d'affaires** du groupe a été de 1 261 millions d'euros, en hausse de +3,7 % à taux de change et périmètre constants, soit 10,8 % du chiffre d'affaires du Groupe. Le chiffre d'affaires de Worldline en tant que société cotée a atteint 1 309 millions d'euros, en hausse de 3,5 % à taux de change et périmètre constants. La hausse des volumes de transactions liés aux activités Services Commerçants & Terminaux et Traitement de Transactions & Logiciels de Paiement a plus que compensé l'effet négatif de la fin de deux contrats importants de la ligne Mobilité et services Web transactionnels décidée en 2015:

- la division Services Commerçants & Terminaux a bénéficié d'une augmentation des ventes de terminaux de paiement à la fois sur les marchés nationaux et internationaux et d'un accroissement des volumes de transactions Acquisition commerciale, ainsi que d'un meilleur mix de prix. Tous deux ont enregistré un taux de croissance solide à deux chiffres ;
- l'activité Traitement de Transactions & Logiciels de Paiement a progressé grâce à la croissance régulière des volumes de transactions sur le segment de l'Acquisition Commerçants, notamment en France et en Inde, grâce une progression du chiffre d'affaires provenant des Services d'authentification, de carte de crédit et de lutte contre la fraude au sein de l'activité Traitement d'émission et enfin grâce au niveau élevé de licences vendues en Europe et en Asie ;
- la croissance à deux chiffres de la ligne Mobilité et Services Web Transactionnels a été portée par les activités e-Consommateur & Mobilité, grâce à la signature de plusieurs nouveaux contrats et la montée en puissance de projets, principalement en France et en Allemagne. Les activités d'e-Ticketing se sont également montrées dynamiques avec l'augmentation du nombre de projets auprès d'entreprises ferroviaires britanniques et l'augmentation des volumes de vente en Argentine. Sur l'activité inhérente aux services numériques pour les gouvernements, les volumes liés aux soins de santé et à la collecte des impôts ont augmenté en Amérique Latine ; on note également la mise en place d'un projet important avec les agences gouvernementales françaises et européennes, tandis que l'entité opérationnelle a dû faire face à la résiliation du contrat VOSA au Royaume-Uni au cours du troisième trimestre 2015 et à la résiliation du contrat Radars en France au mois de juin 2016.

Répartition du chiffre d'affaires de Worldline par zone géographique



La **marge opérationnelle** a totalisé 196,9 millions d'euros, en hausse de +130 points de base. Cette augmentation se traduit essentiellement au niveau de la ligne d'activité Services Commerçants & Terminaux, grâce à la hausse des volumes et un mix de prix favorable surtout en Belgique, ainsi qu'à une progression de la marge au Royaume-Uni s'agissant des contrats Cartes privatives. La hausse des volumes relatifs au traitement des cartes a soutenu la marge opérationnelle de l'activité Traitement de Transactions & Logiciels de Paiement et la ligne d'activité a continué à investir dans les infrastructures de sécurité et a procédé à un contrôle rigoureux des coûts au regard du nouveau périmètre equensWorldline. La nouvelle

activité Mobilité & Services Web Transactionnels, venant quasiment contrebalancer les deux contrats arrivés à terme, a généré une marge opérationnelle moins importante.

B.1.4 Performance par Entité Opérationnelle

En millions d'euros	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	2016	2015*	% organique	2016	2015*	2016	2015*
Amérique du Nord	2 061	1 972	+4,5%	240,8	182,9	11,7%	9,3%
Allemagne	1 954	1 856	+5,3%	200,9	138,7	10,3%	7,5%
Royaume-Uni & Irlande	1 790	1 797	-0,4%	238,8	196,7	13,3%	10,9%
France	1 709	1 671	+2,3%	125,4	102,9	7,3%	6,2%
Benelux & Pays Nordiques	986	1 064	-7,3%	71,5	98,4	7,3%	9,2%
Autres Entités Opérationnelles	1 956	1 938	+0,9%	127,3	139,4	6,5%	7,2%
Structures globales**				-97,7	-73,3	-0,9%	-0,7%
Worldline	1 261	1 216	+3,7%	196,9	173,4	15,6%	14,3%
TOTAL GROUPE	11 717	11 515	+1,8%	1 104	959,0	9,4%	8,3%

* A périmètre et taux de change constants

** Les structures globales comprennent le coût des directions des Divisions non alloué aux Entités Opérationnelles du Groupe ainsi que les coûts centraux

En 2016, l'Allemagne, l'Amérique du Nord, Worldline, la France et les « Autres Entités Opérationnelles » ont contribué à la croissance organique du chiffre d'affaires du Groupe :

- L'Allemagne a confirmé son redressement par un retour à une croissance robuste avec +5,3 %, renouant et qui a été généré par toutes les Divisions, grâce à de nouveaux contrats signés en Infrastructure & Data Management combinés à de fortes actions lancés par le nouveau management de Business & Platform Solutions;
- L'Amérique du Nord, en hausse de +4,5%, a connu une croissance solide tout au long de l'année. Celle-ci a été marquée par une dynamique des ventes dans les activités de migration vers le cloud hybride et par le plein effet de l'acquisition de Xerox ITO;
- Worldline a connu une croissance organique +3,7% sur la période avec une dynamique soutenue dans le domaine des paiements qui a largement compensé l'arrêt de deux contrats décidé en 2015;
- La France a vu son chiffre d'affaires croître de +2,3%, très largement porté par une forte demande de solutions de Big Data & Cybersécurité, mais également par l'augmentation des activités de Business & Platform Solutions;
- « Autres Entités Opérationnelles » a également contribué à la croissance du groupe par sa bonne performance en Asie-Pacifique, au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique du Sud.

Le chiffre d'affaires du Royaume-Uni & Irlande est resté presque stable. La forte croissance du second semestre (+4.5%) a compensé le premier semestre grâce à une forte activité dans le secteur public portée par la montée en charge de nouveaux contrats et l'augmentation à la fois du volume et de nouveaux projets.

La situation est restée difficile pour Benelux & Pays Nordiques. L'année 2016 a été impactée par la fin de contrats décidée en 2015 en Infrastructure & Data Management, principalement dans les Services Financiers. La nouvelle équipe de direction nommée à l'été 2016 se concentre activement sur le redressement pour revenir en croissance.

La situation est restée difficile pour Benelux & Pays Nordiques. L'année 2016 a été impactée par la fin de contrats décidée en 2015 en Infrastructure & Data Management, principalement dans les Services Financiers. La nouvelle équipe de direction nommée à l'été 2016 se concentre activement sur le redressement pour revenir en croissance.

En 2016, le Groupe a poursuivi le programme « Tier One » via l'industrialisation de centres de production des pays offshores, et une optimisation continue des frais administratifs. Par ailleurs, le Groupe a profité du plein effet des synergies de coûts réalisées suite à l'intégration de Bull et de Xerox ITO, ainsi que de l'effet du plan de restructuration d'Unify sur la rentabilité des activités CCS. L'amélioration de la marge est particulièrement visible sur les grandes Entités opérationnelles comme l'Allemagne, l'Amérique du Nord, le Royaume-Uni et la France, tandis que le Benelux et les Pays Nordiques ont vu leur marge diminuer en raison d'une baisse de l'activité dans la plupart des divisions.

Le coût des structures globales des Services IT en pourcentage du chiffre d'affaires s'est accru de +20 points de base par rapport à 2015 à périmètre et taux de change constants, principalement du fait de l'effet positif enregistré au premier semestre 2015 lié à l'optimisation des plans de retraites.

En 2016, le groupe a continué à exécuter son plan d'optimisation des retraites qui a permis de générer 41 million d'euros de profit (enregistré sur le second semestre au Royaume-Uni), en comparaison des 74 millions d'euros en 2015.

Globalement, le Groupe a amélioré son taux de marge opérationnelle de +110 points de base en 2016, et de +140 points de base hors effet des plans de retraites non-récurrent.

B.1.4.1 Amérique du Nord

Le **chiffre d'affaires** a atteint 2 061 millions d'euros, soit +4,5 % de croissance organique. Cette croissance provient de l'activité Infrastructure Data Management et, dans une moindre mesure, de l'activité Big Data & Cybersécurité.

En millions d'euros	2016	2015*	% organique
Chiffre d'affaires	2 061	1 972	+4,5%
Marge opérationnelle	240,8	182,9	
Taux de marge opérationnelle	11,7%	9,3%	

* A périmètre et taux de change constants

Dans la division Infrastructure & Data Management, le secteur Télécoms, Médias & Services a fortement contribué à cette croissance via la signature d'importants contrats comme Disney et Microsoft. Le secteur public a également enregistré une performance solide, notamment du fait de l'activité additionnelle du contrat Texas Department of Information Resources et de la révision des conditions contractuelles avec un comté de Californie. L'activité Industrie, Distribution & Transport a bénéficié de la signature d'un nouveau contrat avec une entreprise leader dans le domaine des biotechnologies et de la montée en puissance de divers clients existants, y compris Xerox, qui ont plus que compensé les baisse de volumes enregistrés par le secteur Industriel.

En 2016, la division Business & Platform Solutions a dû faire face à la baisse de ses volumes de vente, résultant par exemple de cession d'une activité par l'un de ses clients et de la résiliation de contrats non rentables. De plus, la division n'a pas, comme lors de l'exercice précédent, bénéficié d'événements périodiques spécifiques comme les Jeux panaméricains de Toronto en 2015.

Le lancement de l'activité Big Data & Cybersécurité aux États-Unis en 2015 a donné lieu à la signature de plusieurs nouveaux contrats et à une croissance continue du chiffre d'affaires, essentiellement dans le secteur Industrie, Distribution & Transport.

La rentabilité s'est améliorée en Amérique du Nord, pour atteindre 11,7 % du chiffre d'affaires, car la **marge opérationnelle** s'est fortement améliorée dans la division Infrastructure & Data Management, à la faveur d'un mix de chiffre d'affaires plus technologique (Transformation Numérique) et de réduction de coûts continue résultant des synergies d'intégration liées à Xerox ITO.

B.1.4.2 Allemagne

En millions d'euros	2016	2015*	% organique
Chiffre d'affaires	1 954	1 856	+5,3%
Marge opérationnelle	200,9	138,7	
Taux de marge opérationnelle	10,3%	7,5%	

* A périmètre et taux de change constants

L'Allemagne a affiché une forte croissance de son **chiffre d'affaires**, qui s'est établi à 1 954 millions d'euros en 2016, en hausse de +5,3 % par rapport à l'exercice précédent à taux de change et périmètre constants. La tendance positive observée lors du premier semestre s'est confirmée, le second semestre enregistrant une performance accrue de +5,6 %. L'ensemble des divisions et des marchés a enregistré une croissance positive de leur chiffre d'affaires.

L'amélioration du chiffre d'affaires de la division Infrastructure & Data Management a été principalement alimentée par le secteur Industrie, Distribution & Transport, grâce au nouveau contrat signé avec Rheinmetall au cours du troisième trimestre et la montée en puissance du contrat BASF qui ont largement compensé l'effet de la réduction du périmètre d'intervention chez certains grands comptes. Dans le domaine Public & Santé, l'amélioration observée provient principalement de l'activité accrue d'Unify CCS auprès de diverses administrations locales. Alors que le secteur des Télécommunications a profité des nouveaux contrats signés avec Telefonica, la division Services Financiers a également enregistré une légère progression grâce à la hausse du nombre de projets émanant de Deutsche Bank.

L'activité Business & Platform Solutions a pratiquement réalisé une croissance à deux chiffres grâce à au retour à la croissance de l'ensemble des marchés, reflétant ainsi la stratégie efficace mise en place par la

nouvelle équipe de direction nommée l'année dernière. La croissance a été essentiellement alimentée par le secteur Public & Santé, qui a enregistré une forte croissance à deux chiffres portée par une hausse des volumes d'activité auprès du Ministère de la Justice et par le secteur des Télécommunications, qui a principalement bénéficié des nouveaux contrats signés avec Telefonica/O2 et Vodafone. L'activité Industrie, Distribution & Transport a également affiché une belle performance, soutenue par les services complémentaires fournis à certains grands comptes comme Airbus et BMW combinée à une activité projet accrue auprès de Siemens. Le marché des Services Financiers progresse légèrement, grâce à un nouveau contrat signé avec Deutsche Bank.

L'activité Big Data & Cybersécurité a également enregistré une croissance à deux chiffres. Cette forte progression de son chiffre d'affaires résulte principalement de la très bonne performance des ventes de licences de logiciel qui ont largement compensé l'effet de base d'un projet HPC livré l'an dernier à DKRZ (services météorologiques nationaux).

La **marge opérationnelle** a atteint 200,9 millions d'euros, soit 10,3 % du chiffre d'affaires, en forte augmentation par rapport à l'exercice précédent à périmètre et taux de change constants. L'amélioration de la rentabilité de l'entité opérationnelle résulte, d'une façon générale, de la bonne performance commerciale, combinée à l'amélioration continue de la gestion des effectifs, l'optimisation de la production offshore et des synergies avec Unify CCS, qui ont largement compensé l'effet de base du produit exceptionnel lié aux régimes de retraite enregistré en 2015.

B.1.4.3 Royaume-Uni & Irlande

En millions d'euros	2016	2015*	% organique
Chiffre d'affaires	1 790	1 797	-0,4%
Marge opérationnelle	238,8	196,7	
Taux de marge opérationnelle	13,3%	10,9%	

* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** a atteint 1 790 millions d'euros, restant pratiquement stable par rapport à l'année dernière à taux de change et périmètre constants. La forte croissance du second semestre (+4.5%) a pratiquement compensé le premier semestre affecté notamment par l'effet de base de certains contrats signés par la division Infrastructure & Data Management, et en particulier dans l'activité BPO.

L'entité opérationnelle a particulièrement souffert de l'effet de base de l'exercice précédent de la division Infrastructure & Data Management. Le secteur Public & Santé a enregistré une forte croissance, bénéficiant de la montée en puissance du nouveau contrat avec Metropolitan Police, de la hausse des volumes et des projets avec DWP dans le cadre du contrat PIP et du lancement de nouveaux projets pour le Ministère de la Justice, qui ont plus que compensé l'effet négatif des contrats résiliés ou de la baisse des volumes chez certains clients existants. Globalement, la division a été impactée par l'effet de comparaison défavorable avec l'an dernier période durant laquelle ont été traités des volumes particulièrement élevés avec le client NS&I. dans le secteur financier et, pour la même raison dans le secteur Télécoms, Médias & Services avec BBC. Dans le secteur Industrie, Distribution & Transport, l'augmentation de l'activité dans le cadre du contrat signé l'an dernier avec Royal Mail Group a partiellement compensé l'effet des résiliations de plusieurs autres contrats.

Le chiffre d'affaires de la division Business & Platform Solutions a enregistré un léger recul. Toutefois le marché des services financier a progressé grâce à de nouveaux contrats et l'augmentation des volumes notamment avec Close Brothers. Le secteur des télécommunications a crû principalement grâce à BBC et Sky. Dans le secteur Industrie, Distribution & Transport, les contrats gagnés cette année qui permettront un retour à la croissance en 2017 n'ont pas réussi à compenser la baisse de chiffre d'affaires résultat de l'arrivée à échéance de certains contrats. S'agissant du secteur public, l'activité sur des grands comptes tels que la Metropolitan Police, le Gouvernement gallois et dans le secteur de la défense a progressé, alors que plusieurs projets n'ont pas été renouvelés par d'autres clients.

L'activité Big Data & Cybersécurité a fait preuve d'une bonne dynamique de croissance avec des ventes en hausse dans le secteur public et l'industrie. Cette performance a essentiellement été portée la signature de nouveaux contrats d'HPC et par la vente de la nouvelle technologie Sequana, ainsi qu'une activité commerciale dynamique pour les projets de Cybersécurité.

La **marge opérationnelle** s'est élevé à 238,8 millions d'euros, soit 13,3 % du chiffre d'affaires, en incluant l'effet positif des régimes de retraite du second semestre pour 41 millions d'euros, en ligne ce qui avait été comptabilisé l'année dernière. La marge opérationnelle a augmenté de +210 points de base en retraçant cet effet positif. L'entité opérationnelle a réussi à améliorer son niveau de rentabilité grâce en particulier aux mesures strictes de réduction des coûts mises en œuvre par le management dans le cadre du programme « Tier One », ainsi qu'à une rigoureuse gestion de projet sur de grands contrats.

B.1.4.4 France

En millions d'euros	2016	2015*	% organique
Chiffre d'affaires	1 709	1 671	+2,3%
Marge opérationnelle	125,4	102,9	
Taux de marge opérationnelle	7,3%	6,2%	

* A périmètre et taux de change constants

Avec un **chiffre d'affaires** de 1 709 millions d'euros, la France a enregistré un taux de croissance organique de 2,3 %. La France a renoué avec l'évolution positive de l'activité de la division Business & Platform Solutions, ainsi qu'à la poursuite de la solide performance de Big Data & Cybersécurité.

La division Infrastructure & Data Management a enregistré un léger recul car l'augmentation des volumes et de l'activité supplémentaire notamment auprès de DCNS dans le secteur Public & la Santé n'ont pas pu compenser la baisse de l'activité observée sur les autres marchés. La division a piloté la transformation Cloud de ses clients et a commencé à vendre de nouveaux services de transition et de transformation en collaboration avec la division Big Data et Cybersécurité notamment dans le cadre du renouvellement de contrats avec Sephora et PwC.

L'activité Business & Platform Solutions a enregistré une croissance organique positive, en hausse sur quasiment tous les marchés. En particulier, le secteur Industrie, Distribution & Transport a bénéficié de l'augmentation des, notamment de Renault. La division Services Financiers a réalisé une forte croissance grâce aux nouveaux contrats et aux volumes complémentaires pour diverses grandes institutions. Dans le domaine Public & Santé, la division a enregistré un niveau d'activité plus important avec le Ministère de la Défense. L'augmentation du volume d'activité dans le secteur des Télécoms, Médias & Services auprès de plusieurs clients a permis de totalement compenser la baisse du nombre de projets dans le secteur de l'Énergie.

L'activité Big Data & Cybersécurité a maintenu une très bonne performance grâce à une activité soutenue sur le marché Public & Santé, portée par une demande croissante de la part du Ministère de la Défense, du CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives), d'EDF et du Ministère de l'Intérieur.

La **marge opérationnelle** a atteint 125,4 millions d'euros, soit 7,3 % du chiffre d'affaires, soit une amélioration de +120 points de base. La rentabilité s'est améliorée à l'échelle de toutes les divisions, et plus particulièrement dans Infrastructure & Data Management, du fait de réductions rigoureuses de coûts. La marge opérationnelle de l'activité Business & Platform Solutions a bénéficié de la croissance positive du chiffre d'affaires, combinée à l'augmentation du taux d'utilisation des effectifs permise par une gestion plus efficace du personnel. Celle-ci a permis de réduire le temps moyen nécessaire pour réaffecter les effectifs entre deux contrats client. Enfin, les performances de la division Big Data & Cybersécurité ont également progressé du fait de la montée en gamme des produits vendus et des services fournis par la division auprès de ses clients existants, mais également auprès de nouveaux clients provenant des ventes croisées avec les autres divisions.

B.1.4.5 Benelux & Pays Nordiques

En millions d'euros	2016	2015*	% organique
Revenue	986	1 064	-7,3%
Operating margin	71,5	98,4	
Operating margin rate	7,3%	9,2%	

* A périmètre et taux de change constants

Avec un **chiffre d'affaires** de 986 millions d'euros, la région a enregistré un recul de son taux de croissance organique de -7,3 %. Durant l'été, le Groupe a décidé de nommer une nouvelle équipe de direction dans le but d'insuffler une nouvelle dynamique commerciale et de renouer avec une croissance rentable.

La contraction de l'activité Infrastructure & Data Management, provient principalement du marché des Services Financiers affecté par l'arrêt de certains contrats et/ou la baisse des volumes enregistrés auprès de plusieurs clients existants. Le marché Industrie, Distribution & Transport a bénéficié de l'augmentation de l'activité sur un nouveau grand contrat conclu avec Philips. Dans le secteur Public & Santé, la division a dû faire face à la baisse d'activité liée à la fin de certains contrats aux Pays-Bas et de Postnord au Danemark. La situation s'est également avérée délicate avec certains opérateurs de télécommunications.

Malgré une dynamique commerciale solide des Services Technologiques (qui représentent quasiment la moitié de l'activité de la division) qui a permis à cette activité d'enregistrer une croissance positive, le

chiffre d'affaires de la division Business & Platform Solutions a baissé. Toutefois, la division a réussi à améliorer légèrement la situation grâce à la signature de nouveaux contrats dans les télécommunications. Sur les autres marchés, la situation est restée difficile, plus particulièrement dans le domaine Public & Santé, impacté par la baisse du nombre de projets.

La **marge opérationnelle** s'est élevée à 71,5 millions d'euros, soit 7,3 % du chiffre d'affaires. La région Benelux & Pays Nordiques est parvenue à maîtriser partiellement l'érosion de la marge dans un contexte de baisse du chiffre d'affaires. La division Infrastructure & Data Management a fortement réduit sa base de coût grâce à un programme rigoureux d'économie. Business & Platform Solution a contribué à l'amélioration de la marge en améliorant le taux d'utilisation de ses effectifs en particulier par le transfert de ressources vers les Services Technologiques ainsi qu'en prenant des mesures en matière de réduction des coûts.

B.1.4.6 Autres entités opérationnelles

En millions d'euros	2016	2015*	% organique
Revenue	1 956	1 938	+0,9%
Operating margin	127,3	139,4	
Operating margin rate	6,5%	7,2%	

* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** « Autres entité opérationnelles » a atteint 1 956 millions d'euros, soit une croissance organique de +0,9 %.

Cette performance a été réalisée grâce à la division Infrastructure & Data Management, en hausse de +2,1 %, en particulier sur le marché Télécoms, Médias & Services avec la montée en puissance d'un projet avec Microsoft au Japon, des livraisons effectuées auprès d'entreprises locales en Inde et l'élargissement du périmètre de certains clients existants en Italie, associés à un nouveau contrat signé avec Enel. La croissance des Services Financiers a été portée par la hausse des volumes enregistrée auprès d'une grande banque basée à Hong Kong. Sur le marché Industrie, Distribution & Transport, des projets ont été livrés en Amérique du Sud avec une importante société industrielle allemande qui sont venus compenser l'effet des livraisons d'équipements effectuées auprès de ministères slovaques en 2015.

La division Business & Platform Solutions n'a pas réussi à signer de nouveaux contrats permettant de compenser l'effet de comparaison avec le projet Ashgabat finalisé en 2015 en Turquie, ainsi qu'avec les contrats passés avec les ministères et les institutions slovaques. L'activité s'est pourtant renforcée dans le secteur Industrie, Distribution & Transport, aussi bien dans la région Asie-Pacifique avec la vente de solutions SAP à de nouveaux clients qu'en Amérique du Sud grâce à de nouveaux projets émanant des industries pharmaceutique et automobile. Enfin, l'activité dans le secteur des Télécommunications a également progressé, à la fois en région Asie-Pacifique et dans la zone Moyen-Orient & Afrique avec notamment la signature d'un nouveau contrat à Dubaï.

Le chiffre d'affaires de la division Big Data & Cybersécurité a enregistré une croissance organique à deux chiffres tout au long de l'exercice. L'activité a été stimulée par la signature de deux nouveaux contrats en Suisse (pour la Police et la Défense) dans le domaine des systèmes critiques et, dans une moindre mesure, par la vente de Supercalculateurs en Afrique. La division a également bénéficié de nouveaux projets en Espagne, en Italie et en République tchèque, à la fois dans le domaine du Big Data et de la Cybersécurité.

La **marge opérationnelle** s'est élevée à 127,3 millions d'euros, soit 6,5 % du chiffre d'affaires. La marge a bénéficié de l'amélioration du chiffre d'affaires observée dans la plupart des pays. Toutefois, la région Europe Centrale & de l'Est a été affectée par l'effet de comparaison des grands projets livrés l'année dernière en Turquie (Ashgabat) et en Slovaquie (secteur public) qui n'ont pas été remplacés ou pas encore renouvelés. Dans tous les pays, les mesures mises en place se sont poursuivies afin de bien gérer les coûts des projets et également d'optimiser la base des coûts via l'industrialisation. L'entité opérationnelle a également rencontré cette année des difficultés au niveau de certains contrats, et notamment un dépassement de délai sur un projet à Dubaï.

B.1.4.7 Coûts des structures globales

Les coûts des structures globales sont restés quasiment stables à périmètre et taux de change constants, à l'exception du produit non récurrent de 18 millions d'euros enregistrés en 2015 dans le cadre de l'optimisation des régimes de retraite. Le Groupe a maintenu son programme destiné à réduire les coûts indirects à la fois au niveau central et local, en centralisant davantage les fonctions de support. Les coûts des structures globales ont atteint 97.7 millions d'euros en 2016, soit 0,9 % du chiffre d'affaires du Groupe.

B.1.5 Chiffre d'affaires par marché

En millions d'euros	2016	2015*	% organique
Industrie, Distribution & Transports	4 058	4 034	+0,6%
Public & Santé	3 329	3 206	+3,8%
Télécoms, Médias & Services aux collectivités	2 352	2 304	+2,1%
Services financiers	1 978	1 971	+0,4%
TOTAL GROUPE	11 717	11 515	+1,8%

* A périmètre et taux de change constants

B.1.5.1 Industrie, Distribution & Transport

Le marché Industrie, Distribution & Transport est resté le plus important du Groupe (35 %), et a crû organiquement de +0,6% pour atteindre 4 058 millions d'euros en 2016, à taux de change et périmètre constants. Dans ce secteur, le Groupe a développé des offres novatrices en matière d'Industrie 4.0, de paiements numériques et de l'expérience client dans la distribution ainsi que la digitalisation des moyens de transport. Le chiffre d'affaires Industrie, Distribution & Transport a notamment bénéficié d'une croissance organique en Allemagne, grâce à la montée en puissance des contrats sur BASF, Rheinmetall et Sonepar, et en Amérique du Sud avec Sanofi.

Sur ce marché, les 10 principaux clients (hors Siemens) représentent 21 % du chiffre d'affaires avec Xerox, Airbus, Renault Nissan, BASF, Nike, Johnson & Johnson, Philips, Daimler Group, McDonald's et Volkswagen.

B.1.5.2 Public & Santé

Public & Santé a été le deuxième marché du Groupe (28%) en 2016 avec un chiffre d'affaires totalisant 3 329 millions d'euros, en hausse organique de +3,8%. En 2016, l'accent a tout particulièrement été mis sur la création de nouvelles offres dans le domaine de la Transformation Numérique, plus particulièrement dans la relation digitale des organisations publiques avec les citoyens et institutions de santé avec leurs patients, dans la gestion intelligente des villes (Smart cities) et l'éducation numérique. La croissance a été forte dans le domaine de la Défense en France et en Amérique du Nord. Les Divisions Big Data & Cybersécurité et Infrastructure & Data Management ont généré une forte croissance organique sur le marché Public & Santé (+11,1% et +7,2% respectivement), grâce à la signature de contrats avec de nouveaux clients et de services additionnels avec des clients existants. Worldline a dû faire face, notamment, à la résiliation du contrat inhérent aux contrôles de vitesse (radars), ce qui a pesé sur le chiffre d'affaires au cours du second semestre 2016.

Sur ce marché, les 10 principaux clients ont généré 35 % du chiffre d'affaires : Ministère du Travail et des Pensions (DWP), Ministère de la Justice (Royaume-Uni), Department of Information Resources Texas (États-Unis), institutions de l'Union européenne, Ministère de la Défense (France), CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives) en France, Autorité chargée du démantèlement des centrales nucléaires (NDA), SNCF, Bundesagentur für Arbeit (Allemagne) et Allscripts (États-Unis).

B.1.5.3 Télécoms, Médias & Services

Télécoms, Médias & Services aux collectivités a représenté 20% du chiffre d'affaires total du Groupe avec 2 352 millions d'euros, en hausse de +2,1 % par rapport à 2015 à périmètre et taux de change constants. Atos a élaboré de nouvelles offres pour la transformation des réseaux de télécommunication, les médias numériques, la numérisation du sport avec les Jeux olympiques et les réseaux intelligents (Smart Grid) dans la distribution d'énergie. La plupart des zones géographiques a crû sur ce marché, en particulier les États-Unis et l'Allemagne.

Les 10 clients les plus importants représentent 58 % du total du marché Télécoms, Médias & Services : BBC, Unify, EDF, Telefonica, The Walt Disney Company, Orange, Nokia, Microsoft, Telecom Italia & Engie.

B.1.5.4 Services Financiers

L'activité Services Financiers représente le quatrième marché du Groupe et a contribué à hauteur de 17 %, soit 1 978 millions d'euros, au chiffre d'affaires du Groupe, en hausse de +0,4 % par rapport à 2015, à périmètre et taux de change constants. Dans le domaine de la Transformation Numérique, le Groupe a mis l'accent sur l'engagement des entreprises en temps réel et centré sur le client, la transformation numérique des paiements, le support des technologies financières (Fintech) pour les activités bancaires et l'agilité numérique pour les assurances. Ces offres innovantes ont été développées dans un environnement réglementaire en rapide mutation porteur de menaces comme d'opportunités pour les clients du Groupe. Les solides performances de Worldline sur ce marché avec une croissance organique à deux chiffres ont permis de compenser la baisse de l'activité de la zone Benelux & Pays Nordiques avec plusieurs grands clients et une baisse des volumes N&SI au Royaume-Uni comme mentionné ci-dessus.

Sur ce marché, 46 % du chiffre d'affaires ont été générés par les 10 clients principaux : National Savings & Investments (Royaume-Uni), Deutsche Bank, Standard Chartered Bank, McGraw-Hill Financial, BNP Paribas, Crédit Agricole, La Poste, Société Générale, Achmea et ING.

B.1.6 Exposition du Groupe au risque du Brexit

Le 23 juin 2016, les citoyens britanniques ont voté la sortie de l'Union européenne. Au regard de l'activité basée au Royaume-Uni, nous pensons que le risque potentiel se concentre sur les dépenses discrétionnaires limitées au marché Banque et Finance, pour lesquels Atos présente une exposition limitée. En effet, en 2016, le chiffre d'affaires d'Atos au Royaume-Uni, provenant des dépenses discrétionnaires représente environ 20% du chiffre d'affaire total de l'entité opérationnelle dont une petite partie relative au secteur des services financiers.

B.1.7 Prise de commandes

B.1.7.1 Prises de commandes et ratio de prises de commande

En 2016, les **prises de commandes** du Groupe se sont élevées à **13 027 millions d'euros**, en hausse de +16,2 % par rapport à l'exercice précédent, soit un **ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires** de **111 %**, cohérent entre le premier et le second semestres, et de **119 %** au quatrième trimestre.

La prise de commandes et le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires par Division se décomposent ainsi :

En millions d'euros	Prises de commandes			Ratio prises de commande sur chiffre		
	S1	S2	2016	S1	S2	2016
Infogérance	3 553	3 621	7 174	110%	107%	109%
Conseil & Intégration de Systèmes	1 687	1 964	3 651	106%	122%	114%
Big Data & Cyber-sécurité	384	484	868	127%	133%	130%
Worldline	685	650	1 335	116%	97%	106%
Total Groupe	6 309	6 718	13 027	111%	112%	111%

Les principaux nouveaux contrats signés sur la période concernent l'activité Infrastructure & Data Management (qui atteint un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 109 %), avec en particulier Rheinmetall, Siemens et Nokia (répartis sur les différentes divisions du Groupe), en Allemagne, Aegon et University College London Hospital au Royaume-Uni, ainsi que Monsanto et Ashland en Amérique du Nord. L'activité Business & Platform Solutions (qui a affiché un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 114 %) a signé de nouveaux contrats avec notamment T-Mobile au Benelux, La Poste en France, Deutsche Bank au Royaume-Uni et Polimeks en Europe Centrale et de l'Est. La division Big Data & Cybersécurité a poursuivi sa forte dynamique commerciale, atteignant un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires solide de 130 % en 2016, tandis que Worldline a réussi à réaliser un taux de 106 % sur la période, grâce à de nouveaux contrats signés dans le secteur public et l'activité Services Financiers essentiellement.

Les renouvellements de l'année comptent d'importants contrats dans la division Infrastructure & Data Management, comme la prolongation du contrat PIP avec le ministère du Travail et des Retraites au Royaume-Uni, Texas Department of Information Resources et McDonald's aux États-Unis et Siemens en Allemagne. La dynamique commerciale de Worldline a également été soutenue tout particulièrement grâce au renouvellement de plusieurs contrats de Traitement de transactions, essentiellement en Allemagne.

La prise de commandes et le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires par **marché** se décomposent ainsi :

En millions d'euros	Prises de commandes			Ratio prises de commande sur chiffre		
	S1	S2	2016	S1	S2	2016
Industrie, Distribution & Transport	2 226	2 360	4 586	111%	115%	113%
Public & Santé	2 078	2 041	4 119	127%	121%	124%
Télécoms, Médias & Services aux collectivités	978	1 053	2 031	87%	86%	86%
Services Financiers	1 027	1 264	2 291	110%	121%	116%
Total Groupe	6 309	6 718	13 027	111%	112%	111%

B.1.7.2 Carnet de commandes total

Dans le sillage de l'évolution positive de l'activité commerciale d'Atos, le **carnet de commandes total** à la fin du mois de décembre 2016 a augmenté de 2,8 milliards d'euros par rapport à décembre 2015, notamment du fait de l'intégration des acquisitions, et s'élève à **21,4 milliards d'euros**, soit 1,8 année de chiffre d'affaires contre 1,7 années à fin 2015.

B.1.7.3 Propositions commerciales

En intégrant les acquisitions, le **montant total pondéré des propositions commerciales** s'est élevé à **6,5 milliards d'euros** fin 2016, soit une hausse de +4,9 % comparé à fin décembre 2015.

B.1.8 Ressources Humaines

L'effectif total du Groupe était de 100 096 salariés fin décembre 2016, contre 91 322 fin décembre 2015. L'augmentation de +9,6 % (soit +8 774 employés) du total de l'effectif du Groupe est principalement due à l'intégration de 5 199 employés d'Unify ayant rejoint le Groupe au 1^{er} février 2016, dont 1 871 sont issus de l'activité Unify CCS, et aux 3 328 employés issus des activités Unify S&P ainsi qu'aux acquisitions d'Equens, de PaySquare, de KB Smartpay et également à celle d'Anthelio (1 228 employés au niveau de Worldline et 1 704 employés en Amérique du Nord respectivement). Hors les activités d'Unify S&P destinées à être cédées, l'effectif total ressort à 97 337, en hausse de +6,6 % depuis le 1^{er} janvier 2016.

En 2016, le Groupe a recruté 17 154 employés (96 % d'employés directs), principalement dans la division Infrastructure & Data Management représentant plus de 65 % des recrutements directs sur cette période. La majeure partie des embauches a essentiellement concerné les « Autres Entités Opérationnelles » (58 % du recrutement des effectifs directs), notamment dans les pays offshore tels que l'Inde, la Pologne, la Roumanie, les Philippines et le Mexique, ainsi qu'aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Brésil.

À l'exclusion des activités S&P destinées à être cédées, le taux de départs volontaires a été de 12,3 % au niveau Groupe, dont 19,1 % dans les pays offshore.

L'évolution des effectifs en 2016 par entité opérationnelle et par division est la suivante :

	Début janvier 2016	Transferts internes	Périmètre	Recrutements	Départs, Licenciements & Réorganisation	Fin décembre 2016
Infogérance	41 361	-	3 069	10 812	-8 418	46 824
Conseil & Intégration de Systèmes	33 700	-	-23	4 797	-5 897	32 577
Big Data & Cybersécurité	3 385	-	-	517	-176	3 726
Coûts centraux	362	-	-	27	-280	109
Worldline	6 750	-	1 189	645	-452	8 132
Total des effectifs directs	85 558	-	4 235	16 798	-15 222	91 369
Amérique du Nord	12 074	-2 568	1 822	3 271	-2 895	11 704
Allemagne	7 578	204	553	284	-27	8 592
Royaume-Uni & Irlande	7 771	210	302	1 622	-1 575	8 330
France	11 629	36	0	764	-479	11 950
Benelux & Pays Nordiques	5 189	66	0	220	-631	4 844
Autres Entités Opérationnelles	34 128	2 052	369	9 965	-9 117	37 398
Structures globales	438	-	0	27	-47	418
Worldline	6 750	-	1 189	645	-452	8 132
Total des effectifs directs	85 558	-	4 235	16 798	-15 223	91 369
Total des effectifs indirects	5 764	-	535	582	-918	5 964
Total Groupe	91 322	-	4 770	17 381	-16 141	97 332

Les effectifs directs s'élevaient à 92 785 employés fin décembre 2016 (91 369 hors Unify S&P), soit 92,7 % (93,9 % hors Unify S&P) des effectifs totaux du Groupe, contre 93,7 % fin décembre 2015. Les effectifs indirects totalisaient 7 312 employés (5 969 hors Unify S&P), soit une hausse de 1 548 employés par rapport au chiffre de fin décembre 2015, largement imputable à l'effet de périmètre lié à l'acquisition d'Unify. Hors acquisition d'Unify, les effectifs indirects s'élèvent à 5 424 personnes, soit un recul de -5,8 % par rapport à l'année précédente.

Le nombre d'employés ayant subi les effets d'une restructuration ou ayant été licenciés sur la période s'élève à 3 403 personnes (dont 2 986 employés directs).

B.2 Objectifs 2017

Croissance du chiffre d'affaires : de l'ordre de **+6%** à taux de change constants, **supérieure à +2%** en organique.

Marge opérationnelle : entre **9,5%** et **10,0%** du chiffre d'affaires.

Flux de trésorerie disponible : un taux de conversion de la marge opérationnelle en flux de trésorerie disponible compris entre **55%** et **58%**

B.3 Revue financière

B.3.1 Etat du résultat

Le Groupe a réalisé un résultat net des activités poursuivies (attribuable aux propriétaires de la Société Mère) de 567,1 millions d'euros en 2016, représentant 4,8% du chiffre d'affaires consolidé et une augmentation de 39,6% par rapport à 2015. Le résultat net normalisé, retraité des produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôts), s'est élevé à 766,7 millions d'euros, représentant 6,5% du chiffre d'affaires consolidé 2016.

Le Groupe a réalisé un résultat net incluant les activités destinées à être cédées (attribuable aux propriétaires de la société Mère) de 578,8 millions d'euros en 2016.

(En millions d'euros)	Exercice 2016	% Rentabilité	Exercice 2015 (*)	% Rentabilité
Marge opérationnelle	1 103,9	9,4%	917,0	8,6%
Autres produits et charges opérationnels	-290,8		-327,7	
Résultat opérationnel	813,1	6,9%	589,3	5,5%
Résultat financier	-49,2		-45,2	
Charge d'impôt	-145,2		-109,7	
Part des participations ne donnant pas le contrôle et quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-51,6		-28,2	
Résultat net des activités poursuivies- attribuable aux propriétaires de la Société Mère	567,1	4,8%	406,2	3,8%
Résultat net des activités destinées à être cédées	11,7		0,0	
Résultat net incluant les activités destinées à être cédées - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	578,8	4,9%	406,2	3,8%
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère (**)	766,7	6,5%	625,8	5,9%

(*) 31 décembre 2015 ajusté pour tenir compte du changement de présentation comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables".

(**) Le résultat net normalisé est basé sur les activités poursuivies et défini ci-après.

Marge opérationnelle

Afin de mieux appréhender les spécificités de son activité, le Groupe présente un compte de résultat consolidé par nature. En dessous de la ligne présentant le chiffre d'affaires, les charges opérationnelles liées aux activités courantes sont séparées entre les charges de personnel et les autres charges opérationnelles.

L'ensemble de ces deux postes, déduit du chiffre d'affaires, permet d'obtenir la marge opérationnelle, un des principaux indicateurs de performance du Groupe.

La marge opérationnelle représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est expliquée dans la revue opérationnelle.

Autres produits et charges opérationnels

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents et a représenté une charge nette de 290,8 millions d'euros en 2016. Le détail par nature de ce poste est le suivant :

(En millions d'euros)	Exercice 2016	Exercice 2015 (*)
Réorganisation des effectifs	-92,1	-96,3
Rationalisation et frais associés	-42,3	-41,8
Coûts d'intégration et d'acquisition	-32,5	-51,8
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	-95,9	-71,9
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions	-49,9	-33,3
Autres	21,9	-32,6
Total	-290,8	-327,7

(*) 31 décembre 2015 ajusté pour tenir compte du changement de présentation comme exposé dans la "Base de préparation et principes comptables".

Les dépenses de **réorganisation** des effectifs se sont élevées à 92,1 millions d'euros et sont principalement la conséquence de l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe dans plusieurs pays, notamment en Europe Centrale et de l'Est, en France, en Allemagne, en Zone Ibérique, en Amérique du Nord et au Royaume-Uni.

Les **coûts de rationalisation et frais associés** se sont élevés à 42,3 millions d'euros et ont été engendrés essentiellement par la fermeture de sites dans le cadre des plans de réorganisation et de regroupement des centres de données, principalement en Allemagne (11,7 millions d'euros), en Amérique du Nord (8,9 millions d'euros) et en Europe Centrale et de l'Est (4,5 millions d'euros), en lien avec des plans de restructuration. Ce montant inclut également les coûts externes pour la mise en œuvre du programme TEAM chez Worldline (3,7 millions d'euros) et correspondent à la réorganisation des bureaux en France et en Belgique.

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** se sont élevés à 32,5 millions d'euros et correspondent principalement aux coûts d'acquisition et d'intégration d'Unify, de equensWorldline, de Paysquare et les derniers coûts d'intégration de Xerox ITO.

L'amortissement au titre de l'exercice 2016 des immobilisations incorporelles reconnues dans le cadre de l'allocation des prix d'acquisitions s'est élevé à 95,9 millions d'euros dont :

- 42,2 millions d'euros de charge d'amortissement correspondant à la relation clients apportée par SIS, amortie sur 8,75 ans depuis le 1er juillet 2011 ;
- 19,6 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Xerox ITO, amortie à partir du 1er juillet 2015.
- 16,4 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et des brevets apportés par Bull, amortissables à partir du 1er septembre 2014, respectivement sur 9,3 ans et 9,9 ans ;
- 9,6 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportés par Unify « CCS », amortissables à partir du 1er février 2016, de 2 à 10 ans ;
- 2,5 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Equens et Paysquare, amortissable à partir du 1er octobre 2016 de 6,5 ans à 9,5 ans ; et
- 2,3 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Anthelio, amortissable à partir du 1er octobre 2016 de 6 ans à 12 ans.

Les **charges relatives à des paiements fondés sur des actions** se sont élevées à 49,9 millions d'euros en 2016 contre 33,3 millions en 2015. L'augmentation de ces charges résulte d'un accroissement du nombre de bénéficiaires, de l'évolution du prix de l'action ainsi que de la réalisation des conditions de performance d'un ancien plan.

Le poste « **autres** » s'est élevé à 21,9 millions d'euros et correspondait principalement à la plus-value de cession de l'action Visa pour 51,2 millions d'euros. L'absence d'un programme spécifique de remise à niveau des ingénieurs IT comparé à l'an dernier a été partiellement compensée par un accord transactionnel avec un client en Allemagne.

Résultat financier

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge de 49,2 millions d'euros sur l'exercice (contre une charge de 45,2 millions d'euros en 2015). Il est composé d'un coût de l'endettement financier net de 18,1 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels de 31,1 millions d'euros.

Le coût de l'endettement financier net est passé de 17,4 millions d'euros sur l'exercice précédent à 18,1 millions d'euros sur l'exercice 2016, et a résulté des éléments suivants :

- L'endettement brut moyen sur la période pour un montant de 2 014,1 millions d'euros (contre 1 185,5 millions d'euros en 2015) au taux moyen de charge de 1,60% (contre 2,32% en 2015).

Le coût de l'endettement brut moyen s'explique principalement par :

- le tirage sur le crédit syndiqué utilisé en moyenne à hauteur de 1 058,6 millions d'euros (comparé à 687,2 millions d'euros en 2015) portant intérêts à hauteur de 0,48%,
- l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 600,0 millions d'euros en juillet 2015 portant intérêt au taux fixe de 2,375%,
- l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 300,0 millions d'euros en septembre 2016, sur lequel 90,0 millions ont portés intérêt au taux fixe de 1,444%,
- d'autres sources de financement, incluant la titrisation, pour un montant moyen de 260,7 millions d'euros portant intérêt au taux effectif de 4,03%.
- une trésorerie moyenne brute de 1 418,3 millions d'euros en 2016 comparée à 1 105,3 millions d'euros en 2015 et portant intérêt au taux moyen de 1,00% contre 0,91% en 2015.

Les coûts financiers non opérationnels se sont élevés à 31,1 millions d'euros, contre 27,8 millions d'euros en 2015 et étaient principalement composés des coûts financiers des pensions (28,9 millions d'euros en 2016 contre 29,3 millions d'euros de charges en 2015) et du gain net des effets de change de 9,0 millions d'euros contre un gain net de 6,2 millions d'euros en 2015. Le coût financier des pensions représentait la différence entre le coût financiers des obligations et le produit de rendement des actifs de pensions.

Impôt

Le taux d'impôt effectif du Groupe a été de 19,0%, incluant la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises), pour un montant brut de 145,2 millions d'euros, compte tenu d'un résultat avant impôt de 763,9 millions d'euros.

Se référer à la Note 7 de l'annexe aux comptes consolidés Charge d'impôt, pour plus détails.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle comprennent les participations détenues par les partenaires des coentreprises et par d'autres associés du Groupe. Le résultat attribué aux participations ne donnant pas le contrôle s'est élevé à 53,0 millions d'euros pour la période (comparé à 30,8 millions d'euros en décembre 2015). L'augmentation est principalement liée aux participations ne donnant pas le contrôle dans Worldline, incluant l'impact de la vente de l'action Visa sur le résultat de Worldline ainsi que l'impact des participations ne donnant pas le contrôle d'equensWorldline suite à la transaction intervenue le 30 septembre 2016.

Résultat net normalisé

Le résultat net normalisé avant éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôt) s'est élevé à 766,7 millions d'euros, en hausse de 22,5% par rapport à l'exercice précédent.

(En millions d'euros)	Exercice 2016	Exercice 2015 (*)
Résultat net des activités poursuivies- attribuable aux propriétaires de la société mère	567,1	406,2
Autres produits et charges opérationnels	-290,8	-327,7
Effet d'impôt sur les éléments inhabituels	91,2	108,1
Total éléments inhabituels - net d'impôt	-199,6	-219,6
Résultat net normalisé – attribuable aux propriétaires de la société mère	766,7	625,8

(*) 31 décembre 2015 ajusté pour tenir compte du changement de présentation comme exposé dans la note "Principes comptables significatifs".

Résultat net par action

Résultat net par action des activités poursuivies

(En millions d'euros)	Exercice 2016	% Rentabilité	Exercice 2015 (*)	% Rentabilité
Résultat net des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	567,1	4,8%	406,2	3,8%
Impact des instruments dilutifs	-		-	
Résultat net dilué des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	567,1	4,8%	406,2	3,8%
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [c]	766,7	6,5%	625,8	5,9%
Impact des instruments dilutifs	-		-	
Résultat net dilué normalisé – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [d]	766,7	6,5%	625,8	5,9%
Nombre moyen d'actions [e]	103 766 609		101 179 041	
Impact des instruments dilutifs	506 003		805 555	
Nombre moyen dilué d'actions [f]	104 272 612		101 984 596	
(en euros)				
RNPA (Résultat Net Par Action) des activités poursuivies [a]/[e]	5,47		4,01	
RNPA dilué des activités poursuivies [b]/[f]	5,44		3,98	
RNPA normalisé [c]/[e]	7,39		6,19	
RNPA dilué normalisé [d]/[f]	7,35		6,14	

(*) 31 décembre 2015 ajusté pour tenir compte du changement de présentation comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables".

Du fait d'une forte augmentation du résultat net détaillé ci-dessus, les résultats net et net dilué par action ont atteint respectivement 5,47 euros (4,01 euros en 2015) et 5,44 euros (3,98 euros en 2015). Les résultats nets normalisés et dilués normalisés par action ont atteint respectivement 7,39 euros (6,19 euros en 2015) et 7,35 euros (6,14 euros en 2015).

Résultat net par action incluant les activités destinées à être vendues

(En millions d'euros)	Exercice 2016	% Rentabilité	Exercice 2015	% Rentabilité
Résultat net incluant les activités destinées à être vendues – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	578,8	4,9%	406,2	3,8%
Impact des instruments dilutifs	-		-	
Résultat net dilué incluant les activités destinées à être vendues – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	578,8	4,9%	406,2	3,8%
Nombre moyen pondéré d'actions [e]	103 766 609		101 179 041	
Impact des instruments dilutifs	506 003		805 555	
Nombre moyen dilué d'actions [f]	104 272 612		101 984 596	
(en euros)				
RNPA (Résultat Net Par Action) incluant les activités destinées à être vendues [a]/[e]	5,58		4,01	
RNPA dilué incluant les activités destinées à être vendues [b]/[f]	5,55		3,98	

B.3.2 Tableau de flux de trésorerie

A fin décembre 2016, l'endettement net du Groupe s'est soldé par un montant de trésorerie nette positive de 481,4 millions d'euros comparé à 593,1 millions d'euros à fin décembre 2015.

Le flux de trésorerie disponible représenté par la variation de trésorerie nette ou d'endettement net, corrigée des variations de capital, des dividendes versés aux actionnaires et des acquisitions/cessions sur la période a atteint 579,1 millions d'euros contre 393,4 millions d'euros l'année dernière.

(En millions d'euros)	Exercice 2016	Exercice 2015
Excédent Brut Opérationnel (EBO)	1 374,5	1 200,4
Investissements opérationnels	-421,1	-441,0
Variation du besoin en fonds de roulement	-38,0	48,8
Flux de trésorerie opérationnel	915,5	808,2
Impôts payés	-129,1	-105,5
Coût de l'endettement financier net payé	-18,1	-17,4
Réorganisation provenant des autres produits et charges opérationnels	-83,7	-149,5
Rationalisation & frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	-43,1	-46,7
Coûts d'intégration et d'acquisition	-21,9	-42,1
Autres variations (*)	-40,4	-53,6
Flux de trésorerie disponible	579,1	393,4
(Acquisitions)/cessions (solde net)	-707,3	-859,8
Résultat de cession de l'action Visa Europe	35,6	-
Augmentation/ (diminution) de capital	28,5	58,1
Dividendes versés aux actionnaires	-47,3	-30,7
Flux de trésorerie net	-111,4	-439,0
Trésorerie / (Endettement) net(te) d'ouverture	593,1	989,1
Variation nette de trésorerie / (endettement)	-111,4	-439,0
Incidence de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie / (endettement)	-0,2	43,0
Trésorerie / (Endettement) net(te) de clôture	481,4	593,1

(*) Les "Autres variations" correspondent aux autres éléments opérationnels décaissés (excluant la réorganisation, la rationalisation et frais associés, les coûts d'intégration et d'acquisition), aux dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle, aux autres éléments financiers décaissés, aux investissements financiers nets à long terme excepté les acquisitions et les cessions et à la participation des salariés transférée en fonds d'emprunt.

Le montant du **flux de trésorerie** opérationnel s'est élevé à 915,5 millions d'euros et a progressé de 107,3 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse s'expliquait par l'effet combiné des trois éléments suivants :

- une hausse de l'EBO de +174,1 millions d'euros résultant de la croissance de la marge opérationnelle et de la forte baisse des éléments non récurrents liés aux pensions comptabilisées en marge opérationnelle;
- une diminution des investissements opérationnels de 19,9 millions d'euros ; et
- une augmentation du besoin en fonds de roulement de -38,0 millions d'euros comparé à une baisse du besoin en fonds de roulement en 2015, de 48,8 millions d'euros.

L'**EBO** (pour un montant de 1 374,5 millions d'euros) a atteint 11,7% du chiffre d'affaires, comparé à 11,2% l'an passé :

(En millions d'euros)	Exercice 2016	Exercice 2015 (*)
Marge opérationnelle	1 103,9	917,0
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	399,1	405,6
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	34,0	41,4
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite	-79,9	-109,0
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions	-82,6	-54,6
EBO	1 374,5	1 200,4

(*) 31 décembre 2015 ajusté pour tenir compte du changement de présentation comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables".

Les **investissements opérationnels** ont atteint 421,1 millions d'euros, soit 3,6% du chiffre d'affaires, comparé à 441,0 millions d'euros 2015. Le Groupe a continué à investir en 2016, en particulier dans ses plateformes de paiement chez Worldline et dans ses infrastructures d'infogérance, tout en rationalisant et en mutualisant ses dépenses, notamment grâce à la mise en place d'architectures Cloud.

Le **besoin en fonds de roulement** a augmenté de -38,0 millions d'euros. Le délai de règlement clients est passé de 32 jours en 2015 à 30 jours à fin décembre 2016. Le délai de règlement clients a été positivement impacté de 16 jours, contre 13 jours en 2015, par la mise en place d'accords financiers sur des grands comptes. Par ailleurs, le délai de paiement fournisseurs est passé de 75 jours en 2015 à 76 jours à fin décembre 2016.

Les **impôts payés** se sont élevés à 129,1 millions d'euros, soit 23,6 millions d'euros de plus qu'en 2015. L'augmentation est contenue grâce à la poursuite de la baisse du taux effectif d'impôt.

Le **coût de l'endettement financier** net s'est élevé à 18,1 millions d'euros comparé à 17,4 millions d'euros en 2015. Cette variation s'est expliquée par l'effet combiné des éléments suivants :

- un coût plus faible de l'endettement brut, s'établissant à 1,60% en 2016 contre 2,32% en 2015 ;
- un endettement moyen brut plus élevé, en hausse de 828,6 millions d'euros durant l'année (2 014,1 millions d'euros contre 1 185,5 millions d'euros en 2015). Cette augmentation est principalement liée au tirage du crédit syndiqué plus élevé de 371,4 millions d'euros en moyenne par rapport à l'année 2015 et à l'impact en année pleine de l'emprunt obligataire 2015 de 600 millions d'euros et d'un placement privé obligataire de 300 millions d'euros le 29 septembre 2016.

Les décaissements liés à la **réorganisation**, à la **rationalisation et frais associés et aux coûts d'intégration et d'acquisition** s'élevant à 148,7 millions d'euros en 2016 ont très fortement diminué par rapport aux décaissements de 238,3 millions d'euros en 2015 qui tenaient compte des impacts de la réorganisation accélérée de Bull. Au cours du second semestre 2015, le Groupe a lancé des actions fortes pour réduire de manière significative les coûts liés à la réorganisation des effectifs.

La ligne « **autres variations** » s'est élevée à -40,4 millions d'euros et a diminué de -13,2 millions d'euros en absence de programme spécifique de remise à niveau des ingénieurs informatiques contrairement à l'année précédente partiellement compensé par un accord transactionnel au premier semestre relatif à un litige ancien en Allemagne.

Par conséquent, le **flux de trésorerie disponible** du Groupe en 2016 s'est élevé à 579,1 millions d'euros.

L'impact de l'endettement net provenant des **acquisitions nettes de cessions** de -707,3 millions d'euros correspondait principalement aux acquisitions d'Unify, Anthelio et Paysquare.

Les **augmentations de capital** de 28,5 millions d'euros sont principalement liées à l'émission des actions ordinaires suite à l'exercice d'options de souscription d'actions par des employés, plus faible qu'en 2015 (58,1 millions d'euros).

Dans le cadre de la **vente du titre de Visa Europe**, le Groupe a reçu, au cours du premier semestre 2016, un encaissement de trésorerie de 35,6 millions d'euros de Visa Inc. Le solde comparé au prix de cession total de 51,2 millions d'euros, correspond à des actions préférentielles et une créance long-terme (3 ans) sur Visa Inc.

Conformément à la résolution approuvée par les actionnaires lors de l'Assemblée Générale tenue le 26 mai 2016, le Groupe a versé un **dividende** en numéraire de 47,3 millions d'euros à ses actionnaires parmi les 113,5 millions d'euros de distribution de dividendes.

Les **effets liés aux variations de change** provenant de l'exposition des éléments de dette ou de trésorerie aux devises étrangères n'ont pas eu d'impact (-0,2 million d'euros) sur la trésorerie du Groupe malgré les multiples fluctuations de devises sur 2016 et grâce à une gestion quotidienne de la trésorerie du Groupe.

B.3.3 Politique de financement

Atos a mis en place une politique de financement rigoureuse, revue par le Comité d'Audit du Groupe, dans l'optique de sécuriser et d'optimiser la gestion de ses liquidités. Chaque décision relative à un financement externe doit être approuvée par le Conseil d'Administration. En application de cette politique, toutes les activités de trésorerie du Groupe, notamment la gestion de la trésorerie, les investissements à court terme, les opérations de couverture et de change, ainsi que les opérations financières hors bilan par l'intermédiaire de contrats de location simple, sont confiées au service de Trésorerie du Groupe, qui en centralise la gestion. Dans l'optique d'une politique de financement prudente, le Groupe n'a pas investi à court terme dans des actifs à risque.

B.3.3.1 Structure de financement

La politique du Groupe Atos est de couvrir complètement ses besoins de liquidités estimés par des emprunts à long terme ou d'autres instruments financiers à long terme. Ces emprunts sont caractérisés par des maturités et des ratios bancaires laissant suffisamment de flexibilité au Groupe pour financer ses opérations et ses développements futurs.

Le 29 septembre 2016, Atos a émis un placement privé obligataire d'un montant de 300,0 millions d'euros et d'une durée de sept ans. L'emprunt obligataire porte intérêt au taux fixe de 1,444% et n'inclut pas de ratio financier. Le Groupe Atos et l'emprunt obligataire n'ont pas de notation de crédit.

Le 2 juillet 2015, Atos a émis un emprunt obligataire d'un montant de 600,0 millions d'euros et d'une durée de cinq ans. L'emprunt obligataire porte intérêt au taux fixe de 2,375% et n'inclut pas de ratio financier. Le Groupe Atos et l'emprunt obligataire n'ont pas de notation de crédit.

Le 6 novembre 2014, Atos a signé avec un syndicat d'établissements financiers une nouvelle facilité de crédit renouvelable multidevises d'un montant de 1,8 milliard d'euros, à échéance novembre 2019. Atos disposait d'une option d'extension de la maturité de la facilité de crédit jusqu'en novembre 2021. La première option d'extension de la maturité d'une année a été levée au cours de l'année 2015 et la seconde option d'extension d'un an a également été levée en 2016. La nouvelle facilité de crédit renouvelable multidevises d'un montant de 1,8 milliard d'euros a donc une nouvelle échéance à novembre 2021. Cette facilité est disponible pour les besoins généraux du Groupe et remplace celle de 1,2 milliards d'euros signée en avril 2011.

La facilité de crédit renouvelable inclut un ratio financier défini comme le ratio de levier financier consolidé (endettement net divisé par la marge opérationnelle avant dépréciations et amortissements) et ne pouvant être supérieur à 2,5.

Le 18 juin 2013, Atos a renouvelé son programme de titrisation pour une période de cinq ans pour un montant maximum de créances titrisées de 500,0 millions d'euros et une limite au montant maximum de financement fixée à 200,0 millions d'euros.

Ce nouveau programme de titrisation est structuré en deux compartiments appelés « ON » et « OFF » :

- le compartiment « ON » similaire au précédent programme (les créances sont inscrites au bilan du Groupe) est le compartiment par défaut dans lequel les créances sont cédées. L'utilisation de ce compartiment a été faite à son seuil minimal ;
- le compartiment « OFF » est conçu de manière à ce que le risque crédit (insolvabilité et retard de paiement) associé aux créances cédées des débiteurs éligibles au programme soit entièrement transféré au cessionnaire.

Au 31 décembre 2016, le Groupe a vendu :

- dans le compartiment « ON » 257,5 millions d'euros de créances dont 9.8 millions d'euros ont été reçus en cash. Cette vente est avec recours et par conséquent reconsolidante au bilan ;
- dans le compartiment « OFF » 41,5 millions d'euros de créances qualifiées pour la déconsolidation car tous les risques associés sont substantiellement transférés.

Les ratios financiers du programme de titrisation Atos sont le ratio de levier financier consolidé (endettement net divisé par la marge opérationnelle avant dépréciations et amortissements) qui ne peut être supérieur à 2,5 et le ratio de couverture d'intérêt consolidé (marge opérationnelle divisée par le coût net de la dette financière) qui ne peut être inférieur à 4.

B.3.3.2 Ratios bancaires

Le Groupe a largement respecté les limites de son ratio bancaire défini dans la facilité de crédit renouvelable multidevise au 31 décembre 2016 : le ratio de levier de financement (endettement net/EBO) était négatif à -0,35 en raison de la position de trésorerie nette positive à fin décembre 2016. Selon les conditions de la facilité de crédit renouvelable multidevise, le ratio ne doit pas dépasser 2,5.

Le Groupe a également largement respecté le ratio de couverture d'intérêt consolidé (marge opérationnelle / coût net de la dette financière) applicable uniquement au programme de titrisation du Groupe qui s'est établi à 60,99 en 2016 , soit significativement supérieur à la limite qui est de 4.

B.3.3.3 Politique d'investissement

Atos a pour politique de louer ses espaces de bureaux et ses centres de traitement informatique. Certains actifs immobilisés, tels que le matériel informatique ou les véhicules de société, peuvent faire l'objet d'un financement par le biais de contrat de location simple ou de location-financement. Le service de Trésorerie du Groupe détermine et approuve le type de financement en fonction de chaque nouvel investissement.

B.3.3.4 Politique en matière de couverture

Atos a également pour objectif de se protéger des fluctuations de taux d'intérêt en échangeant une part de sa dette financière existante assortie de taux variables contre des instruments à taux fixes (SWAP). Les accords de SWAP, conclus avec les plus grands établissements financiers, dont la gestion centralisée est confiée au service de Trésorerie du Groupe, figurent parmi les instruments dérivés que le Groupe est autorisé à utiliser pour couvrir sa dette.

Au 31 décembre 2016, le Groupe n'avait aucun contrat de couverture de taux.

B.4 Etats financiers consolidés

B.4.1 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Les comptes consolidés et sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016 d'Atos ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 21 février 2017. Les procédures d'audit sur ces comptes ont été effectuées par les Commissaires aux comptes, et leurs rapports de certification seront émis après réalisation des vérifications spécifiques prévues par la loi et des procédures requises pour les besoins du dépôt du Document de Référence.

B.4.2 Compte de résultat consolidé

(En millions d'euros)	Notes	Exercice 2016	Exercice 2015 (*)
Chiffre d'affaires	Note 2	11 717,5	10 685,5
Charges de personnel	Note 3	-5 358,1	-5 135,8
Charges opérationnelles	Note 4	-5 255,5	-4 632,7
Marge opérationnelle		1 103,9	917,0
En % du Chiffre d'affaires		9,4%	8,6%
Autres produits et charges opérationnels	Note 5	-290,8	-327,7
Résultat opérationnel		813,1	589,3
En % du Chiffre d'affaires		6,9%	5,5%
Coût de l'endettement financier net		-18,1	-17,4
Autres charges financières		-71,5	-68,6
Autres produits financiers		40,4	40,8
Résultat financier	Note 6	-49,2	-45,2
Résultat avant impôt		763,9	544,1
Charge d'impôt	Notes 7-8	-145,2	-109,7
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		1,4	2,6
Résultat Net des activités poursuivies		620,1	437,0
Résultat net des activités destinées à être cédées		11,7	-
RESULTAT NET		631,8	437,0
Dont attribuable aux :			
- propriétaires de la société mère		578,8	406,2
- participations ne donnant pas le contrôle	Note 9	53,0	30,8

(*) 31 décembre 2015 ajusté pour tenir compte du changement de présentation comme exposé dans la "Base de préparation et principes comptables".

(en euros et en nombre d'actions)

Résultat net des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère	Note 10		
Nombre moyen pondéré d'actions		103 766 609	101 179 041
Résultat net par action des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère		5,47	4,01
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		104 272 612	101 984 596
Résultat net dilué par action des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère		5,44	3,98

(en euros et en nombre d'actions)

Résultat net incluant les activités destinées à être vendues – attribuable aux propriétaires de la Société Mère	Note 10		
Nombre moyen pondéré d'actions		103 766 609	101 179 041
Résultat net dilué incluant les activités destinées à être vendues – attribuable aux propriétaires de la Société Mère		5,58	4,01
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		104 272 612	101 984 596
Résultat net dilué par action – attribuable aux propriétaires de la Société Mère		5,55	3,98

B.4.3 Etat du résultat global

(En millions d'euros)	Exercice 2016	Exercice 2015
Résultat net de la période	631,8	437,0
Autres éléments du résultat global		
- à reclasser en compte de résultat (recyclable):	-87,6	157,1
Variation de juste valeur des instruments financiers	5,1	-3,9
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-43,5	46,2
Variation de la réserve de conversion	-51,5	112,1
Effet d'impôt sur les éléments recyclables directement reconnus en capitaux propres	2,3	2,7
- non reclassé en compte de résultat (non-recyclable):	-231,4	45,5
Gains et pertes actuariels générés sur la période liés aux engagements de retraite	-300,4	78,1
Effet d'impôt sur les éléments non-recyclables directement reconnus en capitaux propres	69,0	-32,6
Total autres éléments du résultat global	-319,0	202,6
Total Résultat global	312,8	639,6
Dont attribuable aux :		
- propriétaires de la société mère	277,3	592,2
- participations ne donnant pas le contrôle	35,5	47,4

B.4.4 Etats consolidés de la situation financière

(En millions d'euros)	Notes	Exercice 2016	Exercice 2015
ACTIF			
Goodwill	Note 11	3 864,8	3 118,1
Immobilisations incorporelles	Note 12	1 243,4	920,3
Immobilisations corporelles	Note 13	740,9	818,8
Actifs financiers non courants	Note 14	233,3	259,2
Instruments financiers non courants	Note 23	0,1	1,4
Impôts différés actifs	Note 8	412,3	442,4
Total des actifs non courants		6 494,8	5 560,2
Clients et comptes rattachés	Note 15	2 555,0	2 273,3
Impôts courants		27,2	23,5
Autres actifs courants	Note 16	1 137,2	868,9
Instruments financiers courants	Note 23	10,0	8,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 18	2 121,7	1 946,8
Actifs destinés à être cédés	Note 1	1 006,3	0,0
Total des actifs courants		6 857,4	5 120,6
TOTAL DE L'ACTIF		13 352,2	10 680,8

(En millions d'euros)	Notes	Exercice 2016	Exercice 2015
PASSIF			
Capital social		104,9	103,5
Primes		2 713,1	2 626,1
Réserves consolidées		948,4	688,6
Ecart de conversion		-29,4	18,3
Résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la société mère		578,8	406,2
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		4 315,8	3 842,7
Participations ne donnant pas le contrôle		519,4	254,4
Total capitaux propres		4 835,2	4 097,1
Provisions retraites et assimilées	Note 20	1 410,7	1 121,6
Provisions non courantes	Note 21	114,0	86,8
Passifs financiers	Note 22	1 500,1	1 210,8
Impôts différés passifs	Note 8	100,6	70,0
Instruments financiers non courants	Note 23	1,4	4,7
Autres passifs non courants		6,3	12,2
Total des passifs non courants		3 133,2	2 506,1
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 24	1 970,6	1 605,5
Impôts courants		59,9	104,7
Provisions courantes	Note 21	194,2	199,8
Instruments financiers courants	Note 23	7,5	8,7
Part à moins d'un an des passifs financiers	Note 22	140,5	143,1
Autres passifs courants	Note 25	2 159,5	2 015,8
Passifs destinés à être cédés	Note 1	851,7	0,0
Total des passifs courants		5 383,8	4 077,6
TOTAL DU PASSIF		13 352,2	10 680,8

B.4.5 Tableau de flux de trésorerie consolidé

(En millions d'euros)	Notes	Exercice 2016	Exercice 2015
Résultat avant Impôt		763,9	544,1
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	Note 4	399,1	405,6
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions d'exploitation		-162,6	-163,6
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions financières		10,6	29,9
Dotations/(Reprises) nettes aux autres provisions opérationnelles		25,2	-101,4
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	Note 5	95,9	71,9
(Plus)/Moins-values de cessions d'immobilisations		-40,4	16,8
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions		49,9	33,3
Pertes/(Gains) sur instruments financiers		-0,8	2,8
Coût de l'endettement financier net	Note 6	18,1	17,4
Flux nets de trésorerie générés par l'activité avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôts		1,158,9	856,8
Impôts payés		-129,1	-105,5
Variation du besoin en fonds de roulement		-38,0	48,8
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		991,8	800,1
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-421,1	-441,0
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		30,4	37,8
Investissements d'exploitation nets		-390,7	-403,2
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-782,0	-820,7
Trésorerie des sociétés acquises durant l'exercice		83,0	10,9
Encaissements liés aux cessions financières		38,9	9,5
Trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice		4,8	-0,3
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		1,5	2,5
Investissements financiers nets	Note 26	-653,8	-798,1
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-1,044,4	-1,201,3
Augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscription d'actions		25,4	56,9
Augmentation de capital soucrite par les minoritaires		3,1	1,2
Rachats et reventes d'actions propres		-	0,1
Dividendes versés aux actionnaires		-47,3	-30,7
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		-3,1	-1,2
Souscription de nouveaux emprunts	Note 22	306,0	688,0
Nouveaux contrats de location-financement	Note 22	4,9	0,2
Remboursements d'emprunts à long et à moyen terme	Note 22	-49,0	-9,8
Coût de l'endettement financier net payé		-18,1	-17,4
Autres mouvements liés aux opérations de financement	Note 22	20,1	-7,1
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		242,2	680,2
Variation de trésorerie		189,5	279,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture		1,873,7	1,542,5
Variation de trésorerie	Note 22	189,5	279,0
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie		-20,3	52,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture		2,042,9	1,873,7

B.4.6 Variation des capitaux propres consolidés

(En millions d'euros)	Nombre d'actions à la clôture (en milliers)	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Eléments constatés directement en capitaux propres	Résultat net attribuable aux propriétaires de la Société Mère	Capitaux propres – attribuables aux propriétaires de la Société Mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2015	101 334	101,3	2 521,6	404,6	-94,4	-5,0	265,2	3 193,3	208,8	3 402,1
* Augmentation de capital	2 186	2,2	104,5	-49,7				57,0		57,0
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				265,2			-265,2	-		-
* Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle				-30,7				-30,7	-1,3	-32,0
* Paiements fondés sur des actions				24,3				24,3	6,1	30,4
* Achat d'actions propres				0,1				0,1		0,1
* Impact de l'introduction en bourse de Worldline										
* Autres				6,5				6,5	-6,6	-0,1
Transactions avec les actionnaires	2 186	2,2	104,5	215,7	-	-	-265,2	57,2	-1,8	55,4
* Résultat net de la période							406,2	406,2	30,8	437,0
* Autres éléments du résultat global				42,7	112,7	30,6		186,0	16,6	202,6
Total du résultat global de la période				42,7	112,7	30,6	406,2	592,2	47,4	639,6
Au 31 décembre 2015	103 520	103,5	2 626,1	663,0	18,3	25,6	406,2	3 842,7	254,4	4 097,1
* Augmentation de capital	1 389	1,4	87,0	-66,2				22,2	8,5	30,7
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				406,2			-406,2	-		-
* Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle				-47,3				-47,3	-3,1	-50,4
* Paiements fondés sur des actions				41,4				41,4	2,0	43,4
* Achat d'actions propres				0,2				0,2		0,2
* Impact de l'acquisition d'Equens				178,5				178,5	221,8	400,3
* Autres				0,8				0,8	0,3	1,1
Transactions avec les actionnaires	1 389	1,4	87,0	513,6	-	-	-406,2	195,8	229,5	425,3
* Résultat net de la période							578,8	578,8	53,0	631,8
* Autres éléments du résultat global				-226,9	-47,7	-26,9		-301,5	-17,5	-319,0
Total du résultat global de la période				-226,9	-47,7	-26,9	578,8	277,3	35,5	312,8
Au 31 décembre 2016	104 908	104,9	2 713,1	949,7	-29,4	-1,3	578,8	4 315,8	519,4	4 835,2

B.4.7 Annexe aux comptes consolidés

B.4.7.1 Préambule

Atos SE, Société Mère du Groupe, est une société européenne de droit français, dont le siège social est situé au 80, quai Voltaire, 95870 Bezons, France. La Société est immatriculée auprès du Registre du commerce et des sociétés à Pontoise sous le numéro 323 623 603 RCS Pontoise. Les actions d'Atos SE sont cotées sur le marché Paris Eurolist sous le code ISIN FR0000051732. Les actions ne sont cotées sur aucun autre marché. La Société est dirigée par un Conseil d'Administration.

Les états financiers consolidés de la Société au 31 décembre 2016 comprennent la Société, ses filiales et les sociétés sur lesquelles elle exerce directement ou indirectement un contrôle conjoint ou une influence notable (l'ensemble constituant le « Groupe »).

Les états financiers consolidés ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 21 février 2017. Ces états financiers consolidés deviendront définitifs après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires prévue le 24 mai 2017.

B.4.7.2 Base de préparation et principes comptables

Base de préparation

Conformément à la réglementation européenne n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés au 31 décembre 2016 ont été établis conformément aux normes comptables internationales, telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 31 décembre 2016. Les normes internationales comprennent les « International Financial Reporting Standards » (IFRS) publiées par l'« International Accounting Standards Board » (IASB), les « International Accounting Standards » (IAS), les interprétations du « Standing Interpretations Committee » (SIC) et de l'« International Financial Reporting Interpretations Committee » (IFRIC).

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont conformes à ces normes et interprétations qui sont consultables sur : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_en.htm

Au 31 décembre 2016, les normes comptables et interprétations approuvées par l'Union Européenne sont identiques aux normes et interprétations d'application obligatoire publiée par l'« International Accounting Standards Board » (IASB). Par conséquent, les états financiers du Groupe sont préparés selon les normes IFRS et interprétations telles que publiées par l'IASB.

- Amendements de IFRS 10 et IAS 28 – Ventes ou apports d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise;
- Amendements de IFRS 11 - Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des activités conjointes;
- Amendements de IAS 1 – Initiative concernant les informations à fournir;
- Amendements de IAS 16 et IAS 38 – Clarification sur les modes d'amortissement acceptables;
- Amendements de IAS 27 – Utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels.
- Améliorations annuelles des IFRS (2012-2014) – diverses normes.

De nouvelles normes et amendements de normes publiés entreront en vigueur pour les exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2016. Bien que leur adoption anticipée soit permise, les nouvelles normes et les amendements de normes suivants n'ont pas été appliqués pour la préparation de ces états financiers consolidés :

Nouvelles normes ou amendements	Résumé des dispositions	Impact potentiel sur les états financiers consolidés
<i>IFRS 9 Instruments financiers</i>	Publiée en juillet 2014, IFRS 9 remplace IAS 39 « <i>Instruments financiers : comptabilisation et évaluation</i> ». La norme IFRS 9 introduit de nouvelles dispositions pour le classement et l'évaluation des instruments financiers, y compris un nouveau modèle de calcul des pertes de valeur sur actifs financiers, et de nouvelles dispositions relatives à la comptabilité générale de couverture. Elle reprend également les dispositions relatives à la comptabilisation et à la décomptabilisation des instruments financiers d'IAS 39. IFRS 9 sera d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est autorisée.	Le groupe Atos prévoit un impact limité lié l'application d'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés compte tenu de la nature de ses activités.
<i>IFRS 15 Revenus des contrats avec les clients</i>	IFRS 15 constitue le cadre de référence permettant de déterminer si des revenus doivent être comptabilisés, pour quel montant et à quelle date. Cette nouvelle norme remplace les dispositions existantes sur la comptabilisation du revenu, notamment IAS 18, « <i>Produits des activités ordinaires</i> », IAS 11 « <i>Contrats de construction</i> » et IFRIC 13 « <i>Programmes de fidélisation de la clientèle</i> ». IFRS 15 sera d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est autorisée.	Depuis 2015, le groupe Atos travaille au sein du Syntec numérique pour identifier les impacts de l'application du nouveau référentiel. Le groupe Atos est actuellement en cours d'analyse d'un échantillon de ses différentes typologies de contrats clients pour évaluer les impacts de la mise en oeuvre de la norme.
<i>IFRS 16 Locations</i>	IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation des contrats de location pour les locataires. Le locataire reconnaît un « droit d'usage » à l'actif représentant son droit à utiliser l'actif sous-jacent et une dette représentative de son obligation à paiements des loyers. Cette nouvelle norme remplace les normes IAS 17 <i>Contrats de Location</i>, SIC 15 <i>Avantages dans les contrats de location simple</i>, et SIC 27 <i>Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location</i>. IFRS 16 sera d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Une application anticipée est autorisée.	Le groupe a lancé en fin d'année 2016 un chantier d'évaluation des impacts d'IFRS 16 sur ses comptes consolidés.

Il n'est pas attendu d'impact significatif de ces autres normes et amendements de normes d'application, non obligatoires à l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2016 et potentiellement applicables aux comptes consolidés du Groupe.

- Amendements à IFRS 2 – Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions ;
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et à IAS 28 - Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise ;
- Amendement à IAS 7 – Initiative concernant les informations à fournir ;
- Amendement à IAS 12 – Comptabilisation d'actifs d'impôts différés au titre des pertes latentes.

Les états financiers consolidés sont présentés dans la devise fonctionnelle du Groupe, en euros. Tous les montants sont présentés en millions d'euros avec une décimale.

Les règles énoncées ci-dessous ont été appliquées uniformément à tous les exercices présentés dans ce rapport.

Estimations comptables et jugements

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, la Direction émet des jugements et utilise des estimations et des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur le montant des actifs, passifs, produits et charges comptabilisés dans les états financiers, ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels en date d'arrêté. Les estimations, hypothèses et jugements qui pourraient entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et passifs sont essentiellement liés aux éléments suivants :

Les tests de dépréciation du goodwill

Le goodwill fait l'objet de tests de dépréciation au minimum annuellement, conformément aux principes comptables énoncés ci-après. Les valeurs recouvrables des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) sont déterminées sur la base du calcul de leur valeur d'utilité ou de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Les calculs nécessitent l'utilisation d'estimations telles que décrites en Note 11 Goodwill des états financiers.

La reconnaissance des pertes fiscales reportables

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre des pertes fiscales reportables, lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Les prévisions de bénéfices imposables et les consommations de reports déficitaires en résultant ont été élaborées à partir des projections de résultat telles que préparées dans le cadre du plan à trois ans d'autres durées sont susceptibles de s'appliquer selon les spécificités locales.

La reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts liés aux contrats à long terme

Le chiffre d'affaires et les coûts associés, y compris les pertes à terminaison prévues, sont évalués conformément aux principes comptables exposés ci-après. Les coûts totaux prévus des contrats sont fondés sur des hypothèses opérationnelles telles que des prévisions d'activité ou des écarts de coûts qui ont une incidence directe sur le niveau de chiffre d'affaires et les éventuelles pertes à terminaison comptabilisées.

Retraites

Le Groupe utilise des méthodes et des hypothèses actuarielles pour évaluer les coûts et les provisions de retraites. La valeur des actifs du régime est déterminée sur la base d'évaluations externes fournies par les dépositaires et gestionnaires des fonds de retraites et sujettes à d'autres vérifications complémentaires lorsque le Groupe le juge nécessaire. L'estimation des provisions de retraites, de la même manière que l'évaluation des actifs du régime, nécessite le recours à des hypothèses et à des estimations.

Relation clients

Un actif incorporel correspondant à la relation clients et au carnet de commandes apportés dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est reconnu comme relation clients. La valeur de cet actif est notamment fondée sur des hypothèses de renouvellement des contrats et de l'actualisation des flux de ceux-ci. Cet actif est amorti sur sa durée de vie moyenne estimée.

Méthode de consolidation

Filiales

Les filiales sont toutes des entités dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle. Le contrôle se caractérise par le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, généralement mais pas systématiquement accompagné de la détention de plus de la moitié des droits de vote. L'existence et les effets des droits de votes potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles, le pouvoir de nommer la majorité des membres des organes de direction et l'existence de droits de veto sont autant d'éléments pris en compte pour déterminer si le Groupe contrôle une entité. Les filiales sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale, à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à partir de la date où ce contrôle cesse d'exister.

Information sectorielle

Selon la norme IFRS 8, les résultats des secteurs opérationnels présentés sont basés sur la présentation du reporting interne qui est régulièrement revu par le principal décideur opérationnel des opérations puis réconcilié au résultat du Groupe. Le principal décideur opérationnel des opérations évalue le résultat ou la perte des secteurs en calculant un résultat opérationnel. Le principal décideur opérationnel des opérations, qui est en charge de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs opérationnels, a été identifié comme étant le Président-Directeur général qui prend les décisions stratégiques.

Le reporting interne est défini selon deux axes : les unités globales d'activité et les divisions (Infrastructure & Data Management, Business & Platform solution, Infrastructure & Data Management, Big Data & Cybersecurity, Worldline). Les unités globales d'activité ont été désignées par le Groupe comme axes principaux d'analyse par le principal décideur opérationnel des opérations. Par conséquent, et selon les obligations de la norme IFRS 8, le Groupe présente les unités globales d'activité comme secteurs opérationnels.

Une unité globale d'activité est définie comme une zone géographique ou le regroupement de plusieurs zones géographiques, à l'exception de l'activité Worldline qui comprend un ou plusieurs pays sans tenir compte des activités à l'intérieur de chaque pays. Chaque unité globale d'activité est dirigée par des membres dédiés du Comité Exécutif.

Les méthodes d'évaluation mises en place par le Groupe pour le reporting des secteurs selon IFRS 8 sont identiques à celles utilisées pour les états financiers. Les entités du Corporate ne sont pas présentées comme un secteur opérationnel. Ainsi leurs états financiers sont présentés comme éléments de réconciliation (cf. Note 2 Informations sectorielles). Les actifs du Corporate qui ne sont pas directement imputables aux activités des secteurs opérationnels ne sont pas alloués à un secteur, ce qui concerne principalement les actifs liés aux différents sièges sociaux du Groupe. Les actifs partagés tels que l'infrastructure Mainframe européenne sont alloués aux unités globales d'activité dans lesquelles ils sont physiquement situés bien qu'ils soient utilisés par plusieurs unités globales d'activité.

Règles de présentation

Actifs et passifs courants et non courants

Les actifs et les passifs courants sont ceux que le Groupe s'attend à réaliser, consommer ou régler durant le cycle d'exploitation normal, lequel peut s'étendre au-delà des douze mois suivant la clôture de l'exercice. Tous les autres actifs et passifs sont non courants. Les actifs et les passifs courants, à l'exclusion de la part à court terme des emprunts, des créances financières et des provisions, constituent le besoin en fonds de roulement du Groupe.

Actifs et passifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Les actifs et les passifs non courants destinés à être cédés et les activités abandonnées sont présentés sur une ligne distincte à l'actif et au passif du bilan, sans retraitement des périodes antérieures. Ils sont évalués au plus bas de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des coûts de cession. Les actifs et les passifs non courants sont classés comme « destinés à être cédés » si leur valeur comptable est susceptible d'être recouvrée principalement par une transaction de vente plutôt que par une utilisation continue. Cette condition n'est considérée comme remplie que lorsque la vente est hautement probable et lorsque les actifs et les passifs sont immédiatement disponibles à la vente en l'état.

Si ces actifs et ces passifs représentent une Ligne de Service complète ou une unité globale d'activité, le bénéfice ou la perte provenant de ces activités est alors présenté sur une ligne distincte du compte de résultat et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau des flux de trésorerie et dans le compte de résultat global.

Nouvelles définitions du flux de trésorerie disponible et de la marge opérationnelle

Le Groupe a décidé de changer les définitions du flux de trésorerie disponible et de la marge opérationnelle avec pour objectif d'exclure les effets des plans de rémunération fondés sur des actions, en ligne avec les pratiques de secteur.

Ainsi le flux de trésorerie disponible du Groupe exclut les paiements reçus des salariés au titre des plans de souscriptions d'actions et la marge opérationnelle exclut l'amortissement des plans de rémunération fondés sur des actions, qui est présenté en autres produits et charges opérationnels.

Ce changement de présentation a été appliqué rétroactivement à la période présentée, et a pour conséquence une augmentation de la marge opérationnelle au 31 décembre 2015 de 33,3 millions d'euros et une diminution du flux de trésorerie disponible de 57 millions d'euros.

Conversion des états financiers en monnaie étrangère

Les bilans des sociétés situées à l'extérieur de la zone euro sont convertis au taux de change de clôture. Les éléments du compte de résultat sont convertis au taux de change moyen de la période. Les écarts de conversion du bilan et du compte de résultat proviennent des variations de taux de change qui sont identifiées comme élément distinct des capitaux propres sous l'intitulé « Ecart de conversion ».

Dans le cadre de l'acquisition d'une société située à l'extérieur de la zone euro, le goodwill et les ajustements de juste valeur sont considérés comme des actifs et des passifs de cette société et convertis en euros au taux de change de clôture.

Le Groupe ne consolide aucune entité exerçant une activité dans une économie hyperinflationniste.

Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties en monnaie fonctionnelle aux taux de change des jours des transactions. Les gains et les pertes de change résultant du règlement de ces transactions et de la conversion au taux de change de clôture des actifs et des passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique « Autres produits et charges financiers », sauf si la comptabilité de couverture est appliquée dans les conditions prévues dans la section « Actifs financiers – Instruments financiers dérivés ».

Regroupements d'entreprises et goodwill

Un regroupement d'entreprises peut impliquer l'achat des titres d'une autre entité, l'achat de l'actif net d'une autre société ou l'achat de tout ou partie des éléments d'actifs nets d'une autre entité qui, ensemble, constituent une ou plusieurs activités.

Les contrats de services majeurs avec transfert d'effectifs et d'actifs, qui permettent au Groupe de développer ou d'améliorer de manière significative sa position concurrentielle au sein d'un secteur d'activité ou d'une zone géographique, sont comptabilisés comme des regroupements d'entreprises.

Evaluation des actifs et passifs de sociétés nouvellement acquises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée en échange du contrôle de l'entité acquise se définit comme étant la juste valeur à la date d'acquisition des actifs transférés par le Groupe, des passifs repris par le Groupe à l'égard des anciens propriétaires de l'entité acquise, et des parts de capitaux propres émises par le Groupe.

Les coûts liés à l'acquisition sont exclus de la contrepartie transférée et sont inscrits en charge lorsqu'ils sont encourus.

Les participations ne donnant pas le contrôle peuvent, à la date d'acquisition, être évaluées à la juste valeur ou en quote-part des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise. L'option pour l'application de l'une de ces deux méthodes est exercable transaction par transaction.

Lors de la première consolidation, l'ensemble des actifs, passifs et passifs éventuels de la société acquise est estimé à sa juste valeur.

Dans le cadre d'une prise de contrôle par achats successifs, la participation antérieurement détenue est réévaluée à sa juste valeur et le profit ou la perte en découlant est comptabilisée en résultat.

Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle et vente d'intérêts dans une filiale contrôlée

Les opérations d'achat de participations ne donnant pas le contrôle et de vente d'intérêts dans une filiale contrôlée qui n'ont pas d'incidence sur le contrôle exercé sont enregistrées dans les capitaux propres (y compris les coûts de transaction directs).

En cas de perte de contrôle de la filiale, le résultat de cession est enregistré en résultat. Par ailleurs, si le Groupe conserve une participation dans l'entité, celle-ci est réévaluée à sa juste valeur et le gain ou la perte en découlant est également reconnu en résultat.

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, des participations ne donnant pas le contrôle et de la juste valeur des participations antérieurement détenues par l'acquéreur dans l'entité acquise sur le montant net des actifs et passifs identifiables repris à date d'acquisition. Si le montant net des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition, après réévaluation, est supérieur à la somme de la contrepartie transférée, des participations ne donnant pas le contrôle et de la juste valeur des participations antérieurement détenues par l'acquéreur dans l'entité acquise, la différence est reconnue immédiatement en produit au compte de résultat.

Le goodwill est alloué aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) pour les besoins des tests de dépréciation. Le goodwill est affecté aux UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises et représente au sein du Groupe le niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour des besoins de gestion interne.

Une UGT se définit comme le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs. Les UGT correspondent aux zones géographiques dans lesquelles le Groupe exerce ses activités – à l'exception de l'UGT Worldline.

La valeur recouvrable d'une UGT représente la valeur la plus élevée entre sa juste valeur, diminuée des coûts de la vente, et sa valeur d'utilité déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Quand la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur doit être comptabilisée en résultat opérationnel.

La perte de valeur est répartie, tout d'abord, en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT puis pour le reliquat, en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'UGT.

Les UGT utilisées pour les besoins des tests de dépréciation ne sont pas plus grandes que les secteurs opérationnels déterminés selon IFRS 8 – Secteurs opérationnels.

Le goodwill n'est pas amorti et fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an par comparaison de sa valeur comptable et de sa valeur recouvrable à la date de clôture sur la base des données de décembre et de projections de flux de trésorerie basées sur les données budgétaires couvrant une période de trois ans. La fréquence du test peut être plus courte si des événements ou circonstances indiquent que la valeur comptable n'est pas recouvrable. De tels événements ou circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- un écart significatif de la performance économique de l'actif en comparaison avec le budget ;
- une dégradation significative de l'environnement économique de l'actif ;
- la perte d'un client majeur ;
- la croissance significative des taux d'intérêt.

Immobilisations incorporelles autres que le goodwill

Les immobilisations incorporelles autres que le goodwill sont principalement constituées de logiciels et de licences d'utilisation acquis directement par le Groupe, de logiciels et de relations commerciales acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, ainsi que des coûts internes de développement de solutions informatiques.

Afin de déterminer si une immobilisation incorporelle générée en interne satisfait aux critères de reconnaissance d'un actif, le Groupe distingue la production de cet actif en :

- une phase de recherche ; et
- une phase de développement.

Conformément à IAS 38, aucune immobilisation incorporelle résultant de travaux de recherche (ou d'une phase de recherche sur un projet interne) ne doit être reconnue. Les dépenses engagées au titre de la recherche (ou durant la phase de recherche d'un projet interne) doivent être reconnues en charges lorsqu'elles sont encourues.

Une immobilisation incorporelle résultant de travaux de développement (ou d'une phase de développement sur projet interne) peut être reconnue si et seulement si une entité peut démontrer l'ensemble des éléments suivants :

- la capacité technique à réaliser l'immobilisation incorporelle pour l'utiliser ou la vendre ;
- l'intention et la capacité d'achever le développement du logiciel et de l'utiliser ou de le vendre ;
- la capacité à utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la probabilité que des avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe du fait de cette immobilisation incorporelle ;
- la disponibilité de ressources techniques, financières ou autres adéquates à la réalisation de l'immobilisation incorporelle ; et
- la capacité à mesurer de manière fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle durant sa phase de développement.

Les frais de développement immobilisés correspondent à des actifs développés pour l'utilisation propre du Groupe, à des projets d'application spécifique pour des clients ou à des solutions technologiques innovantes mises à la disposition d'un groupe de clients. Ces projets font l'objet d'une analyse au cas par cas pour s'assurer qu'ils répondent bien aux critères de capitalisation. Ne sont capitalisés que les coûts de développement directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la Direction.

Les dépenses de développement portées à l'actif sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Elles sont amorties selon la méthode linéaire sur une durée comprise entre 3 et 12 ans pouvant se décomposer en deux catégories :

- pour les développements relatifs à des activités à cycle court ou liés à des contrats à courte durée, la période d'amortissement se situe entre 3 et 7 ans ;
- pour les développements basés sur des technologies à lente obsolescence et utilisés sur des activités à cycle long et des contrats de longue durée, la durée d'amortissement est de 5 à 12 ans avec un scénario standard de 7 ans. C'est le cas notamment des plateformes de paiement mutualisées.

Les relations clients sont évaluées selon la méthode dite de l'« excess earnings », qui consiste à effectuer la somme des marges opérationnelles futures attribuables aux contrats, après impôt et rémunération des actifs de support.

Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité attendue qui en général ne dépasse pas 5 à 7 ans pour les solutions informatiques développées en interne. Les relations clients, brevets et marques acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité attendue qui en général n'excède pas 12 ans ; leurs amortissements correspondants sont comptabilisés en autres charges opérationnelles.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties linéairement sur les durées d'utilité attendues suivantes :

- | | |
|----------------------------------|--------------|
| • constructions | 20 ans ; |
| • agencements et installations | 5 à 10 ans ; |
| • matériel informatique | 3 à 5 ans ; |
| • matériel de transport | 4 ans ; |
| • matériel et mobilier de bureau | 5 à 10 ans. |

Bien que certains contrats d'outsourcing impliquent le transfert de matériel informatique, le contrôle de l'actif reste le plus souvent entre les mains des clients dans la mesure où ils en conservent en général la propriété. Lorsque la propriété de ce matériel est transférée à Atos, ce transfert fait l'objet, sauf rare exception, d'un paiement par Atos en début de contrat. De ce fait, l'interprétation IFRIC 18 n'a pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Contrats de location

Les contrats de location d'actifs pour lesquels le Groupe conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en contrats de location-financement. Les actifs ainsi loués sont capitalisés au début du contrat à la valeur la plus faible entre leur juste valeur et la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les actifs acquis dans le cadre de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilité ou sur la durée du contrat si celle-ci est plus courte.

Les contrats de location pour lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en contrats de location simple.

Perte de valeur des actifs autres que le goodwill

Les actifs amortissables sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant de la valeur comptable excédant la valeur recouvrable.

Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Participations dans des sociétés non consolidées

Le Groupe détient des titres de sociétés sur lesquelles il n'exerce ni influence notable ni contrôle. Les participations dans des sociétés non consolidées sont analysées comme étant des actifs financiers disponibles à la vente et sont comptabilisées à leur juste valeur. La juste valeur des actions cotées correspond à leur cours de clôture. En l'absence d'un marché actif pour les actions, les participations dans des sociétés non consolidées sont comptabilisées au coût historique. Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des éléments objectifs mettant en évidence son caractère durable ou significatif. Les critères financiers les plus communément utilisés pour déterminer la juste valeur sont les perspectives de résultats et de capitaux propres. Les gains et les pertes provenant des variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés dans les capitaux propres en tant qu'« Éléments constatés directement en capitaux propres ». S'il est démontré que la perte de valeur est durable, elle est inscrite au compte de résultat en « Autres produits et charges financiers ».

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont composés de participations non consolidées. Ils sont mesurés à la juste valeur et les variations de juste valeur sur de tels actifs sont comptabilisées en autres éléments du résultat global. Lorsque les actifs financiers disponibles à la vente sont vendus ou dépréciés, le cumul des ajustements de juste valeur comptabilisés en autres éléments du résultat global est porté au compte de résultat. Pour les titres cotés sur un marché actif, la juste valeur correspond à la valeur boursière. Lorsqu'il n'existe pas de marché actif, la juste valeur est généralement définie en fonction des critères financiers appropriés à la situation spécifique du titre. Lorsque la juste valeur de ces actifs financiers n'est pas déterminable de manière fiable, ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

Prêts et créances clients

Les prêts sont classés dans les actifs financiers non courants. Les prêts et les créances clients sont initialement comptabilisés à leur juste valeur puis, ultérieurement, à leur coût amorti. La valeur nominale représente habituellement la juste valeur initiale des créances clients. Dans le cas d'un paiement différé à plus d'un an, les créances clients sont actualisées si l'effet de cette actualisation est significatif. Le cas échéant, une provision est constituée de manière individuelle pour prendre en compte d'éventuelles difficultés de recouvrement.

Certains contrats de service relèvent du traitement comptable des contrats de location s'ils accordent aux clients un droit d'usage d'un actif en contrepartie de loyers perçus dans le cadre du revenu global du contrat. Le Groupe est alors considéré comme un bailleur à l'égard de ses clients. Dès lors que cette location transfère aux clients les risques et avantages inhérents à la propriété du bien, le Groupe enregistre une créance financière au titre de la location-financement. Cette créance financière est alors classée dans le bilan en « Clients et comptes rattachés » pour la partie qui sera réalisée dans les 12 mois et en « Actifs financiers non courants » pour la partie qui sera réalisée au-delà de 12 mois.

Cession d'actifs financiers

Les cessions d'actifs financiers pour lesquels le Groupe conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs transférés ne satisfont pas aux critères nécessaires à la déconsolidation. Une dette est comptabilisée pour la contrepartie financière reçue. Les actifs transférés et la dette financière sont évalués à leur coût amorti.

Instruments financiers dérivés

Les instruments dérivés sont inscrits au bilan à leur juste valeur en tant qu'actifs et passifs financiers. Les variations de leur juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier, sauf s'ils sont éligibles à la comptabilité de couverture, selon laquelle :

- pour la couverture de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée dans le compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments de couverture ;
- pour la couverture de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie des capitaux propres en tant qu'« Éléments constatés directement en capitaux propres ». La variation de valeur de la partie inefficace est comptabilisée dans les « Autres produits et charges financiers ». Les montants figurant en capitaux propres sont transférés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des éléments couverts.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de dépôts bancaires et des instruments financiers tels que des SICAV monétaires. Ces instruments financiers doivent être convertibles à court terme en liquidités en un montant connu et ne doivent être exposés à aucun risque significatif de perte de valeur. Ils sont détenus afin de faire face aux engagements de trésorerie à court terme et ont une maturité courte, en général trois mois ou moins à compter de leur date d'acquisition. Certains instruments tels que les dépôts à terme, qui ont dès l'origine une maturité plus longue mais autorisent les retraits anticipés et font l'objet d'une garantie de capital, peuvent également être classés en équivalents de trésorerie dans certaines circonstances. Les SICAV monétaires sont évaluées à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sont enregistrées dans le résultat en « Autres produits et charges financiers ».

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur par le résultat.

Pour les entités ayant souscrit à l'accord de convention de trésorerie du Groupe, les positions bilancielle de disponibilités et de découverts bancaires relatives à cet accord sont globalisées et seule la position nette créditrice ou débitrice est présentée dans le bilan consolidé du Groupe.

Actions propres

Les actions Atos détenues par la Société Mère sont inscrites à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres consolidés. En cas de cession, les plus ou moins-values ainsi que les effets d'impôts correspondants sont enregistrés en variation des capitaux propres consolidés.

Retraites et avantages similaires

Les régimes d'avantages sociaux octroyés par le Groupe comportent des plans à cotisations définies et des plans à prestations définies. Les charges liées aux régimes à cotisations définies sont constatées au compte de résultat du Groupe sur la base des cotisations versées ou dues au titre de l'exercice où les services afférents ont été rendus par les bénéficiaires.

L'évaluation des engagements du Groupe au titre des régimes à prestations définies s'effectue sur la base d'une méthode actuarielle unique dite des « unités de crédit projetées ». Cette méthode repose notamment sur une projection des niveaux de retraites futures à verser aux salariés du Groupe, en anticipant les effets de leurs augmentations de salaires futures. Elle repose sur des hypothèses spécifiques, détaillées en Note 20, qui sont périodiquement mises à jour, en liaison étroite avec les actuaires externes utilisés par le Groupe.

Les actifs du régime généralement constitués au sein d'entités légales séparées sont évalués à leur juste valeur, mesurée en date de clôture.

La juste valeur des actifs du régime est déterminée sur la base d'évaluations externes fournies par les dépositaires et gestionnaires de fonds de retraite et sujettes à d'autres vérifications complémentaires lorsque le Groupe le juge nécessaire.

D'un exercice à l'autre, les différences entre d'une part les passifs anticipés et leurs montants réestimés, d'autre part le niveau attendu des actifs dédiés et leur niveau réel, constituent les écarts actuariels, qui sont cumulés au niveau de chaque régime de retraite. Ces écarts peuvent provenir soit de changements d'hypothèses actuarielles, soit d'écarts dits d'expérience qui sont créés par la non-réalisation, au cours de l'exercice, des hypothèses retenues à la fin de l'exercice précédent. Tous les écarts actuariels générés sur la période sont comptabilisés en « Autres éléments du résultat global ».

Le coût des régimes d'avantages sociaux est reconnu dans le résultat opérationnel du Groupe, à l'exception de l'intérêt sur les passifs nets (des actifs) qui est reconnu au sein du résultat financier.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le Groupe a une obligation actuelle (juridique, réglementaire, contractuelle ou implicite) résultant d'événements passés ;
- il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont actualisées lorsque l'impact de la valeur temps est significatif. L'effet de l'actualisation réalisée à chaque arrêté est constaté en charges financières.

Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés initialement à leur juste valeur nette des frais d'émission. Les emprunts sont ultérieurement valorisés à leur coût amorti. Le calcul du taux d'intérêt effectif prend en compte les paiements d'intérêts et l'amortissement des frais d'émission.

Les frais d'émission d'emprunts sont amortis en charges financières sur la durée de vie de l'emprunt. La valeur résiduelle des frais d'émission d'emprunts remboursés par anticipation est comptabilisée en charge de l'exercice au cours duquel le remboursement intervient.

Les découverts bancaires sont enregistrés dans la partie courante des emprunts.

Engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle

Les engagements d'achat fermes ou conditionnels de participations ne donnant pas le contrôle sont, sous certaines conditions, assimilés à un achat d'actions et enregistrés dans les passifs financiers avec pour contrepartie une réduction des participations ne donnant pas le contrôle.

Pour les engagements d'achat contractés à compter du 1^{er} janvier 2010, lorsque le prix de rachat est supérieur au montant des participations ne donnant pas le contrôle, le Groupe a choisi de comptabiliser le solde en capitaux propres (attribuable aux propriétaires de la Société Mère). Tout changement d'évaluation de la juste valeur des engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle ultérieur sera aussi comptabilisé en capitaux propres (attribuable aux propriétaires de la Société Mère).

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le Groupe fournit des services relatifs aux Technologies de l'Information et à l'Externalisation des Processus. Le chiffre d'affaires est reconnu en fonction de la structure du contrat, selon les principes suivants :

Prestations en régie ou au forfait

Le chiffre d'affaires des prestations en régie, basées sur des unités d'œuvres informatiques vendues, est reconnu au fur et à mesure de la réalisation des prestations.

Le chiffre d'affaires des prestations au forfait (dans les activités de Conseil ou d'Intégration de Systèmes) est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon le degré d'avancement, lorsque le résultat à terminaison peut être déterminé de manière fiable. L'avancement est déterminé par comparaison des coûts cumulés engagés, à une date donnée, aux coûts totaux prévus du contrat. Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan sous la rubrique « Clients et comptes rattachés » pour la part des produits à recevoir et en « Autres passifs courants » pour la part des produits constatés d'avance. Lorsque le résultat d'un contrat au forfait ne peut être estimé de façon fiable, le chiffre d'affaires n'est reconnu que dans la limite des coûts du contrat encourus qui seront probablement recouvrables.

Le chiffre d'affaires des contrats long terme d'Infogérance au forfait est reconnu lorsque le service est rendu.

Le Groupe effectue, de manière régulière et dans certaines circonstances particulières, des analyses de rentabilité des contrats de services afin de déterminer si les dernières estimations de chiffre d'affaires, de coûts et d'avancement nécessitent d'être révisées. Si, ces estimations montrent qu'un contrat sera déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée immédiatement couvrant la perte dans son intégralité.

Agent

Lorsque le Groupe agit comme un agent entre le client et le fournisseur, le chiffre d'affaires est comptabilisé net des facturations des fournisseurs. Les indicateurs généralement considérés pour déterminer si le Groupe agit ou non comme un agent sont notamment la responsabilité contractuelle vis-à-vis du client, la responsabilité du risque de crédit et du risque de niveau de service et la valeur ajoutée apportée aux prestations ou aux produits du fournisseur.

Contrats de service à éléments multiples

Le Groupe est amené à signer des contrats de services à éléments multiples, pouvant correspondre à une combinaison de différents services. Le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacun des éléments lorsqu'ils sont identifiables séparément. Un ensemble de contrats est regroupé et traité comme un seul et unique contrat, lorsque cet ensemble de contrats est négocié comme un marché global, que les contrats sont si étroitement liés qu'ils font, de fait, partie d'un projet unique avec une marge globale et que les contrats sont exécutés simultanément ou à la suite l'un de l'autre, sans interruption.

Paiements à la signature de contrats

Les paiements aux clients effectués à la signature de contrats sont enregistrés dans les « Autres actifs courants » et amortis linéairement sur la durée du contrat en réduction du chiffre d'affaires. Les paiements reçus des clients à la signature de contrats sont enregistrés dans les « Autres passifs courants » et repris linéairement sur la durée du contrat en augmentation du chiffre d'affaires.

Coûts de transition

Les coûts de transition sont généralement comptabilisés en charges ou reconnus en chiffre d'affaires durant la phase de transition sur la base du pourcentage d'avancement. Dans certaines rares circonstances où les services rendus durant la phase de transition ne peuvent être identifiés séparément, les coûts sont alors différés et comptabilisés en charges sur la durée du contrat, à condition qu'ils soient recouvrables. Les coûts de transition capitalisés figurent au bilan sous la rubrique « Clients et comptes rattachés » et leur amortissement au compte de résultat en « Charges opérationnelles ».

Dans le cas où le contrat deviendrait déficitaire, les coûts de transition capitalisés sont dépréciés à hauteur de la perte prévue et une provision complémentaire pour perte à terminaison est constatée si nécessaire.

Marge opérationnelle

La marge opérationnelle reflète les opérations récurrentes du Groupe et exclut donc les produits et charges opérationnels inhabituels conformément à la recommandation n°2009-R-03 relative à la présentation des états financiers émise par le CNC (Conseil national de la comptabilité) le 2 juillet 2009.

Autres produits et charges opérationnels

Les « Autres produits et charges opérationnels » sont constitués des produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents. Ils sont présentés après la marge opérationnelle.

Les dotations et reprises de provisions pour réorganisation et rationalisation et coûts associés sont classées dans le compte de résultat en fonction de leur nature :

- les réorganisations directement liées aux activités opérationnelles sont classées dans la marge opérationnelle ;
- les réorganisations liées aux regroupements d'entreprises ou considérées comme des plans inhabituels, anormaux et peu fréquents sont classées dans le résultat opérationnel ;
- si un plan de réorganisation est comptabilisé dans le résultat opérationnel, les dépenses de rationalisation et coûts associés sur les locaux et bâtiments, relatives au plan, sont également présentées dans le résultat opérationnel.

Lors de la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises, le Groupe peut être amené à enregistrer des provisions (risques, litiges, etc.) dans le bilan d'ouverture pendant la période d'évaluation de 12 mois qui suit l'acquisition. Au-delà de cette période d'évaluation, les reprises de provisions inutilisées correspondant à des changements d'estimations sont comptabilisées dans le compte de résultat en « Autres produits et charges opérationnels ».

Les « Autres produits et charges opérationnels » incluent également les litiges majeurs, les plus et moins-values de cessions non récurrentes sur immobilisations corporelles et incorporelles, les pertes de valeur des actifs non financiers, l'amortissement de la relation clients, des brevets, des marques, l'amortissement des paiements fondés sur des actions et tout autre produit ou charge considéré comme inhabituel, anormal, et peu fréquent.

Paielements fondés sur des actions

Des options de souscription d'actions représentant des paiements fondés sur des actions, dénoués en instruments de capitaux propres, sont régulièrement attribuées aux dirigeants et à certains employés. Ces transactions sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution en utilisant le modèle binomial de valorisation des options. Les variations de juste valeur des options après la date d'attribution n'ont aucun impact sur la valorisation initiale. La juste valeur des options est comptabilisée linéairement en « Charges de personnel » pendant la période d'acquisition des droits, en contrepartie des capitaux propres.

Dans certaines juridictions fiscales, les entités du Groupe perçoivent une déduction fiscale lorsque les options sont exercées, sur la base du cours de l'action du Groupe à la date d'exercice.

Des actifs d'impôts différés sont enregistrés pour tenir compte de la différence entre la base fiscale des services reçus des employés à date (montant admis en déduction par les administrations fiscales au titre des périodes ultérieures), et leur valeur comptable, égale à zéro. Les actifs d'impôts différés sont estimés sur la base du cours de l'action du Groupe à chaque date de clôture et comptabilisés en impôts sur le résultat. Si le montant de déduction fiscale (ou de déduction fiscale future estimée) excède le montant du cumul des charges de rémunération liées, l'excédent de l'impôt différé associé est enregistré directement dans les capitaux propres.

Les plans d'actionnariat salarié permettent aux employés de souscrire à des actions du Groupe à un prix incluant une décote. Les actions sont soumises à une période d'incessibilité de cinq ans. La méthode d'évaluation de la charge de ces plans prend en compte :

- le prix d'exercice correspondant à la moyenne des 20 derniers cours d'ouverture de bourse précédant la date d'attribution ;
- la décote de 20% octroyée aux salariés ;
- l'incessibilité des actions attribuées aux salariés pendant une période de cinq ans dans la mesure où cela affecterait le prix que paierait un intervenant du marché bien informé et consentant pour ces actions ;
- la date d'attribution des droits qui est la date d'annonce du plan et de ses conditions générales (y compris le prix d'exercice) aux salariés.

La charge de ces plans est constatée en totalité en « Charges de personnel », à la clôture de la période de souscription.

Le Groupe a également mis en place des plans d'attribution d'actions gratuites au bénéfice de ses dirigeants et de certains de ses employés. La juste valeur de ces plans est égale à la valeur des actions gratuites à la date d'attribution, en tenant compte du taux de rotation du personnel sur la période d'acquisition des droits et de la valorisation de la restriction durant la période d'incessibilité éventuelle. Ces plans donnent lieu à la constatation d'une charge de personnel étalée sur la période d'acquisition des droits.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts inclut les impôts exigibles et les impôts différés. Un impôt différé est calculé sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon la méthode du report variable. L'impôt différé est évalué en utilisant le taux d'imposition officiel qui sera en vigueur à la date de clôture de l'exercice où les différences temporaires se résorberont.

En cas de variation des taux d'impôts, les impôts différés sont ajustés en contrepartie du compte de résultat sauf si les variations concernent des éléments comptabilisés en « Autres éléments du résultat global » ou directement en capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés au niveau d'une même entité fiscale lorsqu'elle a le droit de compenser les montants ainsi comptabilisés. Les actifs d'impôts différés correspondant aux différences temporaires et aux pertes fiscales reportables sont comptabilisés lorsqu'ils sont considérés comme étant recouvrables pendant leur période de validité, en tenant compte d'informations historiques et prévisionnelles.

Les impôts différés passifs sur les différences temporaires liées au goodwill sont comptabilisés dans la mesure où les différences temporaires ne résultent pas de la comptabilisation initiale du goodwill.

Les impôts différés actifs sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par an à la clôture, sur la base des données à fin décembre, des données budgétaires et des données issues des tests de dépréciation.

Résultat par action

Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat net (attribuable aux propriétaires de la Société Mère) par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Les actions propres ne sont pas prises en compte pour le calcul du résultat par action de base ou dilué.

Le résultat par action dilué est calculé en divisant le résultat net (attribuable aux propriétaires de la Société Mère), ajusté du coût financier (net d'impôt) des instruments de dette dilutifs, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, majoré du nombre moyen d'actions qui, selon la méthode du rachat d'actions, auraient été émises si tous les instruments dilutifs émis avaient été convertis (options de souscription d'actions ou obligations convertibles).

L'effet dilutif de chaque instrument convertible est déterminé en recherchant la dilution maximale du résultat de base par action. L'effet dilutif des options de souscription d'actions est évalué sur la base du cours moyen de l'action Atos sur la période.

Transaction avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées incluent en particulier les transactions avec :

- les principaux dirigeants du Groupe – définis comme étant les personnes en charge de la planification, de la direction et du contrôle des activités du Groupe, y compris les membres du Conseil d'Administration, les Directeurs Généraux Adjoints – ainsi que les membres proches de leur famille ;
- les entités qui sont contrôlées par le Groupe ;
- les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint ;
- les entités qui offrent un régime d'avantages postérieurs à l'emploi au profit des employés du Groupe ;
- les entités qui sont contrôlées ou détenues conjointement par l'un des dirigeants du Groupe.

B.4.7.3 Gestion des risques financiers

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risque de liquidité, risque de variation des flux de trésorerie dû à l'évolution des taux d'intérêt, risque de crédit et risque de change. La gestion des risques financiers est assurée par le Département Trésorerie du Groupe et consiste à minimiser les effets potentiellement défavorables de ces risques sur la performance financière du Groupe.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité implique le maintien d'un niveau suffisant de liquidités et de titres négociables sur le marché ainsi que la disponibilité de ressources financières appropriées grâce à des facilités de crédit autorisées.

La politique du Groupe est de couvrir complètement ses besoins de liquidités estimés par des emprunts à long terme ou d'autres instruments financiers à long terme. Les contrats d'emprunt se caractérisent par des maturités et des ratios bancaires laissant suffisamment de flexibilité au Groupe pour financer ses opérations et ses développements futurs.

Les facilités de crédit sont soumises à des clauses financières restrictives (ratios bancaires) qui font l'objet d'un contrôle rigoureux par le Département Trésorerie du Groupe.

L'analyse de la maturité des passifs financiers est détaillée dans la Note 22 Passifs financiers.

Risque de variation des flux futurs dû à l'évolution des taux d'intérêts

Le risque de taux d'intérêt provient essentiellement des emprunts. La gestion de l'exposition au risque de taux couvre deux types de risques :

- un risque de prix sur les actifs et passifs financiers à taux fixe. En contractant une dette à taux fixe par exemple, le Groupe s'expose à une perte potentielle d'opportunité si les taux d'intérêts venaient à baisser. Toute variation des taux d'intérêts est susceptible d'avoir un impact sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe. Cette perte d'opportunité n'aurait toutefois aucun effet sur les produits et les charges financiers tels que présentés dans le compte de résultat consolidé et, en tant que tel, sur le résultat net futur du Groupe jusqu'à l'arrivée à échéance de ces actifs et passifs ;
- un risque de variation des flux de trésorerie sur les actifs et passifs à taux variable si les taux d'intérêt venaient à augmenter.

L'objectif principal de la gestion des taux d'intérêt de l'endettement du Groupe est de minimiser le coût de la dette et de le protéger des fluctuations des taux d'intérêt en contractant des swaps de taux variable contre taux fixe. Les instruments dérivés autorisés auxquels le Groupe a recours pour couvrir son endettement sont des contrats de swaps conclus avec des établissements financiers de premier ordre.

Risque de crédit

Les concentrations de risques de crédit du Groupe ne sont pas significatives. Les procédures d'acceptation des clients et les analyses de risques de crédit qui y sont liées sont pleinement intégrées au processus global d'évaluation des risques mis en œuvre tout au long du cycle de vie d'un contrat. Seuls les établissements financiers de premier ordre sont utilisés par le Groupe dans le cadre des opérations de trésorerie et opérations sur instruments dérivés.

Risque de change

Les fluctuations des taux de change n'ont pas d'incidence significative sur la performance financière du Groupe dans la mesure où une part significative de l'activité est réalisée à l'intérieur de la zone euro et où les produits et les charges sont généralement libellés dans la même devise.

Le Groupe a mis en place des procédures de gestion des positions en devises étrangères résultant d'opérations commerciales et financières libellées en monnaies différentes de la monnaie locale de l'entité concernée. Conformément à ces procédures, toutes les expositions significatives doivent être couvertes dès leur survenance. Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe a recours à divers instruments financiers, principalement des contrats à terme et des swaps de devises.

Risque de prix

L'exposition du Groupe au risque de prix affectant les instruments de capitaux propres n'est pas significative. Le Groupe n'est pas exposé au risque de prix sur les matières premières

B.4.7.4 Notes aux comptes consolidés

Note 1 Variation de périmètre

Acquisition d'UNIFY

Le 20 janvier 2016, Atos a finalisé l'acquisition d'Unify annoncée en novembre 2015, un leader en solutions de communication intégrées.

La contrepartie transférée finale pour l'acquisition de 100% d'Unify s'élève à 346,5 millions d'euros après ajustement de prix.

Software & Platforms – Activité destinée à être cédée

Les activités de service de Unify ont été intégrées à la ligne de services « Infrastructure & Data Management » à compter du 1^{er} février 2016 et les activités « Software & Platforms » (S&P) ont été présentées comme activités destinées à être cédées à compter de cette même date.

Le Groupe Atos a décidé, dès la date d'acquisition, de mettre en vente l'activité « Software & Platforms ». Cette activité a été présentée comme destinée à être cédée à compter du 1^{er} février 2016 conformément aux normes IFRS 3 et IFRS 5.

Au 31 décembre 2016, le groupe Atos est toujours engagé dans un processus actif de vente des activités « Software & Platforms ». A ce titre, ces activités sont toujours présentées comme activités destinées à la vente à cette date.

Les flux financiers relatifs aux services rendus par les activités poursuivies à S&P ont été éliminés chez S&P. Par conséquent, le chiffre d'affaires relatif à ces flux est inclus dans le chiffre d'affaires externe du Groupe.

Dans l'état consolidé semestriel de la situation financière, les actifs nets et les dettes nettes alloués à l'activité S&P ont été présentés respectivement sur les lignes « Actifs destinés à être cédés » et « Dettes destinées à être cédées ».

Le résultat net généré par l'activité S&P sur la période du 1^{er} février 2016 au 31 décembre 2016 a été présenté sur la ligne « résultat net des activités destinées à être cédées » du compte de résultat consolidé.

Actifs et passifs identifiables estimés à la date d'acquisition :

(en millions d'euros)	Actifs et passifs identifiables estimés à la date d'acquisition
Immobilisations incorporelles	87,5
Immobilisations corporelles	1,7
Actifs financiers non courants	0,1
Total des actifs non courants	89,4
Clients et comptes rattachés	109,8
Impôts courants	0,3
Autres actifs courants	134,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32,0
Total des actifs courants	276,4
TOTAL DE L'ACTIF (A)	365,7
Provisions retraites et assimilées	51,0
Provisions non courantes	96,4
Passif financiers	10,6
Impôts différés passifs	11,9
Total des passifs non courants	169,9
Fournisseurs et comptes rattachés	44,0
Autres passifs courants	106,7
Total des passifs courants	150,7
TOTAL DU PASSIF (B)	320,6
Juste valeur des actifs nets identifiés (A)-(B)	45,1

L'évaluation préliminaire des actifs et des passifs acquis au titre des activités poursuivies a généré la reconnaissance d'une relation clients et d'un carnet de commandes pour un montant de 87,5 millions d'euros. Ces valeurs ont été déterminées par un expert indépendant. La relation clients et le carnet de commandes sont amortis sur une durée de 2 à 10 ans. Une charge d'amortissement de 9,6 millions d'euros a été enregistrée à ce titre sur l'exercice 2016.

Goodwill intermédiaire alloué aux activités poursuivies Unify

Le goodwill intermédiaire relatif à l'acquisition se compose de la façon suivante:

(en millions d'euros)	31 Décembre 2016
Prix d'acquisition provisoire alloué aux activités poursuivies	242,3
Juste valeur des actifs nets identifiés	45,1
Goodwill préliminaire	197,2

Si, dans les 12 mois suivant la date d'acquisition, de nouveaux éléments sont obtenus à propos des faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui amèneraient à ajuster les montants ci-dessus, la comptabilisation de l'acquisition serait ajustée en conséquence.

Le goodwill généré par cette acquisition n'est pas déductible fiscalement.

Coûts liés à l'acquisition

Le Groupe a supporté 4,1 millions d'euros de coûts juridiques, des honoraires de conseillers externes impliqués dans cette acquisition au titre de l'exercice 2016. Ces coûts ont été reconnus en « Autres produits et charges opérationnels » dans le compte de résultat consolidé du Groupe.

equensWorldline & Paysquare acquisition

Après finalisation des obligations réglementaires aux Pays Bas, en Belgique et en République Tchèque, les acquisitions de Equens et Paysquare ont été finalisées au 30 septembre 2016.

Acquisition d'Equens & Paysquare

Ce regroupement d'entreprises comprend deux éléments :

- **equensWorldline**

L'apport par Worldline de son activité « Services financiers » à Equens a donné naissance à un nouvel ensemble dénommé « equensWorldline » détenu à 63,6 % par Worldline et 36,4% par les anciens actionnaires d'Equens. Equens worldline est détenu à 44,6% par le Groupe Atos.

Cette opération s'analyse, conformément à la norme IFRS 3, comme un regroupement d'entreprises avec une prise de contrôle d'equensWorldline par le Groupe Atos et une cession par Atos aux anciens actionnaires d'Equens d'une participation ne donnant pas le contrôle dans l'activité « Services financiers ». En conséquence, equensWorldline est consolidée globalement par Worldline depuis le 1er octobre 2016 et intégrée au sein de la ligne de services « Services financiers ».

S'agissant d'une transaction d'échange sans contrepartie versée en trésorerie, la contrepartie transférée par Worldline aux anciens actionnaires d'Equens correspond à 36,4% de la juste valeur de l'activité « Services financiers », évaluée au total à 700 millions d'euros et la contrepartie reçue par Worldline correspond à 63,6% de la juste valeur d'Equens, évaluée au total à 400,3 millions d'euros. Ces justes valeurs à la date de la transaction ont été déterminées par un évaluateur indépendant.

Si les actifs et passifs identifiables acquis d'Equens sont évalués à leur juste valeur dans les comptes consolidés d'Atos à la date du regroupement, les actifs et passifs de l'activité « Services financiers » demeurent à leur valeur nette comptable consolidée avant le regroupement, de même que la quote-part cédée aux anciens actionnaires d'Equens pour un montant de 5,5 millions d'euros.

Les impacts de cette opération sur les capitaux propres consolidés se décomposent de la manière suivante :

(en millions €)	Activité "Services financiers" transférée aux participations ne donnant pas le contrôle	Contrepartie transférée pour l'acquisition d'Equens	Total
Quote part du groupe	(5,5)	178,5	173,0
Quote part des participations ne donnant pas le contrôle	5,5	221,8	227,3
Total capitaux propres	0,0	400,3	400,3

• Paysquare

Le 30 septembre 2016, Worldline a acquis d'Equens, sa filiale Paysquare (spécialisée dans l'activité Acquisition commerçants) pour un prix de 113,2 millions d'euros. Paysquare est consolidée globalement au sein du Groupe Worldline depuis le 1^{er} octobre 2016. Paysquare est détenu à 70,1% par le Groupe Atos.

La juste valeur des actifs nets acquis d'Equens et Paysquare se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Actifs et passifs acquis
Actifs immobilisés	202,3
Dette nette	36,6
Provisions	(54,4)
Autres actifs nets	(36,6)
Juste valeur des actifs et passifs acquis	147,8

Goodwill préliminaire

Le Groupe a choisi de reconnaître les composants de participation ne donnant pas le contrôle d'Equens à la juste valeur (méthode du Goodwill complet).

(en millions d'euros)	Goodwill préliminaire
Contrepartie transférée pour Equens	178,5
Contrepartie transférée pour Paysquare	113,2
Total contrepartie	291,7
Juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle	221,8
Situation nette acquise (Equens et Paysquare)	84,1
Relations clients acquises nettes d'impôts différés	63,7
Juste valeur des actifs et passifs acquis	147,8
Total	365,6

La valeur des actifs identifiables et passifs repris à leur juste valeur a généré la comptabilisation d'une relation clients pour un montant de 88,8 millions d'euros déterminée par un expert indépendant. La valeur de la relation clients est amortie linéairement sur une durée de 6,5 à 9,5 années. Une charge d'amortissement de 2,5 millions d'euros a été comptabilisée au titre des trois derniers mois 2016.

Si, dans les 12 mois suivant la date d'acquisition, de nouveaux éléments sont obtenus à propos des faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui amèneraient à ajuster les montants ci-dessus, la comptabilisation de l'acquisition serait ajustée en conséquence.

Le goodwill résiduel correspond à la main-d'œuvre hautement qualifiée et au « savoir-faire » spécifique d'Equens et de Paysquare. Il reflète également les synergies attendues dans le cadre de l'intégration des opérations Equens et Paysquare au sein du Groupe.

Le goodwill généré par cette acquisition n'est pas déductible fiscalement.

Frais liés à l'acquisition

Le Groupe a supporté 12,4 millions d'euros de coûts juridiques, des honoraires de conseillers externes impliqués dans cette acquisition. Ces coûts ont été reconnus en « Autres produits et charges opérationnels » dans le compte de résultat consolidé du Groupe, dont 7,2 millions d'euros en 2015 et 5,2 millions d'euros en 2016.

Acquisition de KB Smartpay / Cataps

Le 30 septembre 2016, Worldline a annoncé la signature d'un accord avec Komerční banka (KB), filiale du groupe Société Générale, considérée comme une des principales banques en République-Tchèque, afin de développer les produits et services proposés aux commerçants tchèques et a finalisé l'acquisition de Cataps s.r.o.

Options d'achat et de vente avec les participations ne donnant pas le contrôle

Selon les termes de l'accord, Worldline a acquis 80% de Cataps s.r.o (« Cataps »), filiale entièrement détenue par le groupe bancaire Komerční banka, pour un prix d'acquisition de 26,9 millions d'euros. Le Groupe n'a pas reconnu d'intérêt minoritaire sur la base d'un droit à dividendes de 99,9% et sur la base d'une option d'achat des 20% d'actions résiduelles, exerçable à compter du 31 décembre 2017 ou à la date de migration de la plateforme.

Le Groupe a reconnu une dette financière de 6,7 millions d'euros au 31 décembre 2016 correspondant à la juste valeur du droit de vente détenu par les participations ne donnant pas le contrôle, pour les 20 % des actions résiduelles, exerçable à tout moment à compter de la date de la transaction.

Allocation du prix d'acquisition

L'acquisition a généré la comptabilisation d'une relation clients pour un montant de 8,8 millions d'euros amortie linéairement sur 15,3 années et un goodwill provisoire de 21,8 millions d'euros.

Si, dans l'année suivant la date d'acquisition, de nouveaux éléments sont obtenus à propos des faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui amèneraient à ajuster les montants ci-dessus, la comptabilisation de l'acquisition serait ajustée en conséquence.

Acquisition d'Anthelio

Le 12 septembre 2016, Atos a acquis Anthelio Healthcare Solutions (Anthelio), le plus important prestataire indépendant de services IT au secteur médical en Amérique du Nord, pour un montant de 267 millions d'euros.

Actifs et passifs identifiables estimés à la date d'acquisition :

(en millions d'euros)	Actifs et passifs identifiables estimés à la date d'acquisition
Immobilisations incorporelles	91,5
Immobilisations corporelles	7,3
Actifs financiers non courants	0,6
Total des actifs non courants	99,3
Clients et comptes rattachés	77,9
Autres actifs courants	13,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14,2
Total des actifs courants	105,9
TOTAL DE L'ACTIF (A)	205,2
Impôts différés passifs	14,5
Total des passifs non courants	14,5
Fournisseurs et comptes rattachés	65,0
Impôts courants	(0,2)
Autres passifs courants	19,9
Total des passifs courants	84,8
TOTAL DU PASSIF (B)	99,2
Juste valeur des actifs nets identifiés (A)-(B)	106,0

L'évaluation des actifs et des passifs acquis estimés à leur juste valeur a généré la reconnaissance de nouveaux actifs incorporels pour un montant total de 91,5 millions d'euros dont 88,4 millions d'euros relatifs à la relation clients, déterminés par un expert indépendant. La relation clients est amortie sur une durée de 5 à 12 ans. Une charge d'amortissement de 2,3 millions d'euros a été enregistrée au titre de l'exercice 2016.

Goodwill préliminaire

Le goodwill intermédiaire relatif à l'acquisition se compose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	31 Décembre 2016
Prix d'acquisition provisoire alloué aux activités poursuivies	267,0
Juste valeur des actifs nets identifiés	106,0
Goodwill préliminaire	161,1

Si, dans les douze mois suivant la date d'acquisition, de nouveaux éléments sont obtenus à propos de faits et de circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui amèneraient à ajuster les montants ci-dessus, la comptabilisation de l'acquisition sera ajustée en conséquence.

Le goodwill résiduel est principalement attribuable aux synergies attendues dans le cadre de l'intégration des opérations d'Anthelio au sein du Groupe.

Le goodwill généré par l'acquisition n'est pas déductible fiscalement.

Frais liés à l'acquisition

Le Groupe a supporté une charge de 1,1 millions euros liée à l'acquisition d'Anthelio et qui concerne principalement des honoraires de conseillers externes impliqués dans cette acquisition. Ces charges ont été reconnues en « autres produits et charges opérationnels » dans le compte de résultat consolidé.

Xerox ITO

Le 30 juin 2015, Atos a finalisé l'acquisition de Xerox ITO qui avait été annoncée en décembre 2014. Au cours de l'exercice 2016, le Groupe a finalisé la comptabilisation de ce regroupement d'entreprises.

Actifs et passifs identifiables estimés à la date d'acquisition :

(en millions d'euros)	Actifs et passifs identifiables estimés à la date d'acquisition	Autres ajustements	Actifs et passifs identifiables - Evaluation finale
Immobilisations incorporelles	229,4	0,1	229,5
Immobilisations corporelles	157,6	(6,0)	151,6
Actifs financiers non courants	1,4	-	1,4
Impôts différés actifs	19,0	2,4	21,4
Autres actifs non courants	2,7	-	2,7
Total des actifs non courants	410,1	(3,5)	406,6
Clients et comptes rattachés	245,6	1,3	246,9
Autres actifs courants	94,0	(8,0)	86,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10,9	(0,8)	10,1
Total des actifs courants	350,5	(7,5)	343,0
TOTAL DE L'ACTIF (A)	760,6	(11,0)	749,6
Provisions retraites et assimilées	24,8	(1,2)	23,6
Provisions non courantes	7,2	5,2	12,4
Passif financiers	58,8	-	58,8
Impôts différés passifs	1,5	-	1,5
Other non-current liabilities	0,3	-	0,3
Total des passifs non courants	92,6	4,0	96,6
Fournisseurs et comptes rattachés	81,1	0,8	81,9
Impôts courants	2,5	-	2,5
Part à moins d'un an des passifs financiers	13,9	-	13,9
Autres passifs courants	169,5	7,6	177,1
Total des passifs courants	267,0	8,4	275,4
TOTAL DU PASSIF (B)	359,6	12,4	372,0
Juste valeur des actifs nets identifiés (A)-(B)	401,0	(23,4)	377,6

L'évaluation des actifs et des passifs acquis estimés à leur juste valeur a généré la reconnaissance de nouveaux actifs incorporels hors logiciels pour un montant total de 156,7 millions d'euros dont 154,2 millions d'euros relatifs à la relation clients déterminée par un expert indépendant. La relation clients est amortie sur une durée de 6 à 12 ans. Une charge d'amortissement de 19,6 millions d'euros a été enregistrée au 31 décembre 2016.

Goodwill

Le goodwill relatif à l'acquisition se compose de la façon suivante:

(en millions d'euros)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Total prix d'acquisition	812,1	812,1
Instrument de couverture de change (USD vs EUR) sur le 1er versement	(46,8)	(46,8)
Effet d'impôt sur instrument de couverture de change sur le 1er versement	16,1	16,1
Juste valeur des actifs nets identifiés	377,6	401,0
Total	403,8	380,4

Le goodwill résiduel est principalement attribuable aux synergies attendues dans le cadre de l'intégration des opérations de Xerox ITO au sein du Groupe.

Le goodwill fiscal généré par l'acquisition de Xerox ITO est amorti fiscalement de manière linéaire sur 15 ans. Un impôt différé passif est reconnu sur les 15 années d'amortissement fiscal, venant réduire l'impact positif des économies d'impôt dans le compte de résultat.

Note 2 Information sectorielle

En accord avec la norme IFRS 8, les résultats des segments opérationnels présentés sont basés sur la présentation du reporting interne qui est régulièrement revu par le principal décideur opérationnel puis réconcilié au résultat du Groupe. Le principal décideur opérationnel évalue le résultat ou la perte des segments en calculant un résultat opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels, a été identifié comme étant le Président-Directeur général qui prend les décisions stratégiques.

En 2016, le principal décideur opérationnel a réorganisé les segments opérationnels comme présenté ci-dessous. Xerox ITO a été transféré de la GBU « Amérique du Nord » vers les segments opérationnels des pays concernés et le segment opérationnel du Maroc a été transféré vers la « France ».

Segments opérationnels en 2015	Ré-allocations	Segments opérationnels en 2016
Autres entités opérationnelles	Centre de Maroc	France
Amérique du Nord	Xerox ITO	Segments des pays concernés

Suite à ces changements, les segments opérationnels du Groupe en 2016 se présentent comme suit :

Segments opérationnels	Activités
Royaume-Uni & Irlande	Business & Platform Solutions, Infrastructure & Data management et Big Data & Cybersecurity en Irlande et au Royaume-Uni.
France	Business & Platform Solutions, Infrastructure & Data management et Big Data & Cybersecurity en France et au Maroc.
Allemagne	Business & Platform Solutions et Infrastructure & Data management en Allemagne.
Amérique du Nord	Business & Platform Solutions, Infrastructure & Data management et Big Data & Cybersecurity au Canada, Etats-Unis, Mexique ainsi que les activités de Xerox IT Outsourcing.
Benelux et Pays Nordiques	Business & Platform Solutions, Infrastructure & Data management et Big Data & Cybersecurity en Belgique, Danemark, Estonie, Finlande et Pays Baltes, Luxembourg, Pays-Bas et Suède.
Autres entités opérationnelles	Business & Platform Solutions, Infrastructure & Data management et Big Data & Cybersecurity en Afrique du Sud, Algérie, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Brésil, Bulgarie, Chine, Colombie, Corée du Sud, Côte d'Ivoire, Croatie, Chypre, Egypte, Espagne, Gabon, Grèce, Hongrie, Hong-Kong, Inde, Italie, , Japon, Liban, Lituanie, Malaisie, Madagascar, Maurice, Namibie, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République tchèque, Roumanie, Russie, Arabie Saoudite, Sénégal, Serbie, Slovaquie, Singapour, Slovénie, Suisse, Taïwan, Thaïlande, Tunisie, Turquie, EAU, Uruguay ainsi que les activités de Major Events.
Worldline	Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées en Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Chili, Chine, France, Hong-Kong, Zone Ibérique, Inde, Indonésie, Malaisie, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni, Singapour, Taïwan et Thaïlande.

Les transferts et les transactions entre les différents segments sont effectués à des conditions commerciales normales qui s'appliqueraient également à des tierces parties non liées.

Aucun contrat ne génère plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe. L'information relative aux segments opérationnels pour la période est la suivante :

(En millions d'euros)	Royaume- Uni et Irlande	France	Allemagne	Amérique du Nord	Benelux et Pays Nordiques	Autres Entités Opérationne lles	Worldline	Total Segments opérationne ls	Structures globales Corporate	Elimination	Total Groupe
Exercice clos le 31 décembre 2016											
Chiffre d'affaires par secteur	1 790,3	1 708,7	1 954,1	2 060,5	986,1	1 956,3	1 261,5	11 717,5			11 717,5
%	15,3%	14,6%	16,7%	17,6%	8,4%	16,7%	10,8%	100,0%			100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	189,4	301,8	345,3	228,0	206,7	1 187,0	48,1	2 506,3	86,7	-2 593,0	-
Total Chiffre d'affaires	1 979,7	2 010,5	2 299,4	2 288,5	1 192,8	3 143,3	1 309,6	14 223,8	86,7	-2 593,0	11 717,5
Marge opérationnelle par secteur	238,8	125,4	200,9	240,8	71,5	127,3	196,9	1 201,6	-97,7		1 103,9
%	13,3%	7,3%	10,3%	11,7%	7,3%	6,5%	15,6%	10,3%			9,4%
Total Actif sectoriel	955,5	1 747,8	1 294,1	1 004,9	864,5	1 589,5	1 693,1	9 149,4	635,3	-	9 784,7
Autres informations sur le résultat global											
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-47,3	-29,0	-49,9	-113,4	-33,0	-59,6	-54,6	-386,8	-12,3		-399,1
Autres informations											
Effectifs fin d'année (en nombre)	8 893	12 677	9 391	12 268	5 272	38 886	8 725	96 112	1 225		97 337 (*)
Investissements	45,1	27,5	77,8	81,2	39,5	54,2	83,4	408,7	12,4		421,1
Dette nette	191,2	75,7	640,4	40,4	320,0	579,2	398,9	2 245,8	-1 764,4		481,4
Exercice clos le 31 décembre 2015											
Chiffre d'affaires par secteur	1 959,9	1 678,3	1 578,1	1 281,6	1 055,8	1 955,1	1 176,7	10 685,5			10 685,5 (**)
%	18,3%	15,7%	14,8%	12,0%	9,9%	18,3%	11,0%	100,0%			100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	(5,0)	39,6	218,5	63,4	111,9	581,0	(18,3)	991,1	89,0	-1 080,1	
Total Chiffre d'affaires	1 954,9	1 717,9	1 796,6	1 345,0	1 167,7	2 536,1	1 158,4	11 676,6	89,0	-1 080,1	10 685,5
Marge opérationnelle par secteur	220,2	101,2	123,1	123,8	98,1	147,9	177,9	992,2	-75,2		917,0 (**)
%	11,2%	6,0%	7,8%	9,7%	9,3%	7,6%	15,1%	9,3%			8,6%
Total Actif sectoriel	1 122,9	1 662,8	883,6	986,3	750,1	1 482,0	1 025,2	7 912,9	355,2	-	8 268,1 (**)
Autres informations sur le résultat global											
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-60,8	-28,7	-74,0	-78,4	-37,5	-61,6	-50,8	-391,8	-13,8		-405,6
Autres informations											
Effectifs fin d'année (en nombre)	8 530	12 489	8 552	9 687	5 743	37 728	7 350	90 079	1 243		91 322 (**)
Investissements	80,0	24,9	67,5	52,4	47,3	65,8	66,1	404,0	37,0		441,0
Dette nette	112,9	52,3	505,7	46,7	351,6	470,0	323,3	1 862,5	-1 269,4		593,1

(*) Exclut 2 759 salariés des activités non poursuivies

(**) Au 31 décembre, 2015 l'activité d'ITO était incluse dans Amérique du Nord. En 2016 ces activités ont été allouées aux "Autres Entités Opérationnelles".

Egalement ajusté pour refléter la présentation décrite dans "Base de préparation et principes comptables".

L'information relative aux segments opérationnels pour la période est la suivante:

(En millions d'euros)	Exercice 2016	Exercice 2015
Total Actif sectoriel	9 784,7	8 268,1
Actifs d'impôts	439,5	465,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 121,7	1 946,8
Actifs destinés à être cédés	1 006,3	-
Total Actif	13 352,2	10 680,8

Le chiffre d'affaires du Groupe provenant des clients externes se répartit par Ligne de Service de la manière suivante:

(En millions d'euros)	Infrastructure & Data Management	Business & Platform Solutions	Big Data & Cyber-sécurité	Worldline	Total Groupe
Exercice clos le 31 décembre 2016					
Chiffre d'affaires par secteur	6 595,4	3 194,1	666,5	1 261,5	11 717,5
%	56,3%	27,3%	5,7%	10,8%	100,0%
Exercice clos le 31 décembre 2015					
Chiffre d'affaires par secteur	5 657,7	3 254,6	596,8	1 176,4	10 685,5
%	52,9%	30,5%	5,6%	11,0%	100,0%

Note 3 Charges de personnel

(En millions d'euros)	Exercice 2016	% du chiffre d'affaires	Exercice 2015 (*)	% du chiffre d'affaires
Salaires	-4 264,2	36,4%	-4 082,4	38,2%
Charges sociales	-1 134,7	9,7%	-1 143,2	10,7%
Taxes, formation, intéressement et participation (Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour charges de personnel	-42,4	0,4%	-27,2	0,3%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour retraite	-0,2	0,0%	8,0	-0,1%
	83,4	-0,7%	109,0	-1,0%
Total	-5 358,1	45,7%	-5 135,8	48,1%

(*) 31 décembre 2015 ajusté pour tenir compte du changement de présentation comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables".

Note 4 Charges opérationnelles autres que de personnel [G4-EC1]

(En millions d'euros)	Exercice 2016	% du chiffre d'affaires	Exercice 2015	% du chiffre d'affaires
Sous-traitance - Direct	- 1 764,1	15,1%	- 1 714,8	16,0%
Achats de logiciels et de matériels informatiques	- 1 234,8	10,5%	- 793,9	7,4%
Coûts de maintenance	- 523,7	4,5%	- 475,3	4,4%
Charges locatives	- 525,0	4,5%	- 465,5	4,4%
Télécommunications	- 287,8	2,5%	- 280,3	2,6%
Transports et déplacements	- 159,0	1,4%	- 181,0	1,7%
Véhicules d'entreprise	- 67,4	0,6%	- 74,3	0,7%
Honoraires	- 223,3	1,9%	- 195,9	1,8%
Impôts et taxes, autres que l'impôt sur les sociétés	- 25,1	0,2%	- 28,7	0,3%
Autres charges	- 170,6	1,5%	- 96,5	0,9%
Sous-total charges	-4 980,8	42,5%	-4 306,2	40,3%
Amortissements des immobilisations (Dotations) / Reprises nettes aux provisions	- 399,1 82,8	3,4% -0,7%	- 405,6 46,6	3,8% -0,4%
Plus et moins-values d'immobilisations cédées	- 26,0	0,2%	- 24,7	0,2%
Pertes sur créances irrécouvrables	- 15,1	0,1%	- 33,0	0,3%
Production immobilisée	82,7	-0,7%	90,2	-0,8%
Sous-total autres charges	-274,7	2,3%	-326,5	3,1%
Total	-5 255,5	44,9%	-4 632,7	43,4%

L'augmentation des achats de logiciels et matériels informatiques en 2016 est liée aux effets de périmètre, principalement Xerox ITO millieu 2015 et Unify début 2016, ainsi qu'au reclassement du poste de sous-traitance des achats de composants de la division Big Data & Cybersecurity au poste achat de logiciels et de matériel informatique. Pour rappel, cette division développe et fabrique son propre matériel informatique à forte valeur ajoutée tel que des supercalculateurs (HPC) et des serveurs « in memory ».

Note 5 Autres produits et charges opérationnels [G4-EC1]

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels et peu fréquents et a représenté une charge nette de 290,8 millions d'euros en 2016. Le détail par nature de ce poste est le suivant:

(En millions d'euros)	Exercice 2016	Exercice 2015 (*)
Réorganisation des effectifs	- 92,1	- 96,3
Rationalisation et frais associés	- 42,3	- 41,8
Coûts d'intégration et d'acquisition	- 32,5	- 51,8
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	- 95,9	- 71,9
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions	- 49,9	- 33,3
Autres	21,9	- 32,6
Total	-290,8	-327,7

(*) 31 décembre 2015 ajusté pour tenir compte du changement de présentation comme exposé dans la "Base de préparation et principes comptables".

Les dépenses de réorganisation des effectifs se sont élevées à 92,1 millions d'euros et sont principalement la conséquence de l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe dans plusieurs pays, notamment en Europe Centrale et de l'Est, en France, en Allemagne, en Zone Ibérique, en Amérique du Nord et au Royaume-Uni.

Les coûts de rationalisation et frais associés se sont élevés à 42,3 millions d'euros et ont été engendrés essentiellement par la fermeture de sites dans le cadre des plans de réorganisation et de regroupement des centres de données, principalement en Allemagne (11,7 millions d'euros), en Amérique du Nord (8,9 millions d'euros) et en Europe Centrale et de l'Est (4,5 millions d'euros), en lien avec des plans de restructuration. Ce montant inclut également les coûts externes pour la mise en œuvre du programme TEAM chez Worldline (3,7 millions d'euros) et correspondent à la réorganisation des bureaux en France et en Belgique.

Les coûts d'intégration et d'acquisition se sont élevés à 32,5 millions d'euros et correspondent principalement aux coûts d'acquisition et d'intégration d'Unify, de equensWorldline/Paysquare et les derniers coûts d'intégration de Xerox ITO.

L'amortissement au titre de l'exercice 2016 des immobilisations incorporelles reconnues dans le cadre de l'allocation des prix d'acquisitions s'est élevé à 95,9 millions d'euros dont :

- 42,2 millions d'euros de charge d'amortissement correspondant à la relation clients apportée par SIS, amortie sur 8,75 ans depuis le 1er juillet 2011 ;
- 19,6 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Xerox ITO, amortie à partir du 1er juillet 2015 de 6 ans à 12 ans.
- 16,4 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et des brevets apportés par Bull, amortissables à partir du 1er septembre 2014, respectivement sur 9,3 ans et 9,9 ans ;
- 9,6 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportés par Unify « CCS », amortissables à partir du 1er février 2016, de 2 à 10 ans ;
- 2,5 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Equens et Paysquare, amortissable à partir du 1er octobre 2016 de 6,5 ans à 9,5 ans ; et
- 2,3 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Anthelio, amortissable à partir du 1er octobre 2016 de 6 ans à 12 ans.

Le poste « **autres** » s'est élevé à 21,9 millions d'euros et correspondait principalement à la plus-value de cession de l'action Visa pour 51,2 millions d'euros. L'absence d'un programme spécifique de remise à niveau des ingénieurs IT comparé à l'an dernier a été partiellement compensée par un accord transactionnel avec un client en Allemagne.

Paielements fondés sur des actions

La charge de 49,9 millions d'euros (contre 33,3 millions d'euros en 2015) enregistrée dans « autres produits et charges opérationnelles » au titre des paiements fondés sur des actions est principalement composée de :

- 30,5 millions d'euros liés aux plans d'attributions d'actions gratuites mis en place de 2011 à 2015 ainsi qu'au plan d'attribution d'actions gratuites mis en place en juillet 2016 pour 6,2 millions d'euros ;
- 9,3 millions d'euros liés à d'anciens plans de stock-options mis en place de 2012 à 2015 et 0,2 million d'euros de plans de stock-options Worldline mis en place en septembre 2016 ;
- 2,6 millions d'euros liés aux plans d'actionnariat salariaux mis en place chez Worldline en janvier 2016 et chez Atos en décembre 2016.

Plan d'actions gratuites

En juillet 2016, le Groupe a mis en place un nouveau plan d'actions gratuites dont les caractéristiques sont les suivantes :

Date d'acquisition	26-juil-19
Nombre d'instruments attribués	947 884
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	86,05
Durée de vie	3 années
Période d'incessibilité	-
Taux sans risques à la date d'attribution (en %)	-0,047
Coût de prêt emprunt (en %)	4,0
Dividende prévu (en %)	1,2
Taux de rotation salarial attendu	5% par an
Juste valeur des instruments attribués (en euros)	83,00
Charge enregistrée en 2016 (en millions d'euros)	6,2

La charge totale enregistrée durant l'exercice en « Autres produits et charges opérationnels » au titre des plans d'actions gratuites se détaillait comme suit :

(En millions d'euros)	Exercice 2016	Exercice 2015 (*)
Plans 2016	6,2	-
Plans 2015	11,0	4,6
Plans 2014	14,9	9,0
Plans 2013	4,3	10,9
Plan 2012	-	0,1
Plan 2011	0,3	1,5
Total	36,7	26,1

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution des options de souscription d'actions d'Atos SE en circulation durant l'exercice:

	Exercice 2016		Exercice 2015	
	Nombre d'actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice	Nombre d'actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice
En circulation en début d'année	1 294 524	40,0	2 806 747	39,5
Exercées durant l'année	(496 607)	35,1	(1 399 483)	40,7
Expirées durant l'année	(149 288)	60,0	(112 740)	50,0
En circulation en fin de période	648 629	34,1	1 294 524	40
Exercables à la fin de l'année, en dessous du cours de l'action à la fin de l'exercice (*)	648 629	34,1	1 294 524	40

(*) Cours de l'action à la fin de l'exercice: 100,25 euros au 31 décembre 2016 et 77,40 euros au 31 décembre 2015.

Les options d'Atos SE en circulation à la clôture ont une durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée de 2,3 années (contre 2,8 années en 2015). Ces options étaient toutes exercables.

Plan d'actionnariat salarié

Plan d'actionnariat salarié « Sprint »

En décembre 2016, le Groupe a mis en place un nouveau plan d'actionnariat salarié appelé « Sprint 2016 ».

Ce plan a été proposé à la majorité des employés au sein du groupe. Ce nouveau plan offrait aux salariés éligibles, un prix de souscription des actions incluant une décote de 20 %, une période d'incessibilité des actions de 5 ans et un abondement sur les 3 premières actions souscrites.

Au titre de « Sprint 2016 », le Groupe a émis 294 965 actions au prix de référence de 95,0 euros (avant application de la décote de 20%).

Le coût d'incessibilité pour la période de 5 ans est pris en compte dans le calcul de la charge de ce plan selon les conditions suivantes :

- Taux d'intérêt sans risques : 0,11% ;
- Spread de crédit : 5,0%.

	Sprint 2016
Nombre d'actions émis	294,965
Cours de l'action à la date d'attribution	95,00
Pourcentage de remise	20%
Période d'incessibilité	5 years
Taux sans risques à la date d'attribution (en %)	0,11
Coût de prêt emprunt (en %)	5,00
Charge enregistrée en 2016 (en millions d'euros)	2,2

« Boost 2015 » Worldline

En décembre 2015, un nouveau plan d'actionnariat salarié appelé « Boost 2015 » a été proposé à la majorité des employés au sein du Worldline. Suivant le même modèle que le plan « Boost 2014 », ce plan offrait aux salariés éligibles les caractéristiques suivantes:

- Prix de souscription des actions incluant une décote de 20 % et une période d'incessibilité des actions de 5 ans ;
- Abondement sur les 20 premières actions souscrites.

Au titre de « Boost 2015 », le groupe a émis 139 322 actions au prix de référence de 23,46 euros (avant application de la décote de 20%). La charge au 31 décembre 2016 est de 0,4 million d'euros.

Le coût d'incessibilité pour la période de 5 ans est pris en compte dans le calcul de la charge de ce plan selon les conditions suivantes :

- Taux d'intérêt sans risques : 0,3% ;
- Spread de crédit : 5,0%.

Plan de stock-options dans des filiales du Groupe

Le Groupe a reconnu une charge de 9,5 millions d'euros au titre des plans dans ces filiales détaillés ci-dessous:

Date d'attribution	Nombre d'actions initialement attribué	Charges 2016 (En millions d'euros)
Bull		
1er juillet 2014	2 030 000	2,5
1er mars 2014	200 000	0,4
8 novembre 2013	70 000	0,2
9 août 2013	600 000	1,1
1 ^{er} mars 2013	755 000	1,2
2 mars 2012	985 000	-0,7
Worldline		
16 août 2016	45 000	0,0
25 mai 2016	196 000	0,2
1 septembre 2015	1 558 500	2,7
3 septembre 2014	1 527 220	1,9
Total		9,5

Les bénéficiaires de stock-options Bull peuvent, au moment de l'exercice, soit obtenir conversion de leurs options en actions Atos, soit se faire verser un montant en espèces grâce à un contrat de liquidité indexé sur l'action Atos.

Le 25 mai 2016 et le 16 août 2016, le groupe Worldline a attribué deux nouveaux plans de stock-options pour un total de 241 000 options (dont 151 500 options relatives à un plan étranger). A la date d'attribution, le prix de l'action était respectivement de 27,10 euros et de 27,35 euros. Le prix d'exercice est respectivement de 26,82 euros et 28,58 euros.

Note 6 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge de 49,2 millions d'euros sur l'exercice (contre une charge de 45,2 millions d'euros en 2015). Il est composé d'un coût de l'endettement financier net de 18,1 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels pour 31,1 millions d'euros.

Coût de l'endettement financier net

(En millions d'euros)	Exercice 2016	Exercice 2015
Charges d'intérêt sur opérations de financement	-17,0	-11,9
Intérêts financiers liés aux locations-financement	-1,2	-1,9
Résultat des cessions d'équivalents de trésorerie	0,1	0,3
Gains/(pertes) liés à la couverture de l'exposition au risque de taux d'intérêt	0,0	-3,9
Coût de l'endettement financier net	-18,1	-17,4

Le coût de l'endettement financier net est passé de 17,4 millions d'euros sur l'exercice précédent à 18,1 millions d'euros sur l'exercice 2016, et a résulté des éléments suivants :

- l'endettement brut moyen sur la période pour un montant de 2014,1 millions d'euros (contre 1 185,5 millions d'euros en 2015) au taux moyen de 1,60% (contre 2,32% en 2015). Le coût de l'endettement brut moyen s'explique principalement par :
 - le tirage sur le crédit syndiqué utilisé pour une moyenne de 1 058,6 millions d'euros (comparé à 687,2 millions d'euros en 2015) portant intérêts à hauteur de 0,48%,
 - l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 600,0 millions d'euros en juillet 2015 portant intérêt au taux fixe de 2,375%,
 - l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 300,0 millions d'euros en septembre 2016, augmentant pour 90 millions d'euros l'endettement brut moyen de l'année, portant intérêt au taux fixe de 1,444%,
 - d'autres sources de financement, incluant la titrisation, pour un montant moyen de 260,7 millions d'euros portant intérêt au taux effectif de 4,03% ;
- une trésorerie moyenne brute de 1 418,3 millions d'euros en 2016 comparée à 1 105,3 millions d'euros en 2015 et portant intérêt au taux moyen de 1,0% contre 0,91% en 2015.

Autres produits et charges financiers

(En millions d'euros)	Exercice 2016	Exercice 2015
Gains/(pertes) de change et couvertures liées	14,5	-1,2
Gains/(pertes) liés à la réévaluation des contrats de change à leur valeur de marché	-5,5	7,4
Autres produits/(charges) financiers	-40,1	-34,0
Total autres produits/(charges) financiers	-31,1	-27,8
Dont :		
- autres charges financières	-71,5	-68,6
- autres produits financiers	40,4	40,8

Les coûts financiers non opérationnels se sont élevés à 31,1 millions d'euros, contre 27,8 millions d'euros en 2015 et étaient principalement composés des coûts financiers des pensions (28,9 millions d'euros en 2016 contre 29,3 millions d'euros de charges en 2015) et du gain net des effets de change de 9,0 millions d'euros contre un gain net de 6,2 millions d'euros en 2015.

Les coûts financiers des pensions représentaient la différence entre les coûts de l'actualisation des engagements et les revenus d'intérêts sur les actifs.

Note 7 Charge d'impôt

Impôts courants et différés

(En millions d'euros)	Exercice 2016	Exercice 2015
Impôts courants	-85,0	-120,3
Impôts différés	-60,2	10,6
Total	-145,2	-109,7

Taux effectif d'impôt

La différence entre le taux d'impôt courant en France et le taux effectif d'impôt se décompose de la manière suivante :

(En millions d'euros)	Exercice 2016	Exercice 2015
Résultat net avant impôt	763,9	544,1
Taux courant d'imposition français	34,4%	38,0%
Impôt théorique au taux courant français	-263,0	-206,8
Effet des différences permanentes	36,3	4,5
Ecart de taux sur sociétés étrangères	44,6	76,7
Effet des actifs d'impôt reconnus	23,2	63,4
Effet sur les charges relatives à des paiements fondés sur des actions	-18,1	-11,5
Effet des changements de taux sur les impôts différés	-2,9	-7,6
Impôts sans base (principalement CVAE, IRAP, impôt fédéral aux Etats-Unis)	8,0	-29,9
Retenues à la source	-5,9	-5,0
Crédits d'impôt français	20,0	15,1
Autres	12,6	-8,6
Charge d'impôt du Groupe	-145,2	-109,7
Taux effectif d'impôt	19,0%	20,2%

Le taux effectif d'impôt du Groupe en 2016 a été de 19,0%.

Taux effectif d'impôt retraité

Après retraitement des éléments inhabituels, le résultat net avant impôt s'est élevé à 1 054,7 millions d'euros, la charge d'impôt hors éléments inhabituels à 236,4 millions d'euros et le taux effectif d'impôt retraité à 22,4%.

(En millions d'euros)	Exercice 2016	Exercice 2015 (*)
Résultat net avant impôt	763,9	544,1
Autres produits et charges opérationnels	-290,8	-327,7
Résultat avant impôt hors éléments inhabituels	1 054,7	871,8
Impôts sur autres produits et charges opérationnels	91,2	108,1
Effet d'impôt sur les éléments inhabituels	-145,2	-109,7
Charge totale d'impôt hors éléments inhabituels	-236,4	-217,8
Taux effectif d'impôt retraité	22,4%	25,0%

(*) 31 décembre 2015 ajusté pour tenir compte du changement de présentation comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables".

Note 8 Impôts différés

(En millions d'euros)	Exercice 2016	Exercice 2015
Impôts différés actifs	412,3	442,4
Impôts différés passifs	100,6	70,0
Impôts différés nets	311,7	372,4

Décomposition des actifs et passifs d'impôts différés par nature

(En millions d'euros)	Déficits fiscaux reportables	Immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	Immobilisations corporelles	Retraites	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2015	200,6	-129,4	77,3	247,6	-42,8	353,3
Résultat de l'exercice	24,5	22,9	-3,3	-10,0	-23,5	10,6
Goodwill	1,2	0,2	0,4	2,1	17,6	21,5
Capitaux propres	-	-	-	-33,9	-2,6	-36,5
Reclassements	6,7	2,1	11,8	-8,7	-2,5	9,4
Différences de change	2,9	-0,6	8,0	3,3	0,6	14,2
Au 31 décembre 2015	235,9	-104,8	94,2	200,4	-53,2	372,5
Résultat de l'exercice	42,5	23,1	1,7	-8,7	-118,4	-59,8
Goodwill	-2,1	-68,3	-36,4	31,5	20,4	-54,9
Capitaux propres	0,6	-	-	68,4	4,9	73,9
Reclassements	2,6	-	-0,4	-	-0,7	1,5
Différences de change	3,0	-3,6	-15,5	-2,5	-2,9	-21,5
Au 31 décembre 2016	282,5	-153,6	43,6	289,1	-149,9	311,7

Echéancier des déficits fiscaux reportables (en base)

(En millions d'euros)	Exercice 2016			Exercice 2015 (*)		
	Reconnus	Non reconnus	Total	Reconnus	Non reconnus	Total
2016	-	-	-	11,7	-	11,7
2017	7,1	3,1	10,2	1,2	2,1	3,3
2018	1,9	2,4	4,3	5,0	2,0	7,0
2019	10,3	4,7	15,0	11,7	12,3	24,0
2020	-	9,7	9,7	-	-	-
Déficits fiscaux reportables à plus de 5 ans	201,2	82,0	283,3	186,3	55,5	241,8
Déficits fiscaux reportables ayant une échéance	220,4	101,9	322,4	215,9	71,9	287,8
Déficits fiscaux reportables indéfiniment	705,4	2,863,3	3,568,7	575,7	2,216,7	2,792,4
Total des déficits fiscaux reportables	925,8	2,965,2	3,891,1	791,6	2,288,6	3,080,2

Les pays disposant des déficits fiscaux reportables les plus importants ont été la France (1 964,4 millions d'euros), l'Allemagne (997,8 millions d'euros), les Pays-Bas (165,2 millions d'euros), le Royaume-Uni (148,9 millions d'euros), le Brésil (136,4 millions d'euros), l'Espagne (86,6 millions d'euros), les Etats-Unis (105,2 millions d'euros), l'Autriche (82,8 millions d'euros), et l'Italie (50,5 millions d'euros).

Actifs d'impôts différés non reconnus par le Groupe

(En millions d'euros)	Exercice 2016	Exercice 2015
Déficits fiscaux reportables	824,5	744,9
Différences temporaires	78,0	63,3
Total	902,5	808,2

Note 9 Participations ne donnant pas le contrôle

(En millions d'euros)	31 décembre 2015	Résultat 2016	Augmentation de capital	Dividendes	Changements de périmètre	Autres	31 décembre 2016
Worldline	235,8	49,3	7,5	-	221,5	-15,6	498,5
Arbeitsmarktservice	1,0	0,2	-	-0,1	-	-0,2	0,9
BetriebsgmbH & Co KG							
MSL Technology S.L.	10,5	0,5	-	-0,4	-	-	10,6
Diamis	1,7	0,4	-	-	-	-0,1	2,0
Yunano	-1,2	-0,3	0,2	-	-	0,1	-1,2
Atos Pty Ltd	0,7	-	0,8	-	-	-0,1	1,4
Other	5,9	2,9	-	-2,6	0,6	0,4	7,2
Total	254,4	53,0	8,5	-3,1	222,1	-15,5	519,4

(En millions d'euros)	31 décembre 2014	Résultat 2015	Augmentation de capital	Dividendes	Changements de périmètre	Autres	31 décembre 2015
Worldline	186,6	29,7	-	-	-	19,5	235,8
Canopy The Open Cloud Company Limited	6,0	-0,2	-	-	-5,8	-	-
Arbeitsmarktservice	1,0	-	-	-	-	-	1,0
BetriebsgmbH & Co KG							
MSL Technology S.L.	9,2	1,2	-	-	-	0,1	10,5
Diamis	1,6	0,2	-	-0,1	-	-	1,7
Yunano	-1,0	-0,2	-	-	-	-	-1,2
Atos Pty Ltd	0,4	-0,8	1,0	-	-	0,1	0,7
Other	5,0	0,9	-	-1,2	-1,8	3,0	5,9
Total	208,8	30,8	1,0	-1,3	-7,6	22,7	254,4

Le « Changement de périmètre » sur Worldline correspond à l'opération equensWorldline (se référer à la note 1 pour plus de détails).

Les « Autres » mouvements de 19,5 millions d'euros sur Worldline correspondaient principalement à la part des participations ne donnant pas le contrôle liée à la transaction Visa.

Note 10 Résultat net par action

Les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription d'actions (correspondant à 506 003 options) et n'ont pas engendré de retraitement du résultat net utilisé pour le calcul du résultat net dilué par action.

(En millions d'euros et en unités)	Exercice 2016	Exercice 2015
Résultat net des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	567,1	406,2
Impact des instruments dilutifs	-	-
Résultat net des activités poursuivies retraité des instruments dilutifs - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	567,1	406,2
Nombre moyen pondéré d'actions [c]	103 766 609	101 179 041
Impact des instruments dilutifs [d]	506 003	805 555
Nombre moyen dilué d'actions [e]=[c]+[d]	104 272 612	101 984 596
(en euros)		
Résultat net par action en euros des activités poursuivies [a]/[c]	5,47	4,01
Résultat net par action dilué en euros des activités poursuivies [b]/[e]	5,44	3,98

(En millions d'euros et en unités)	Exercice 2016	Exercice 2015
Résultat net incluant les activités destinées à être vendues – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	578,8	406,2
Impact des instruments dilutifs	-	-
Résultat net dilué incluant les activités destinées à être vendues – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	578,8	406,2
Nombre moyen pondéré d'actions [c]	103 766 609	101 179 041
Impact des instruments dilutifs [d]	506 003	805 555
Nombre moyen dilué d'actions [e]=[c]+[d]	104 272 612	101 984 596
(en euros)		
Résultat net par action en euros incluant les activités destinées à être vendues [a]/[c]	5,58	4,01
Résultat net par action dilué en euros incluant les activités destinées à être vendues [b]/[e]	5,55	3,98

Note 11 Goodwill

(En millions d'euros)	31 décembre 2015	Cessions Dépré- ciations	Regroupe- ment d'entre- prises	Variations de change et autres	31 décembre 2016
Valeur brute	3,721,3	-	769,1	-58,6	4,431,8
Perte de valeur	-603,2	-	-	36,2	-567,0
Valeur nette	3,118,1	-	769,1	-22,4	3,864,8

(En millions d'euros)	31 décembre 2014	Cessions Dépré- ciations	Regroupe- ment d'entre- prises	Variations de change et autres	31 décembre 2015
Valeur brute	3,214,3	-	438,2	68,8	3,721,3
Perte de valeur	-586,4	-	-	-16,8	-603,2
Valeur nette	2,627,9	-	438,2	52,0	3,118,1

Le Goodwill est alloué aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT), elles-mêmes regroupées dans l'un des secteurs opérationnels présentés dans la Note 2 Information sectorielle, comme le recommande la norme IFRS 8. Le changement d'organisation managériale est appliqué rétroactivement et les chiffres comparables sont retraités.

La répartition de la valeur nette comptable des goodwill par UGT ou groupement d'UGT est présentée dans le tableau ci-dessous. La valeur du goodwill a augmenté de 3 118,1 millions d'euros en 2015 à 3 864,8 millions d'euros en 2016, principalement en raison des acquisitions de l'année comme décrit dans la Note 1.

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Royaume-Uni et Irlande	502,5	572,5
France	490,2	489,9
Allemagne	507,3	304,1
Amérique du Nord	550,3	326,4
Benelux & Pays Nordiques	371,0	370,9
Autres pays	639,8	637,0
Worldline	803,7	417,4
Total	3 864,8	3 118,1

Le montant recouvrable d'une UGT est calculé sur la base du calcul de sa valeur d'utilité. Ce calcul utilise des projections de flux de trésorerie établies à partir de budgets triennaux approuvés par la Direction. Ils prennent également en compte les hypothèses suivantes :

- les flux de trésorerie au-delà de la période budgétée de trois ans sont déterminés avec une hypothèse de taux de croissance perpétuelle de 2,0% (en ligne avec 2015). Bien que supérieur aux taux de croissance long terme moyens des pays dans lequel le Groupe opère, ce taux reflète les perspectives propres au secteur IT ; et
- les taux d'actualisation à appliquer à chaque UGT sont déterminés en fonction du coût moyen pondéré du capital du Groupe puis ajustés afin de prendre en compte les taux d'impôt et les conditions spécifiques à chaque zone géographique. Le Groupe a décidé que le coût moyen pondéré du capital serait déterminé avec une prime de risque de marché fixée à 5,9% (en ligne avec 2015), afin de refléter les hypothèses long terme retenues pour le test de dépréciation du goodwill.

Par conséquent, les taux d'actualisation appliqués par UGT sont présentés ci-après :

	2016 Taux d'actualisation	2015 Taux d'actualisation
Royaume-Uni et Irlande	9,0%	9,6%
France	8,9%	9,5%
Allemagne	8,9%	9,5%
Amérique du Nord	8,9%	9,5%
Benelux & Pays Nordiques	8,9%	9,6%
Autres pays	entre 8,9% et 11,1%	entre 9,5% et 13,1%
Worldline	8,1%	8,5%

Sur la base des tests de dépréciation réalisés en fin d'année, aucune perte de valeur n'a été identifiée au 31 décembre 2016.

Une analyse a été menée pour mesurer la sensibilité du calcul aux changements des paramètres clés utilisés (taux de marge opérationnelle, taux d'actualisation et taux de croissance perpétuelle). La méthode utilisée consiste à faire varier de plus ou moins 50 points de base chacun des paramètres. L'analyse n'a mis en évidence aucun scénario probable où le montant recouvrable d'une UGT passerait en deçà de sa valeur nette comptable.

Note 12 Immobilisations incorporelles

(En millions d'euros)	Relation client	Licences, marques et logiciels	Autres actifs incorporels	Total
Valeur brute				
Au 1er janvier 2016	512,2	625,8	476,4	1 614,4
Acquisitions	-	54,8	16,9	71,7
Regroupement d'entreprise	-	21,6	65,2	86,8
Immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	272,3	1,8	-	274,1
Capitalisation des frais de développement	-	-	82,7	82,7
Cessions	-	-101,3	-12,3	-113,6
Différences de change et autres	12,5	51,8	-40,2	24,1
Au 31 décembre 2016	797,0	654,5	588,7	2 040,1
Amortissements				
Au 1er janvier 2016	-209,5	-319,6	-165,0	-694,1
Dotations	-	-47,7	-18,2	-65,9
Amortissements des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	-78,9	-17,0	-	-95,9
Amortissements des frais de développement capitalisés	-	-	-53,2	-53,2
Reprises	-	99,5	12,1	111,6
Différences de change et autres	-2,3	-25,3	28,4	0,8
Au 31 décembre 2016	-290,7	-310,1	-195,9	-796,8
Valeur nette				
Au 1er janvier 2016	302,7	306,2	311,3	920,3
Au 31 décembre 2016	506,3	344,3	392,7	1 243,4

(En millions d'euros)	Relation client	Licences, marques et logiciels	Autres actifs incorporels	Total
Valeur brute				
Au 1er janvier 2015	347,3	546,2	351,4	1 244,9
Acquisitions	-	92,2	7,3	99,5
Regroupement d'entreprise	-	26,3	46,5	72,8
Immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	154,2	-	2,5	156,7
Capitalisation des frais de développement	-	-	90,2	90,2
Cessions	-	-90,2	-4,4	-94,5
Différences de change et autres	10,7	51,4	-17,2	44,9
Au 31 décembre 2015	512,2	625,8	476,4	1 614,4
Amortissements				
Au 1er janvier 2015	-149,8	-306,9	-141,5	-598,2
Dotations	-	-44,8	-15,4	-60,1
Amortissements des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	-57,0	-14,9	-	-71,9
Amortissements des frais de développement capitalisés	-	-	-48,4	-48,4
Reprises	-	85,8	3,1	88,9
Différences de change et autres	-2,7	-38,8	37,1	-4,4
Au 31 décembre 2015	-209,5	-319,6	-165,0	-694,1
Valeur nette				
Au 1er janvier 2015	197,5	239,3	209,9	646,6
Au 31 décembre 2015	302,7	306,2	311,3	920,3

La méthode de valorisation utilisée pour les marques et les brevets est celle des redevances. Les relations clients sont évaluées selon la méthode des bénéfices excédentaires multi-périodes (approche par le résultat).

La valeur brute comptable des Relations Clients de 797 millions d'euros au 31 décembre 2016, présentée ci-dessus, inclut :

- 165,4 millions d'euros dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition de Xerox ITO en 2015, amorti linéairement sur une période de 8,75 ans ;
- 16,6 millions d'euros dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition de Bull, amorti sur une période de 9,3 ans
- 336,4 millions d'euros dans le cadre de l'acquisition de SIS en 2011, amorti linéairement sur une période de 8,75 ans.

La nouvelle allocation de prix d'acquisition de 273.5 millions d'euros au titre de 2016, est détaillée comme suit :

- 88,4 millions d'euros au titre d'Anthelio, amorti linéairement sur 5 à 12 ans à partir du 1er octobre 2016 ;
- 87,5 millions d'euros au titre d'Unify, amorti linéairement sur 2 à 10 ans à partir du 1er février 2016 ;
- 88,8 millions d'euros au titre d'Equens/Paysquare, amorti linéairement sur 6,5 à 9,5 ans à partir du 1er octobre 2016 ;

- 8,8 millions d'euros au titre de Cataps, amorti linéairement sur 15,3 ans à partir du 1er octobre 2016.

Note 13 Immobilisations corporelles

(En millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériel informatique	Autres immo- bilisations	Total
Valeur brute				
Au 1^{er} janvier 2016	540,9	1 205,6	189,8	1 936,3
Acquisitions	29,4	205,7	49,4	284,5
Impact regroupement d'entreprises	1,9	40,5	2,6	44,9
Cessions	-71,9	-352,0	-24,0	-447,9
Différences de change et autres	-48,7	-23,9	-59,9	-132,5
Au 31 décembre 2016	451,5	1 075,9	157,9	1 685,3
Amortissements cumulés				
Au 1^{er} janvier 2016	-302,1	-713,8	-101,6	-1 117,5
Amortissements de l'exercice	-47,8	-217,2	-14,1	-279,1
Sorties de périmètre	50,9	318,7	21,8	391,4
Différences de change et autres	37,8	19,9	3,1	60,8
Au 31 décembre 2016	-261,1	-592,5	-90,8	-944,4
Valeur nette				
Au 1^{er} janvier 2016	238,8	491,8	88,2	818,8
Au 31 décembre 2016	190,4	483,4	67,1	740,9

(En millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériel informatique	Autres immo- bilisations	Total
Valeur brute				
Au 1^{er} janvier 2015	483,5	1 107,8	167,2	1 758,5
Acquisitions	68,6	213,9	42,5	325,0
Impact regroupement d'entreprises	44,8	104,7	8,1	157,6
Cessions	-79,9	-264,9	-25,9	-370,7
Différences de change et autres	23,9	44,1	-2,1	65,9
Au 31 décembre 2015	540,9	1 205,6	189,8	1 936,3
Amortissements cumulés				
Au 1^{er} janvier 2015	-281,4	-703,1	-80,3	-1 064,8
Amortissements de l'exercice	-47,1	-237,0	-31,4	-315,5
Sorties de périmètre	41,2	248,6	27,0	316,8
Différences de change et autres	-14,8	-22,3	-16,9	-54,0
Au 31 décembre 2015	-302,1	-713,8	-101,6	-1 117,5
Valeur nette				
Au 1^{er} janvier 2015	202,1	404,7	86,9	693,7
Au 31 décembre 2015	238,8	491,8	88,2	818,8

Les immobilisations corporelles du Groupe incluent principalement les équipements informatiques utilisés dans les centres de production, et plus particulièrement au sein des centres de traitement de données et des centres de développement de logiciel. D'autre part, la politique d'Atos est de louer ses locaux. Par conséquent, le poste « Terrains et constructions » est essentiellement composé des infrastructures techniques des centres de traitements.

Contrats de location financement

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles sous contrat de location-financement s'est élevée à 42,5 millions d'euros. Les paiements minimaux futurs au titre des contrats de location-financement irrévocables ont atteint 43,7 millions d'euros à la clôture.

(En millions d'euros)	31 décembre 2016			31 décembre 2015		
	Paiements minimaux au titre de la location	Intérêts	Principal	Paiements minimaux au titre de la location	Intérêts	Principal
A moins d'un an	23,2	-0,6	22,6	26,1	-0,9	25,2
Entre un et cinq ans	20,5	-0,6	19,9	26,5	-1,0	25,5
Total	43,7	-1,2	42,5	52,6	-1,9	50,7

Note 14 Actifs financiers non courants

(En millions d'euros)	Notes	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Actifs de régime de retraite	Note 20	96,2	128,5
Juste valeur des participations non consolidées net des dépréciations		55,1	55,7
Autres (*)		82,0	75,0
Total		233,3	259,2

(*) Le poste "Autres" inclut les prêts, les dépôts, les garanties et les titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence.

Note 15 Clients et comptes rattachés

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Valeur brute	2 645,1	2 339,7
Coûts de transition	32,5	43,2
Provisions pour créances douteuses	-122,5	-109,6
Valeur nette de l'actif	2 555,0	2 273,3
Avances et acomptes reçus	-82,2	-53,2
Produits constatés d'avance et clients créditeurs	-714,5	-610,0
Créances clients nettes	1 758,2	1 610,1
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires (DSO)	30	32

Le délai de règlement clients moyen se situe entre 30 et 60 jours selon les pays.

Au-delà d'un retard de paiement supérieur à 60 jours, le Groupe analyse au cas par cas lors d'une revue trimestrielle des en-cours, le besoin de comptabiliser une perte de valeur dans les comptes.

Le 18 juin 2013, Atos a reconduit pour cinq ans son programme de titrisation pour un montant maximum de créances titrisées fixé à 500,0 millions d'euros, et une limite au montant maximum de financement fixée à 200,0 millions d'euros.

Ce nouveau programme de titrisation est structuré en deux compartiments appelés « ON » et « OFF » :

- le compartiment « ON » similaire au précédent programme (les créances sont inscrites au bilan du Groupe) est le compartiment par défaut dans lequel les créances sont cédées. L'utilisation de ce compartiment a été faite à son seuil minimal ;
- le Compartiment « OFF » est conçu de manière à ce que le risque crédit (insolvabilité et retard de paiement) associé aux créances cédées des débiteurs éligibles au programme soit entièrement transféré au cessionnaire.

Au 31 décembre 2016, le Groupe a vendu :

- dans le compartiment « ON » 257,5 millions d'euros de créances dont 9,8 millions d'euros ont été reçus en cash. Cette vente est avec recours et par conséquent reconsolidante au bilan ;
- dans le compartiment « OFF » 41,5 millions d'euros de créances qualifiées pour la déconsolidation car tous les risques associés sont substantiellement transférés.

Le délai de règlement clients est passé de 32 jours en 2015 à 30 jours à fin décembre 2016. Le délai de règlement client a été positivement impacté par la mise en place d'accords financiers sur des grands comptes à hauteur de 16 jours en 2016 contre 13 jours en 2015.

Balance âgée des créances

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Dépassement du délai de règlement entre 0 et 30 jours	90,4	76,8
Dépassement du délai de règlement entre 30 et 60 jours	27,5	29,6
Dépassement du délai de règlement supérieur à 60 jours	70,9	57,3
Total	188,8	163,7

Variation des provisions pour créances douteuses

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Situation en début de période	-109,5	-113,3
Provisions sur créances douteuses	-17,1	-28,8
Pertes sur créances irrécouvrables	15,1	32,9
Reprises de provisions	6,0	1,9
Impact regroupement d'entreprises	-22,9	-3,0
Autres (*)	5,9	0,8
Situation en fin de période	-122,5	-109,5

(*) Reclassements et écarts de change.

Note 16 Autres actifs courants

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Stocks	52,8	59,9
Etat - Créances de TVA	176,4	149,7
Charges constatées d'avance	425,6	310,5
Autres créances et actifs courants	447,3	342,5
Acomptes reçus	35,1	6,3
Total	1 137,2	868,9

Note 17 Ventilation des actifs et passifs par nature

La valeur comptable des actifs financiers est égale à leur juste valeur.

Au 31 décembre 2016, la ventilation des actifs était la suivante :

(En millions d'euros)	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Instruments dérivés actifs
Instruments financiers non courants	-	-	-	0,1
Créances clients et comptes rattachés	2 555,0	-	-	-
Autres actifs courants	1 137,2	-	-	-
Instruments financiers courants	-	-	3,8	6,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 739,5	-	382,2	-
Total	5 431,6	-	386,0	6,4

Au 31 décembre 2015, la ventilation des actifs était la suivante :

(En millions d'euros)	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Instruments dérivés actifs
Instruments financiers non courants	-	-	-	1,4
Créances clients et comptes rattachés	2,273,3	-	-	-
Autres actifs courants	868,9	-	-	-
Instruments financiers courants	-	46,2	3,5	4,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	848,4	-	1,098,4	-
Total	3,990,6	46,2	1,101,9	6,0

Au 31 décembre 2016, la ventilation des dettes était la suivante :

(En millions d'euros)	Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Passifs financiers évalués au coût amorti	Instruments dérivés passifs
Passifs financiers	-	1 500,1	-
Instruments financiers non courants	-	-	1,4
Fournisseurs et comptes rattachés	1 970,6	-	-
Part à moins d'un an des passifs financiers	-	140,5	-
Instruments financiers courants	0,7	-	6,9
Total	1 971,3	1 640,6	8,3

Au 31 décembre 2015, la ventilation des dettes était la suivante :

(En millions d'euros)	Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Passifs financiers évalués au coût amorti	Instruments dérivés passifs
Passifs financiers	-	1 210,8	-
Instruments financiers non courants	-	-	4,7
Fournisseurs et comptes rattachés	1 605,5	-	-
Part à moins d'un an des passifs financiers	-	143,1	-
Instruments financiers courants	0,6	-	8,1
Total	1 606,1	1 353,9	12,8

Note 18 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Disponibilités et dépôts bancaires à vue	1 739,5	848,4
SICAV monétaires	382,2	1 098,4
Total	2 121,7	1 946,8

En fonction des conditions de marché et des prévisions de flux de trésorerie à court terme, le Groupe peut à tout moment investir dans des SICAV monétaires ou dans des comptes bancaires rémunérés ayant une maturité inférieure à trois mois.

Note 19 Capitaux propres

Augmentation de capital

En 2016, Atos SE a augmenté son capital social par émission de nouvelles actions et incorporation de primes d'émission pour un montant de 88,5 millions d'euros, ce qui a donné lieu à la création de 1 389 437 nouvelles actions relative aux événements suivants :

- 892 830 nouvelles actions résultant des dividendes payés en actions; et
- l'exercice de 496 607 options de souscription d'actions.

Au 31 décembre 2016, le capital social d'Atos SE s'élève à 104,9 millions d'euros et est composé de 104 908 679 actions dont la valeur nominale s'élève à un euro par action.

Note 20 Pensions

Les engagements de retraite ont donné lieu, au 31 décembre 2016, à une provision nette de 1 263,3 millions d'euros dans les comptes du Groupe. La provision s'élevait à 955,1 millions d'euros au 31 décembre 2015. Les engagements au titre des autres avantages à long terme s'élevaient à 51,2 millions d'euros au 31 décembre 2016 et à 38,0 millions d'euros au 31 décembre 2015.

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Montant reconnu dans les états financiers		
Charges payées d'avance	96,2	128,5
Charges à payer - engagements de retraite	-1 359,5	-1 083,6
Provision retraite	-1 263,3	-955,1
Charges à payer - autres régimes à long terme	-51,2	-38,0
Montant total charges à payer	-1 410,7	-1 121,6

Engagement de retraite

Les engagements du Groupe se situent principalement au Royaume-Uni (59% des engagements du Groupe), en Allemagne (22%), en France (6%) et en Suisse (5%).

Caractéristiques des principaux plans et des risques associés

Au **Royaume-Uni**, ces engagements proviennent d'anciens plans à prestations définies, qui ont été pour la plupart fermés à l'acquisition de nouveaux droits ou aux nouveaux entrants. Ils résultent de régimes basés sur le salaire de fin de carrière et soumis aux exigences de solvabilité prévalant au Royaume-Uni, c'est à dire déterminées par un actuaire indépendant sur la base d'un taux d'actualisation reflétant le rendement attendu sur les actifs des régimes. Les périodes de comblement de déficit sont décidées entre les administrateurs indépendants des fonds de pension et les sociétés contributrices et peuvent aller jusqu'à 20 ans lorsque des sûretés adéquates sont mises en place par les sociétés contributrices. La plupart des plans sont gouvernés par des conseils d'administration indépendants qui comprennent des administrateurs désignés par l'employeur.

L'allocation d'actifs consolidée des différents plans au Royaume-Uni est composée à 74% d'obligations et à 26% d'actions et autres actifs et peut varier d'un plan à l'autre selon son profil particulier. L'exposition au risque de taux et d'inflation est gérée prudemment au travers des investissements en obligations d'Etat britanniques, ainsi que de swaps de taux et d'inflation entièrement collatéralisés. Les obligations privées constituent une part significative du portefeuille obligataire et les investissements en actions présentent une bonne diversification géographique.

Ces régimes n'exposent pas le Groupe à des risques particuliers au-delà des risques traditionnels liés aux régimes à prestations définies, qui incluent notamment les risques d'augmentation de l'inflation, de la longévité, ou encore la baisse des taux d'actualisation ou des rendements financiers.

En **Allemagne**, la majorité des engagements provient de droits transférés au Groupe dans le cadre de l'acquisition de SIS en 2011. Ces droits sont pour l'essentiel issus d'une harmonisation de régimes antérieurs réalisée en 2004 sur la base d'un régime principalement à cotisations définies comprenant des garanties à prestations définies. Ce régime est fermé aux nouveaux entrants mais l'accumulation de droits se poursuit au titre des services rendus jusqu'en 2004. Il couvre plusieurs entités allemandes et est soumis aux obligations locales, qui n'imposent pas de niveau de financement et exigent la souscription d'une assurance mutualisée en cas de faillite (PSV). Ces plans font cependant l'objet d'un préfinancement sous la forme d'un accord de fiducie (CTA) gouverné par un prestataire professionnel externe. La stratégie d'investissement est déterminée par un comité d'investissement désigné par l'employeur. L'allocation d'actifs est principalement composée d'obligations 79%, d'actifs de rendement pour 12% et d'immobilier pour 9%. Au sein du portefeuille obligataire, les obligations privées représentent environ 82% des investissements, les obligations d'Etat cœur de la zone euro composant le reste. Le portefeuille de rendement comprend des actions diversifiées ainsi que des obligations à haut rendement. L'allocation d'actifs relative à l'autre régime est plus en ligne avec sa faible sensibilité aux risques de taux et repose principalement sur des obligations privées de haute qualité, et dans une moindre mesure des fonds diversifiés et des obligations européennes à haut rendement.

Les engagements du Groupe proviennent également, dans une moindre mesure, de régimes légaux ou

conventionnels d'indemnités liées à l'ancienneté ou à la fin de carrière. Les engagements du Groupe en matière de couverture santé des retraités ne sont pas significatifs.

Atos reconnaît l'ensemble des gains et pertes actuarielles ainsi que les effets des limitations d'actifs générés dans la période en « Autres éléments du résultat global ».

Evénements 2016

En 2016, les taux d'actualisation ont baissé tant au Royaume-Uni que dans la zone Euro conduisant à une hausse des engagements évalués et à un rendement financier positif en particulier pour les investissements obligataires.

L'acquisition d'Unify a conduit à une augmentation des engagements (principalement en Allemagne et au Royaume-Uni) de 136,3 million d'euros, couverts par 93,4 millions d'actifs. Par ailleurs, la société commune créée entre Worldline et Equens, ainsi que l'acquisition d'Arvato ont conduit à une augmentation combinée des passifs de 65 millions d'euros, couverts par 23 millions d'euros d'actifs dédiés.

En Allemagne, Atos a étendu aux plans Unify la nouvelle option de sortie en capital introduites sur les plans Atos en 2015 et adopté la même politique d'indexation. Ceci a conduit à une diminution des charges opérationnelles de 6,5 millions d'euros.

Au Royaume-Uni, Atos et les administrateurs indépendants du fonds Atos (Sema) Pension Fund ont conclu un accord pour faire évoluer la base d'indexation des pensions de Retail Price Index (RPI) à Consumer Price Index (CPI) en échange de sûretés à long terme fournis au régime, comprenant notamment une garantie parentale du Groupe pouvant aller jusqu'à 385 millions de livres, et une amélioration ponctuelle des prestations pour les bénéficiaires concernés. Il en a résulté une réduction des passifs et des charges opérationnelles de 35,9 millions de livres.

Enfin, en France et en Suisse, les engagements ont été réduits sous l'effet notamment de restructurations ce qui a réduit les autres charges opérationnelles de 10,3 millions d'euros.

Montants reconnus dans les états financiers

Les montants reconnus au bilan du Groupe au 31 décembre 2016 se présentent comme suit et ont été déterminés régime par régime:

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Montant reconnu dans les états financiers		
Charges payées d'avance - régimes postérieurs à l'emploi	96,2	128,5
Charges à payer - régimes postérieurs à l'emploi	-1 359,5	-1 083,6
Montant total reconnu au bilan	-1 263,3	-955,1
Décomposition de la charge périodique		
Coût des services rendus (net des cotisations des salariés)	58,0	67,6
Amortissement du coût des services passés	-57,5	-84,3
(Gains) / pertes liés à des réductions de régimes	-5,4	-3,3
(Gains) / pertes liés à l'extinction des engagements	0,0	-3,1
Coûts administratifs	0,5	2,3
Charge opérationnelle	-4,4	-20,8
Coût de l'actualisation	118,1	122,4
Revenus d'intérêt	-89,3	-94,2
Charge financière nette	28,8	28,2
Charge nette périodique totale	24,4	7,4
Variation des engagements au titre des régimes à prestations définies		
Total des engagements au titre des régimes à prestations définies au 1^{er} janvier	3 822,8	3 835,7
Effets de change	-357,7	191,7
Coût des services rendus (net des cotisations des salariés)	58,0	67,6
Coût de l'actualisation	118,1	122,4
Effet des modifications de régimes	-57,5	-84,3
Réductions des engagements	-5,4	-3,3
Extinction des engagements	-5,1	-28,3
Regroupement d'entreprises / (cessions)	202,8	16,7
Cotisations versées par les employés	11,3	12,7
Prestations payées	-120,5	-129,8
(Gains) / pertes actuariels - changements d'hypothèses financières	655,3	-147,3
(Gains) / pertes actuariels - changements d'hypothèses démographiques	7,4	-22,5
(Gains) / pertes actuariels - effets d'expérience	18,9	-8,5
Reclassement	3,7	0,0
Engagements au titre des régimes à prestations définies au 31 décembre	4 352,1	3 822,8

La durée moyenne pondérée de l'obligation est de 17,5 ans.

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Variation de la juste valeur des actifs de régime		
Juste valeur des actifs de régime au 1^{er} janvier	2 871,7	2 758,0
Effets de change	-309,6	169,6
Rendement financier réel des actifs de régime	445,4	-5,6
Cotisations employeur	46,9	54,0
Prestations payées par les fonds externes	-91,0	-99,3
Extinction des engagements	-5,1	-25,2
Regroupement d'entreprises / (cessions)	122,7	9,8
Cotisations versées par les employés	11,3	12,7
Coûts administratifs	-0,5	-2,3
Juste valeur des actifs de régime au 31 décembre	3 091,8	2 871,7
Rapprochement avec les montants reconnus dans les états financiers (tous régimes)		
Situation financière nette - régimes postérieurs à l'emploi	-1 260,3	-951,1
Autres éléments non reconnus (plafonnement des actifs)	-3,0	-4,0
Charges (à payer) / payées d'avance	-1 263,3	-955,1
Variation du montant reconnu dans les états financiers (tous régimes)		
Montant reconnu à l'ouverture	-955,1	-1 081,2
Charge nette périodique	-24,4	-7,4
Prestations payées par l'employeur	29,5	30,5
Cotisations versées par l'employeur	46,9	54,0
Regroupement d'entreprises / (cessions)	-80,1	-6,9
Montants comptabilisés en autres éléments du résultat global	-325,6	78,1
Autres (effets de change)	49,2	-22,2
Reclassification	-3,7	0,0
Montant reconnu à la clôture	-1 263,3	-955,1

L'évolution des principaux plans a été la suivante :

(En millions d'euros)	Plans de retraite au Royaume- Uni	Principaux plans de retraite en Allemagne	Principaux plans de retraite en France	Autres plans
Rapprochement avec les montants reconnus dans les principaux plans:				
Montant reconnu à l'ouverture	-185,6	-438,7	-203,0	-127,8
Charge nette périodique	33,9	-19,1	-15,6	-23,6
Prestations et cotisations payées par l'employeur	50,0	6,7	5,0	14,7
Regroupement d'entreprises	0,0	-74,7	0,0	-5,4
Montants comptabilisés en autres éléments du résultat global	-197,3	-56,3	-54,4	-17,6
Autres (effets de change)	31,1	0,0	0,0	-16,7
Montant reconnu à la clôture	-267,9	-582,1	-268,0	-145,3
Engagements au titre des régimes à prestations définies au 31 décembre	-2 521,9	-1 057,5	-268,5	-504,2
Juste valeur des actifs de régime au 31 décembre	2 254,0	475,4	0,5	361,9
Montant reconnu à la clôture	-267,9	-582,1	-268,0	-145,3

Les engagements partiellement ou totalement préfinancés à travers des fonds externes (fonds de pension) s'élevaient, au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2015, à respectivement 4 017,6 millions d'euros et 3 500,1 millions d'euros, soit plus de 92% des engagements du Groupe au 31 décembre 2016.

Hypothèses actuarielles:

Les engagements ont été évalués par des actuaires indépendants, sur la base d'hypothèses mises à jour régulièrement.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

	Royaume-Uni		Zone euro	
	2016	2015	2016	2015
Taux d'actualisation au 31 décembre	2,80%	3,90%	1,40% ~ 1,95%	2,05% ~ 2,65%
Hypothèse d'augmentation future des salaires au 31 décembre	RPI: 3,25% CPI: 2,25%	RPI: 3,10% CPI: 2,10%	1,45%	1,75%

Les taux d'actualisation les plus élevés pour la zone euro sont utilisés pour les régimes dont la maturité moyenne est supérieure à 15 ans.

L'hypothèse d'inflation est utilisée pour déterminer l'impact de l'indexation des retraites en cours de paiement ou des augmentations de salaires selon les règles propres à chaque plan.

La sensibilité des engagements de retraites des principaux régimes aux hypothèses de taux d'actualisation et d'inflation est la suivante :

	Taux d'actualisation +25pts	Taux d'inflation +25pts
Plans de retraite au Royaume-Uni	-5,2%	4,0%
Principaux plans de retraite en Allemagne	-4,1%	2,4%

Ces analyses de sensibilité sont basées sur des calculs effectués par des actuaires indépendants et n'incluent pas les effets croisés de chacune des hypothèses, mais incluent les effets que les hypothèses d'inflation ont sur les hypothèses d'augmentation des salaires au Royaume-Uni.

Actifs de régime:

Ces actifs se décomposent comme suit:

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Actions	17%	18%
Obligations	68%	70%
Immobilier	5%	5%
Liquidités et assimilés	3%	1%
Autres	7%	6%

Parmi ces actifs, 92% ont fait l'objet d'une valorisation sur la base de valeurs de marché, 6% d'actifs essentiellement composés d'immobilier, d'actions non cotées ou de participations dans des projets d'infrastructure sont valorisés par les gestionnaires externes, enfin 2% des actifs correspondent à la valeur de polices d'assurance.

Une part significative du portefeuille obligataire et des swaps de taux concourent au programme de couverture mis en œuvre par les fonds de pension britanniques d'Atos, qui vise à couvrir une part importante des obligations de financement. Aucun régime n'est couvert contre le risque de longévité.

Au sein du total des actifs, les titres Atos ou actifs utilisés par Atos ne sont pas significatifs.

Situation des régimes de retraite au Royaume-Uni et impact sur les cotisations 2017

Le Groupe s'attend à contribuer à hauteur de 46 millions d'euros à ses fonds de pensions britanniques au cours du prochain exercice contre 47,4 millions d'euros en 2016.

Charges constatées d'avance au bilan

L'actif net de 96,2 millions relatif à l'un des plans au Royaume-Uni, est justifié par la capacité du Groupe à en obtenir le remboursement, conformément à l'interprétation IFRIC 14.

Impacts nets sur le compte de résultat 2016:

L'impact net des régimes à prestations définies sur les états financiers du Groupe est le suivant:

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Marge opérationnelle	-5,9	20,4
Autres produits et charges opérationnels	10,3	0,4
Résultat financier	-28,8	-28,2
Impact total sur le compte de résultat	-24,4	-7,4

Autres régimes à long terme

Le passif net relatif aux autres régimes à long terme était de 38,0 millions d'euros au 31 décembre 2015. L'augmentation de 51,2 millions d'euros en 2016 s'explique par une charge comptabilisée au compte de résultat (€ 2.6 million), des prestations payées (€ 12.6 million), des regroupements d'entreprise (€ 19.1 million) et d'autres variations qui incluent les contributions des salariés, les impacts de variation de taux de change et des reclassements entre les engagements de retraite et les autres régimes à long terme (€ 4.1 million).

Note 21 Provisions

(En millions d'euros)	31 décembre 2015	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Regroupe- ment d'entre- prises	Autres (*)	31 décembre 2016	Cou- rantes	Non cou- rantes
Réorganisation	41,9	42,4	-60,5	-3,0	74,8	-2,6	93,0	65,8	27,2
Rationalisation	23,7	3,8	-5,0	-3,1	2,0	0,3	21,7	5,7	16,0
Engagements sur projets	109,2	18,8	-48,6	-32,7	25,7	-0,4	72,0	56,6	15,4
Risques et litiges	111,8	36,4	-28,8	-26,7	30,0	-1,3	121,4	66,0	55,4
Total provisions	286,6	101,4	-142,8	-65,5	132,5	-4,0	308,2	194,2	114,0

(*) Le mouvement Autres correspond principalement à des ajustements de conversion des devises.

(En millions d'euros)	31 décembre 2014	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Regroupe- ment d'entre- prises	Autres (*)	31 décembre 2015	Cou- rantes	Non cou- rantes
Réorganisation	101,7	29,6	-79,7	-12,8	1,4	1,7	41,9	39,1	2,8
Rationalisation	33,6	4,2	-12,4	-1,9	1,5	-1,3	23,7	7,5	16,2
Engagements sur projets	114,1	44,0	-60,9	-30,2	36,4	5,8	109,2	91,2	18,0
Risques et litiges	108,3	25,0	-15,1	-46,5	35,3	4,8	111,8	62,0	49,8
Total provisions	357,7	102,8	-168,1	-91,4	74,6	11,0	286,6	199,8	86,8

(*) Le mouvement Autres correspond principalement à des ajustements de conversion des devises.

Réorganisation

Suite à la mise en place de nouveaux plans de réorganisation menés en vue d'améliorer la productivité et l'efficacité du Groupe, de nouvelles provisions ont été comptabilisées pour un montant de 42,4 millions d'euros. Elles ont principalement concerné l'Allemagne pour 25,1 millions d'euros et l'Europe de l'est et Europe centrale pour 7,6 millions d'euros.

Les reprises de provisions de 60,5 millions d'euros concernaient principalement l'optimisation des effectifs en Allemagne (38,2 millions d'euros) et en Europe de l'est et Europe centrale (6,9 millions d'euros).

Rationalisation

Les nouvelles provisions se sont élevées à 3,8 millions d'euros et provenaient essentiellement de la rationalisation des locaux aux Etats-Unis (1,4 million d'euros), au Royaume-Uni (0,9 million d'euros) et en Allemagne (0,9 million d'euros).

Les reprises de provisions utilisées, d'un montant de 5,0 millions d'euros, concernaient principalement les loyers et les coûts de remises en état de bureaux fermés aux Pays-Bas (1,6 million d'euros) et au Royaume-Uni (1,5 million d'euros).

Engagements sur projets

La charge de 18,8 millions d'euros de provisions sur projets clients a été essentiellement utilisée en Allemagne (4,3 millions d'euros) et en Europe de l'est et Europe centrale (4,2 millions d'euros).

Les 48,6 millions de consommations ont principalement concerné le Royaume-Uni (22,7 millions d'euros), la France (7,8 millions d'euros) et l'Europe de l'est et l'Europe centrale (5,0 millions d'euros).

Les reprises de provisions sur projets non utilisées pour 32,7 millions d'euros ont reflété une réduction du montant des pertes sur des anciens contrats, suite à une conduite proactive des projets ou à une clôture anticipée.

Risques et litiges

Les provisions pour risques et litiges de 121,4 millions d'euros, ont inclus plusieurs litiges à long terme tels que des contentieux fiscaux et sociaux, des litiges sur des garanties données sur cessions et autres conflits avec des clients et des fournisseurs.

Le service juridique gère attentivement ces cas avec pour objectif de réduire au maximum le passif final.

Note 22 Passifs financiers

(En millions d'euros)	31 décembre 2016			31 décembre 2015		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Emission obligataire	-	900,0	900,0	-	600,0	600,0
Prêts bancaires	-	580,0	580,0	-	580,0	580,0
Titrisation	9,8	-	9,8	10,0	-	10,0
Contrats de location-financement	22,6	19,9	42,5	25,2	25,5	50,7
Autres passifs financiers	108,2	0,2	108,4	107,9	5,3	113,2
Total passifs financiers	140,5	1 500,1	1 640,6	143,1	1 210,8	1 353,9

Passifs financiers libellés en devises étrangères

La valeur comptable des passifs financiers du Groupe en monnaies étrangères se présente comme suit :

(En millions d'euros)	EUR	Autres devises	Total
31 décembre 2016	1 501,1	139,5	1 640,6
31 décembre 2015	1 278,0	75,9	1 353,9

Juste valeur et taux d'intérêt effectif des passifs financiers

La juste valeur des prêts bancaires est, du fait qu'ils soient pour l'essentiel composés de prêts à taux d'intérêt variables, considérée comme étant proche de la valeur comptable. La valeur comptable des autres éléments des passifs financiers est considérée comme la meilleure estimation de leur juste valeur, la différence entre la juste valeur et la valeur comptable n'étant pas significative.

Echéancier des passifs financiers non courants

(En millions d'euros)	2018	2019	2020	2021	>2021	Total
Emission obligataire	-	-	600,0	-	300,0	900,0
Prêts bancaires	-	-	-	580,0	-	580,0
Contrats de location-financement	15,3	2,9	0,6	0,1	0,9	19,9
Autres passifs financiers	0,2	-	-	-	-	0,2
Passifs financiers à long terme au 31 décembre 2016	15,5	2,9	600,6	580,1	300,9	1,500,1

(En millions d'euros)	2017	2018	2019	2020	>2020	Total
Emission obligataire	-	-	-	600,0	-	600,0
Prêts bancaires	-	-	-	580,0	-	580,0
Contrats de location-financement	14,8	7,4	2,1	0,3	0,9	25,5
Autres passifs financiers	0,9	0,1	(0,8)	0,2	4,9	5,3
Passifs financiers à long terme au 31 décembre 2015	15,7	7,5	1,3	1,180,5	5,8	1,210,8

Hypothèses retenues pour la construction de l'échéancier des passifs

Les passifs financiers ont été évalués sur la base :

- du taux de change au 31 décembre 2016, et
- des taux d'intérêt présentés ci-après.

Les taux d'intérêt effectifs au 31 décembre 2016 ont été les suivants :

(En millions d'euros)	Valeur d'apport	Juste valeur	Taux d'intérêt effectif
Emission obligataire	900,0	900,0	2,44%
Prêts bancaires	580,0	580,0	0,48%
Contrats de location-financement	42,5	42,5	2,39%
Autres passifs financiers	118,1	118,1	-
Total passifs financiers	1 640,6	1 640,6	

Variation de l'endettement net sur l'exercice

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Trésorerie / (Endettement) net(te) en début de période	593,1	989,1
Souscription de nouveaux emprunts	-6,0	-568,0
Emission obligataire	-300,0	-600,0
Remboursement d'emprunts à long et moyen termes	49,0	489,8
Variation de trésorerie à court terme	189,5	279,0
Nouveaux contrats de location-financement	-4,9	-0,2
Emprunts à long et moyen termes des sociétés cédées au cours de la période	-	-0,3
Emprunts à long et moyen termes des sociétés acquises au cours de la période	-18,2	-46,7
Incidence des variations de cours des monnaies étrangères sur les emprunts à long et moyen termes	-0,3	43,6
Participation des salariés en France transférée en fonds d'emprunt	-0,8	-0,3
Autres mouvements liés aux opérations de financement	-20,1	7,1
Trésorerie / (Endettement) net(te) en fin de période	481,4	593,1

Note 23 Juste valeur et caractéristiques des instruments financiers

(En millions d'euros)	31 décembre 2016		31 décembre 2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Contrats de change à terme	10,1	-8,9	9,5	-13,4
S'analysant comme :				
Non courants	0,1	-1,4	1,4	-4,7
Courants	10,0	-7,5	8,1	-8,7

La juste valeur des instruments financiers est fournie par les contreparties bancaires.

Risque de variation des flux futurs dû à l'évolution des taux d'intérêt

Le Groupe bénéficie de prêts bancaires à taux variable à hauteur de 580,0 millions d'euros au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2015, qui l'exposent au risque de variation des flux futurs dû à l'évolution des taux d'intérêt. Pour diminuer son exposition à ce risque, le Groupe a recours, auprès d'établissements financiers, à des swaps de taux qui lui permettent d'échanger le taux variable d'une partie de son endettement financier en taux fixe. La juste valeur des instruments financiers permettant de couvrir l'endettement financier à taux variable est éligible à la comptabilité de couverture des flux de trésorerie.

Exposition au risque de taux d'intérêt

Le tableau ci-après présente l'exposition du Groupe au risque de taux sur la base des engagements d'endettement futurs. L'exposition au taux variable après couverture est d'environ 481,4 millions d'euros au 31 décembre 2016. En supposant que la structure (trésorerie/endettement à taux variable/couvertures) reste stable sur toute la durée du prêt, une augmentation de 1,0% de l'Euribor 1 mois aurait un impact positif sur les frais financiers de 4,8 millions d'euros.

(En millions d'euros)	Notes	Exposition au risque		Total
		Inférieur à 1 an	Supérieur à 1 an	
Prêts bancaires	Note 22	-	-580,0	-580,0
Titrisation	Note 22	-9,8	-	-9,8
Autres		-29,0	-0,2	-29,2
Total des passifs		-38,8	-580,2	-619,0
Disponibilités et équivalents de trésorerie	Note 18	2 121,7	-	2 121,7
Découverts		-78,8	-	-78,8
Total trésorerie et équivalents de trésorerie net (*)		2 042,9	-	2 042,9
Position nette avant gestion du risque		2 004,1	-580,2	1 423,9
Instruments de couverture		-	-	-
Position nette après gestion du risque		2 004,1	-580,2	1 423,9
Emission obligataire	Note 22	-	-900,0	-900,0
Contrats de location-financement	Note 22	-22,6	-19,9	-42,5
Instruments de couverture		-	-	-
Dettes totales nettes après gestion du risque				481,4

(*) Dépôts à vue (certificats de dépôts), SICAV monétaires et découverts.

Risque de liquidité

Le 29 septembre 2016, Atos a émis un placement privé obligataire d'un montant de 300,0 millions d'euros et d'une durée de sept ans. L'emprunt obligataire porte intérêt au taux fixe de 1,444% et n'inclut pas de ratio bancaire. Le Groupe Atos et l'emprunt obligataire n'ont pas de notation de crédit.

Le 2 juillet 2015, Atos a annoncé le succès du placement de son émission obligataire d'un montant de 600,0 millions d'euros et d'une durée de cinq ans. L'emprunt obligataire porte intérêt au taux fixe de 2,375% et n'inclut pas de ratio bancaire. Le Groupe Atos et l'emprunt obligataire n'ont pas de notation de crédit.

Le 6 novembre 2014, Atos a signé avec un syndicat d'établissements financiers une nouvelle facilité de crédit renouvelable multidevises d'un montant de 1,8 milliard d'euros, à échéance novembre 2019. Atos disposait d'une option d'extension de la maturité de la facilité de crédit jusqu'en novembre 2021. La première option d'extension de la maturité d'une année a été levée au cours de l'année 2015 et la seconde option d'extension d'un an a également été levée en 2016. La nouvelle facilité de crédit renouvelable multidevises d'un montant de 1,8 milliard d'euros a donc une nouvelle échéance à novembre 2021.

La facilité de crédit renouvelable inclut un ratio financier défini comme le ratio de levier financier consolidé (endettement net divisé par la marge opérationnelle avant dépréciations et amortissements) et ne pouvant être supérieur à 2,5.

Le 18 juin 2013, Atos a renouvelé son programme de titrisation pour une période de cinq ans pour un montant maximum de créances titrisées de 500,0 millions d'euros et une limite au montant maximum de financement fixée à 200,0 millions d'euros.

Ce nouveau programme de titrisation est structuré en deux compartiments appelés « ON » et « OFF » :

- le compartiment « ON » similaire au précédent programme (les créances sont inscrites au bilan du Groupe) est le compartiment par défaut dans lequel les créances sont cédées. L'utilisation de ce compartiment a été faite à son seuil minimal ;
- le compartiment « OFF » est conçu de manière à ce que le risque crédit (insolvabilité et retard de paiement) associé aux créances cédées des débiteurs éligibles au programme soit entièrement transféré au cessionnaire.

Le calcul au 31 décembre 2016 des ratios financiers cités ci-dessus est détaillé de la manière suivante :

Nature des ratios bancaires	Obligations bancaires	Ratios du Groupe 31 décembre 2016	Ratios du Groupe 31 décembre 2015
Effet de levier (endettement net/EBO (*))	<i>ne doit pas être supérieur à 2,5</i>	-0,35	-0,49
Ratio de couverture d'intérêts (Marge opérationnelle/Coût net de la dette financière)	<i>ne doit pas être inférieur à 4,0</i>	60,99	50,79

(*) EBO : Excédent Brut Opérationnel égal à la marge opérationnelle retraitée des éléments non cash

Risque de change

Atos opère dans 72 pays. Cependant, dans la plupart des cas, le Groupe établit ses factures dans la monnaie du pays dans lequel il fournit les services, limitant ainsi son exposition au risque de change. Lorsque tel n'est pas le cas, le Groupe a recours à des instruments de couverture, comme des contrats à terme ou les swaps de devises pour minimiser le risque.

La valeur nette comptable des actifs et des dettes monétaires libellés en devises étrangères se présente comme suit :

(En millions d'euros)	2016	2015	2016	2015	2016	2015
	EUR		GBP		USD	
Actifs	176,8	79,8	15,9	45,5	148,0	156,7
Passifs	105,4	221,2	8,7	74,7	72,0	67,3
Impact des taux de change avant couverture	71,4	-141,4	7,2	-29,2	76,0	89,4
Couverture	-208,1	0,0	-62,4	0,0	-45,9	-3,8
Impact du taux de change après couverture	-136,7	-141,4	-55,2	-29,2	30,1	85,6

Analyse de sensibilité des devises étrangères

Le Groupe est principalement exposé aux fluctuations de la livre sterling et du dollar américain face à l'euro.

Le tableau ci-dessous détaille la sensibilité du Groupe à une augmentation ou diminution de 5% de la devise à laquelle le Groupe est exposé contre les autres devises étrangères. L'analyse de sensibilité a été menée sur les éléments monétaires libellés en devises étrangères comptabilisés au bilan en date de clôture. Leur conversion en euro à la date de clôture a été ajustée pour prendre en compte une augmentation de 5% du taux de conversion de la devise analysée.

(En millions d'euros)	2016	2015	2016	2015	2016	2015
	EUR		GBP		USD	
Compte de résultat	-6,8	-7,1	-2,8	-1,5	1,5	4,3

Comptabilité de couverture

Les écarts entre les échéances des instruments financiers et la période sur laquelle les flux de trésorerie sont attendus ne sont pas significatifs.

Au 31 décembre 2016, les instruments dérivés sont utilisés pour la couverture de risques transactionnels tels que les risques de change et le risque de taux d'intérêts. Toutefois, d'un point de vue comptable, la plupart de ces instruments dérivés sont considérés comme des couvertures de flux de trésorerie.

La désignation des instruments par monnaie étrangère se décompose comme suit :

(En millions d'euros)	31 décembre 2016		31 décembre 2015	
	Juste valeur	Nominal	Juste valeur	Nominal
Couverture de flux de trésorerie				
<i>Change</i>				
Contrats à terme en USD	-4,4	45,1	-7,5	40,4
Contrats à terme en GBP	-0,6	-11,3	-	-
Contrats à terme en INR	3,5	72,9	4,9	81,5
Contrats à terme en KRW	0,1	2,5	0,1	3,4
Contrats à terme en MXN	0,6	20,4	0,0	0,0
Contrats à terme en THB	-	-	-0,2	5,9
Contrats à terme en MYR	-0,1	0,1	-0,4	4,2
Contrats à terme en PLN	-1,3	52,3	-0,9	51,9
Contrats à terme en PHP	0,1	2,5	-0,2	4,0
Contrats à terme en RON	-0,2	19,4	-0,4	23,6
Contrats à terme en RUB	0,4	2,5	-	-
Contrats à terme en MAD	0,8	25,1	-	-
Contrats à terme en CNY	0,0	2,6	-	-
Contrats à terme en DKK	0,1	2,9	-	-
Contrats à terme en CNH	-0,1	0,2	-0,1	0,5
Contrats à terme en CHF	-0,3	-13,3	-	-
Contrats à terme en TRY	-0,1	1,3	-	-
Contrats à terme en BRL	-	-	-2,0	6,3
Contrats d'options JPY	0,0	0,3	-0,2	1,6
Transactions				
<i>Change</i>				
Contrats à terme en USD	1,2	40,8	0,0	16,2
Contrats à terme en GBP	-0,1	-2,5	-	-
Contrats à terme en INR	1,6	13,4	3,0	49,7
Contrats à terme en MAD	0,0	2,2	-	-
Contrats à terme en CNY	-	0,4	-	-
Contrats à terme en DKK	0,0	0,4	-	-
Contrats à terme en CHF	0,0	-3,8	-	-
Contrats à terme en CZK	0,0	0,0	-	-
Contrats à terme en MYR	0,0	-0,7	-	-
Contrats à terme en RON	0,0	1,0	-	-
Contrats à terme en PLN	-0,1	1,8	-	-
Contrats à terme en MXN	0,1	2,5	-	-

Les justes valeurs (nettes d'impôts) des instruments de couverture de flux futurs constatées directement en capitaux propres au 31 décembre 2016 se sont élevées à 1,5 millions d'euros, avec une variation de +3,6 millions d'euros (nette d'impôt) sur l'exercice.

Note 24 Fournisseurs et comptes rattachés

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Dettes fournisseurs	1 970,6	1 605,5
Paielements d'avance nets	- 35,1	- 6,3
Charges constatées d'avance	- 425,6	- 310,5
Total	1 509,9	1 288,7
Ratio fournisseur en nombre de jours (DPO)	76	75

Note 25 Autres passifs courants

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Avances et acomptes reçus sur commandes clients	82,2	53,2
Personnel et comptes rattachés	522,8	577,8
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	219,0	231,6
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée	378,6	350,2
Produits constatés d'avance	661,0	565,7
Autres dettes d'exploitation	295,8	237,3
Total	2 159,5	2 015,8

L'échéance des « Autres passifs courants » est à moins d'un an à l'exception des produits constatés d'avance dont l'échéance peut varier en fonction des termes spécifiques des contrats.

Note 26 Tableau de flux de trésorerie consolidé

Investissements financiers nets

(En millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2016	Exercice clos le 31 décembre 2015
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		
Xerox ITO	46,7	-812,0
Unify	-346,5	-
Anthelio	-267,1	-
Paysquare	-113,2	-
Cataps	-26,9	-
Engage ESM	-31,3	-
Dépôts et garanties	-2,2	-2,5
Autres	-41,4	-6,2
Total décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-782,0	-820,7
Trésorerie des sociétés acquises durant la période		
Xerox ITO	-	10,9
Unify	32,0	-
Anthelio	14,2	-
Paysquare	39,3	-
Cataps	1,1	-
Equens	-2,4	-
Autres	-1,2	-
Total trésorerie des sociétés acquises durant la période	83,0	10,9
Encaissements liés aux cessions financières		
Action Visa	35,6	-
Numergy	1,5	-
Activité "médecine du travail"	-	15,8
Proservia	-	-12,4
Dépôts et garanties	1,8	1,2
Autres	-	4,9
Total Encaissements liés aux cessions financières	38,9	9,5
Trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice		
Autres	4,8	-0,3
Total trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice	4,8	-0,3
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	1,5	2,5
Total dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	1,5	2,5
Investissements financiers nets	-653,8	-798,1

Note 27 Engagements hors bilan

Engagements contractuels

Le tableau ci-dessous présente les paiements minima futurs pour les exercices à venir au titre d'obligations et d'engagements fermes. Les montants inscrits en passifs financiers et en contrats de location-financement sont présentés au bilan du Groupe.

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	Échéances			31 décembre 2015
		< à 1 an	1 à 5 ans	> à 5 ans	
Emission obligataire	900,0	-	600,0	300,0	600,0
Prêts bancaires	580,0	-	580,0	0,0	580,0
Contrats de location-financement	42,5	22,6	19,0	0,9	50,7
Comptabilisés au bilan	1 522,5	22,6	1 199,0	300,9	1 230,7
Contrats de location simple terrains, constructions, agencements	985,1	193,9	560,2	231,0	867,8
Contrats de location simple matériel informatique	172,4	82,7	89,6	0,1	210,9
Contrats de location simple autres immobilisations	70,3	29,9	40,4	0,0	75,4
Obligations d'achat irrévocables (> 5 ans)	65,1	24,9	35,8	4,4	62,4
Engagements	1 292,9	331,4	726,0	235,5	1 216,5
Total	2 815,4	354,0	1 925,0	536,4	2 447,2
Engagements financiers reçus (crédit syndiqué)	1 220,0	-	1 220,0	-	1 220,0
Total reçus	1 220,0	-	1 220,0	-	1 220,0

Les engagements financiers reçus correspondent exclusivement à la ligne de crédit non utilisée du crédit syndiqué d'un montant global accordé de 1,8 milliard d'euros.

Garanties commerciales

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Garanties bancaires	232,2	198,9
- Opérationnelles - Performance	175,9	145,9
- Opérationnelles - Appels d'offres	9,7	21,5
- Opérationnelles - Avances sur paiement	26,3	19,7
- Financières ou autres	20,3	11,8
Garanties parentales	5 437,3	5 501,3
- Opérationnelles - Performance	4 907,5	5 447,0
- Financières ou autres	529,8	54,3
Nantissements	3,7	1,5
Total	5 673,2	5 701,7

Pour divers contrats à long terme, le Groupe émet des garanties de performance à ses clients. Ces garanties limitées se sont élevées à 4 907,5 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 5 447,0 millions d'euros à fin décembre 2015. Cette diminution de 539,5 millions d'euros est principalement due à la clôture des garanties MOJ et SCB au Royaume-Uni.

Concernant la facilité de crédit renouvelable multidevisée signée en novembre 2014, Atos SE a garanti au consortium de banques représenté par BNP Paribas de couvrir jusqu'à 660,0 millions d'euros les obligations de ses filiales, Atos Telco Services B.V. et Atos International B.V.

Atos SE a donné une garantie de 204,0 millions d'euros à Ester Finance dans le cadre d'un programme de titrisation impliquant certaines de ses filiales.

Par ailleurs, Atos SE et Atos International B.V. ont donné à plusieurs de leurs filiales des garanties de support financier pour se conformer aux réglementations locales.

Dans le cadre de l'accord général avec Siemens relatif au transfert des engagements en matière de retraite au Royaume-Uni, le Conseil d'Administration d'Atos SE, lors de sa réunion du 29 mars 2011, a accepté de fournir une garantie d'une durée de 20 années au fonds de pension Atos 2011 mise en place pour faciliter le transfert. Le montant maximum de cette garantie s'élève à 200,0 millions de livres sterling.

Enfin, dans le cadre des négociations portant sur l'indexation des fonds de pension au Royaume-Uni ("UK APF"), le Conseil d'administration d'Atos SE, dans sa réunion en date du 17 décembre 2015, a autorisé l'octroi d'une garantie parentale au bénéfice d'Atos Pension Schemes Limited en sa qualité de fiduciaire. En vertu de la garantie, Atos SE devra garantir les obligations des employeurs promoteurs du UK APF (actuellement Atos IT UK Limited et Atos IT Services UK Limited) de procéder à certains paiements auprès du UK APF. Le montant maximum de la garantie est 150 millions de GBP (soit € 176,0 millions d'euros).

Dans le cadre des négociations portant sur l'indexation du fonds de pension de Atos (Sema), le Conseil d'Administration de Atos SE, dans sa réunion du 26 Juillet 2016, a autorisé l'octroi d'une garantie parentale au bénéfice d'Atos Pension Scheme Limited en sa qualité de fiduciaire du fonds de pension d'Atos SEMA. En vertu de ladite garantie, Atos SE devra garantir les obligations des employeurs promoteurs d'Atos SEMA (actuellement Atos IT UK Limited et Atos IT Services UK Limited) de procéder à certains paiements auprès du fonds de pension Atos (SEMA). Le montant maximum de la garantie est de 385 million de livres (451,6 millions d'euros).

Note 28 Parties liées

Les parties liées incluent :

- les entités qui sont contrôlées par le Groupe, les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, les entités qui offrent un régime d'avantages postérieurs à l'emploi au profit des employés du Groupe ou celles qui sont contrôlées ou détenues conjointement par l'un des dirigeants du Groupe ; et
- la Direction du Groupe définie comme les personnes qui ont l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler l'activité du Groupe, notamment les membres du Conseil d'Administration ainsi que les Directeurs Généraux Adjoints.

Les transactions entre Atos SE et ses filiales, qui sont des parties liées au Groupe, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas détaillées dans la présente note.

Il n'y a pas eu de transactions entre le Groupe, les entités définies ci-avant et la Direction du Groupe en 2016.

Rémunérations des membres du Conseil d'Administration ainsi que des Directeurs Généraux Adjoints

Les principaux dirigeants du Groupe ont été rémunérés comme suit pendant l'exercice :

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Avantages court terme	7,3	6,6
Cotisations versées par employeur et autres taxes	1,8	3,4
Avantages postérieurs à l'emploi	3,5	3,6
Options de souscription d'actions et plans d'actions gratuites	5,8	4,3
Total	18,4	17,9

La contribution employeur relative à l'attribution d'actions de performance est désormais due et calculée à la date d'acquisition des actions, conformément aux dispositions de la loi dite « Macron ». En 2016, aucune contribution employeur relative à l'attribution d'actions de performance n'a ainsi été versée.

Les avantages à court terme incluent les salaires, primes et les avantages en nature. Les bonus correspondent à la charge totale reflétée dans le compte de résultat incluant les bonus effectivement payés durant l'année, les provisions relatives à l'exercice 2016 et les reprises relatives aux années précédentes.

Au cours de l'année, le Groupe n'a octroyé ou reçu aucune garantie d'aucun membre dirigeant.

Note 29 Evènements postérieurs à la date de clôture

Aucun évènement post-clôture.

Note 30 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2016 – principales sociétés

	% d'intérêt	Méthode de conso- lidation	% de contrôle	Adresse
HOLDING				
Atos SE		Société mère consolidante		80, quai Voltaire - 95870 Bezons
Atos International B.V.	100	IG	100	Papendorpseweg 93 - 3528 BJ Utrecht - Pays-Bas
Saint Louis Ré	100	IG	100	74, rue de Merl - L2146 Luxembourg
Atos International SAS	100	IG	100	80, quai Voltaire - 95870 Bezons
Bull SA	100	IG	100	Rue Jean Jaurès - 78340 Les Clayes-sous-Bois
FRANCE				
Atos Worldline SA	70,12	IG	100	80, quai Voltaire - 95870 Bezons
Atos Integration SAS	100	IG	100	80, quai Voltaire - 95870 Bezons
Diamis SA	60	IG	100	80, quai Voltaire - 95870 Bezons
Mantis SAS	44,60	IG	100	55 rue de Rivoli - 75001 Paris
Atos Infogérance SAS	100	IG	100	80, quai Voltaire - 95870 Bezons
Atos Consulting SAS	100	IG	100	80, quai Voltaire - 95870 Bezons
Atos A2B SAS	100	IG	100	80, quai Voltaire - 95870 Bezons
Atos Worldgrid	100	IG	100	80, quai Voltaire - 95870 Bezons
Yunano	70	IG	100	80, quai Voltaire - 95870 Bezons
Bull SAS	100	IG	100	Rue Jean-Jaurès - 78340 Les clayes-sous-bois
Amesys SAS	100	IG	100	655, avenue Galilée - 13794 Aix en Provence
Evidian SA	100	IG	100	Rue Jean Jaurès - 78340 Les Clayes-sous-Bois
ALLEMAGNE				
Equens Worldline GmbH	44,60	IG	100	Hahnstraße 25 - 60528 Francfort - Allemagne
Atos Information Technology GmbH	100	IG	100	Luxemburger Straße 3 - 45133 Essen - Allemagne
Atos IT Dienstleistung und Beratung GmbH	100	IG	100	Bruchstrasse 5 - 45883 Gelsenkirchen - Allemagne
Atos IT Solutions and Services GmbH	100	IG	100	Otto-Hahn-Ring 6 - 81739 Munich - Allemagne
Atos International Germany GmbH	100	IG	100	Otto-Hahn-Ring 6 - 81739 Munich - Allemagne
Bull GmbH	100	IG	100	Von-der-wettern-straße, 27 - 51149 cologne - Allemagne
Energy4u GmbH	100	IG	100	Albert-Nestler Straße 17 - 76131 Karlsruhe - Germany
Atos IT Services GmbH	100	IG	100	Stinnes-Platz 1 45 472 Mülheim an der Ruhr - Allemagne
Unify Deutschland GmbH & Co. KG (Activité CCS) (**)	100	IG	100	Mies-van-der-Rohe-Straße, 6 - 80807 Munich - Allemagne
Unify Software and Solutions GmbH & Co. KG (Activité CCS) (**)	100	IG	100	Mies-van-der-Rohe-Straße, 6 - 80807 Munich - Allemagne
Unify Communications and Collaboration GmbH & Co. KG (**)	100	IG	100	Mies-van-der-Rohe-Straße, 6 - 80807 Munich - Allemagne
Atos Systems Business Services GmbH	100	IG	100	Rheinlanddamm 185 - 44139 Dortmund - Allemagne
Equens SE - Branch Germany	44,60	IG	100	Mainzer Landstraße 201 - - 60326 Frankfurt am Main - Allemagne
BD POS GmbH	100	IG	100	Hörselbergblick 1- 99820 Hörselberg-Hainich - Allemagne

	% d'intérêt	Méthode de conso- lidation	% de contrôle	Adresse
PAYS-BAS				
Atos IT Systems Management Nederland B.V.	100	IG	100	Papendorpseweg 93 - 3528 BJ Utrecht - Pays-Bas
Atos Telco Services B.V.	100	IG	100	Papendorpseweg 93 - 3528 BJ Utrecht - Pays-Bas
Atos Worldline B.V.	70,12	IG	100	Wolweverstraat 18 - 2984 AB Ridderkerk - Pays Bas
Equens SE	44,60	IG	100	Eendrachtlaan 315 - 3526 LB Utrecht - Pays Bas
Stichting Derdengelden InterEGI	44,60	IG	100	Eendrachtlaan 315 - 3526 LB Utrecht - Pays Bas
PaySquare SE NL	70,12	IG	100	Eendrachtlaan 315 - 3526 LB Utrecht - Pays Bas
EUROPE (Autres) - MOYEN-ORIENT - AFRIQUE				
Algérie				
Bull Algeria	100	IG	100	16 Rue Yehia El-Mazouni, El Biar - Alger - Algérie
Autriche				
Atos Information Technology GmbH	100	IG	100	Siemensstraße 92 - 1210 Vienne - Autriche
Atos IT Solutions and Services GmbH	100	IG	100	Siemensstraße 92 - 1210 Vienne - Autriche
TSG EDV-Terminal-Service GmbH	99	IG	100	Modecenterstraße 1 - 1030 Vienne - Autriche
Unify GmbH	100	IG	100	Siemensstrasse, 92 -1210 Vienne - Austria
Belgique				
Atos Belgium SA	100	IG	100	Da Vincilaan 5 - 1930 Zaventem - Belgique
Worldline NV/SA	70,12	IG	100	Chaussée de Haecht 1442 - B-1130 Bruxelles - Belgique
Unify Communications N.V.	100	IG	100	Demeurslaan, 132 - 1654 Beersel - Belgique
Biélorussie				
LLC ATOS IT Solutions and Services	100	IG	100	Ul Leonid BEDI, 11, Building 1 - 220040 Minsk - Biélorussie
Bulgarie				
Atos IT Solutions and Services EOOD	100	IG	100	48 Sitnyakovo Blvd - Serdika Offices - 7th floor - Sofia Municipality - Oborishte District - 1505 Sofia - Bulgarie
Unify Service Centre EOOD	100	IG	100	Mladost - 1 Business Park Sofia Str, 4 - 1766 Sofia - Bulgarie
Côte d'Ivoire				
Bull Ivory Coast	100	IG	100	31 avenue Noguès - 01 BP 1580 Abidjan 01 - Côte d'Ivoire
Danemark				
Atos IT Solutions and Services A/S	100	IG	100	Dybendalsvaenget 3 - 2630 Taastrup - Danemark
Croatie				
Atos IT Solutions and Services d.o.o	100	IG	100	Heinzlova 69 - 10000 Zagreb - Croatie
République Tchèque				
Atos IT Solutions and Services s.r.o.	100	IG	100	14000 Praha 4 - Doudlebská 1699/5 - République Tchèque
Cataps	100	IG	100	Václavské náměstí 796/42, Nové Město - 110 00 Prague - République Tchèque
Gabon				
Bull Gabon	100	IG	100	Immeuble ex-Sonagar - Boulevard Bord-de-Mer - BP 2260 Libreville - Gabon
Grèce				
Bull Integrated IT Solutions SA	100	IG	100	16, El. Venizelou ave. - 176 76 Kallithea - Grèce

	% d'intérêt	Méthode de conso- lidation	% de contrôle	Adresse
Finlande				
Atos IT Solutions and Services oy	100	IG	100	Majurinkatu Kalkkipellontie 6 - 026050 Espoo - Finlande
Hongrie				
Atos Magyarország Kft	100	IG	100	Szépvölgyi ut 43 - H- 1037 Budapest - Hongrie
Irlande				
Atos IT Solutions and Services Limited	100	IG	100	Fitzwilliam Court - Leeson Close - 2 Dublin - Irlande
Italie				
Atos Italia S.p.A.	100	IG	100	Via Caldera no. 21 - 20158 - Milan - Italie
Liban				
Bull SAL	100	IG	100	69 Rue Jal el Dib - Secteur 1 – BP 60208 - 12412020 Metn - Liban
Lituanie				
UAB "Bull Baltija"	100	IG	100	40 Gostauto Street - 01112 Vilnius - Lituanie
Luxembourg				
Atos Luxembourg PSF S.A.	100	IG	100	1, rue Edmond Reuter Contern - 5326 Luxembourg
Madagascar				
Bull Madagascar SA	100	IG	100	12, rue Indira Gandhi - Tsaralalana BP 252 - Antananarivo - Madagascar
Maroc				
Atos IT Services	100	IG	100	Avenue Annakhil - Espace High-Tech, hall B, 5th floor - Hayryad Rabat - Maroc
Atos ITS Nearshore Center Maroc SARL	100	IG	100	Casablanca - shore 7, 1100 boulevard Al Qods – quartier Sidi Maârouf, - Casablanca - Maroc
Bull Morocco	100	IG	100	Casaneareshore 1100, bd El Qods (Sidi Maârouf) 20270 Casablanca - Maroc
Namibie				
Bull Information Technology Namibia Pty. Ltd.	100	IG	100	C/o Deloitte & Touche - Namdeb Center, 10 Bulow street - PO Box 47 - Windhoek - Namibie
Pologne				
Atos Polska SA	100	IG	100	Krolewska 16 - 00-103 Warszawa - Pologne
Atos Global Delivery Center Polska Sp. z o.o. Sp. k.	100	IG	100	Ul. Woloska 5Postepu 18 X p. (Taurus Neptun Building) 02-675 676 Varsovie - Pologne
Atos IT Solutions and Services SP. z.o.o.	100	IG	100	Ul. Woloska 5Postepu 18 X p. (Taurus Neptun Building) 02-675 676 Varsovie - Pologne
Portugal				
Atos Soluções e Serviços para Tecnologias de Informação, Unipessoal, Ltda	100	IG	100	Rua Irmaos Siemens - 1 e 1-A - 2700 172 Amadora - Portugal
Roumanie				
Atos IT Solutions and Services s.r.l.	100	IG	100	Calea Floreasca 169A - Sector 1 - 014459 Bucharest - Roumanie
Bull Romania s.r.l	100	IG	100	12 A Burghilea Street, 2nd district - 024032 Bucharest - Roumanie
Russie				
Atos IT Solutions and Services LLC	100	IG	100	1st Kozhevicheskii per 6 - bld 1 - 115114 - Moscou - Russie

	% d'intérêt	Méthode de conso- lidation	% de contrôle	Adresse
Sénégal				
Bull Senegal	100	IG	100	Avenue Malick Sy - Immeuble Batimat - BP 3183 Dakar - Sénégal
Serbie				
Atos IT Solutions and Services d.o.o.	100	IG	100	Danila Lekica Spanca 31 - 11070 Belgrade - Serbie
Afrique du Sud				
Atos (PTY) Ltd	74	IG	100	204 Rivonia Road, Sandton private bag X 136 - Bryanston 2021 - Afrique du Sud
Espagne				
Mundivia SA	100	IG	100	Calle Real Consulado, s/n Polígono Industrial Candina - Santander 39011- Espagne
Worldline Iberia SA	70,12	IG	100	Avda. Diagonal, 210-218 - Barcelone 08018 - Espagne
Atos Consulting Canarias, SA	100	IG	100	Calle Subida al Mayorazgo 24b 38110 - Santa Cruz de Tenerife - Espagne
Bull (España) SA	100	IG	100	Paseo de las Doce Estrellas, nº2 - Campo de las Naciones - 28042 Madrid - Espagne
Centro de Tecnologías Informáticas, SA	80	IG	100	Paseo de la Condesa de Sagasta, 6 Oficina 1 - León 24001 - Espagne
Infoservicios SA	100	IG	100	Albarracin 25 - Madrid 28037 - Espagne
Atos, Sociedad Anonima Espanola	100	IG	100	Albarracin 25 - Madrid 28037 - Espagne
Atos IT Solutions and Services Iberia SL	100	IG	100	Ronda de Europa 5 - 28760 Madrid - Espagne
Atos Worldgrid SL	100	IG	100	Real Consulado s/n - Poligono Industrial Candina - Santander 39011- Espagne
Desarrollo de Aplicaciones Especiales SA	100	IG	100	Juan de Olías 1 - Madrid 28020 - Espagne
MSL Technology SL	50	IG	100	C/ Marqués de Ahumada - 7 - 28028 Madrid - Espagne
Slovaquie				
Atos IT Solutions and Services s.r.o.	100	IG	100	Einsteinova 11 - 851 01 Bratislava - Slovaquie
Suède				
Atos IT Solutions and Services AB	100	IG	100	Johanneslundsvägen 12-14 - 194 87 Upplands Väsby - Suède
Suisse				
Atos AG	100	IG	100	Freilagerstrasse 28 - 8047 Zurich - Suisse
Cambridge Technology Partners Ltd	100	IG	100	Chemin de Précossy 27 - 1260 Nyon - Suisse
Turquie				
Atos Bilisim Danismanlik ve Musteri Hizmetleri Sanayi ve Ticaret A/S	99,92	IG	100	Yakacik Caddesi No: 111 – 18, 34870, Kartal, Istanbul - Turquie
Emirats Arabes Unis - Dubaï				
Atos FZ LLC	100	IG	100	Office G20 - Building DIC-9 Dubaï Internet City - PO Box.500437 - Dubaï - Emirats Arabes Unis
ATOS FZ LLC Abu Dhabi Branch	100	IG	100	The One Tower - Barsha Heights (TECOM) - PO Box 500437 - Dubaï - Emirats Arabes Unis
Arabie Saoudite				
Atos Saudia	49	IP	49	P. O. Box # 8772 - Riyadh -11492 - Rouame d'Arabie Saoudite
Qatar				
ATOS QATAR Llc	100	IG	100	Sheikh Suhaim bin Hamad Street - No.89858 - Doha - Qatar
Egypte				
Atos IT SAE	100	IG	100	50 Rue Abbass El Akkad - Nasr city- Le Caire - Egypte

	% d'intérêt	Méthode de conso- lida-tion	% de contrôle	Adresse
ROYAUME-UNI				
Atos Consulting Limited	100	IG	100	4 Triton Square - Regent's Place - London, NW 1 3HG Royaume-Uni
Atos IT Services Limited	100	IG	100	4 Triton Square - Regent's Place - London, NW 1 3HG Royaume-Uni
Atos IT Solutions and Services Limited	100	IG	100	4 Triton Square - Regent's Place - London, NW 1 3HG Royaume-Uni
Atos UK Holdings Limited	100	IG	100	4 Triton Square - Regent's Place - London, NW 1 3HG Royaume-Uni
Atos Esprit Limited	95	IG	100	4 Triton Square - Regent's Place - London, NW 1 3HG Royaume-Uni
Shere Limited	100	IG	100	4 Triton Square - Regent's Place - London, NW 1 3HG Royaume-Uni
Atos Scotland GP Limited	100	IG	100	Collins House, Rutland Square - Edinburgh, EH1 2AA - Royaume-Uni
Atos Scotland LP (*)	100	IG	100	Collins House, Rutland Square - Edinburgh, EH1 2AA - Royaume-Uni
Atos APF Scotland GP Limited	100	IG	100	3 Ponton Street - Edinburgh, EH3 9QQ - Royaume-Uni
Atos APF Scotland LP (*)	100	IG	100	3 Ponton Street - Edinburgh, EH3 9QQ - Royaume-Uni
Atos ASPS Scotland GP Limited	100	IG	100	3 Ponton Street - Edinburgh, EH3 9QQ - Royaume-Uni
Atos ASPS Scotland LP (*)	100	IG	100	3 Ponton Street - Edinburgh, EH3 9QQ - Royaume-Uni
Atos BPS Ltd	100	IG	100	4 Triton Square - Regent's Place - London, NW1 3HG - Royaume-Uni
Atos IT Outsourcing Services Limited	100	IG	100	Hortonwood 37, Telford, Shrops TF1 7GT - Telford, Shropshire - Royaume-Uni
Atos UK Holdings Ltd	100	IG	100	4 Triton Square - Regent's Place - London, NW1 3HG - Royaume-Uni
Atos International IT Holdings Ltd	100	IG	100	4 Triton Square - Regent's Place - London, NW1 3HG - Royaume-Uni
Atos Restaurant Technology Services UK Limited	100	IG	100	4 Triton Square - Regent's Place - London, NW1 3HG - Royaume-Uni
Unify Enterprise Communications Limited (Activité CCS)	100	IG	100	Brickhill Street, Willen Lake, MK15 0DJ - Royaume-Uni
ASIE PACIFIQUE				
Australie				
Atos (Australia) Pty. Ltd	100	IG	100	885 Mountain Highway 3153 Bayswater - Victoria - Australie
Chine				
Atos Covics Business Solutions Ltd	100	IG	100	No. 1 Building, No. 99, Qinjiang Rd-Shanghai-Chine
Atos Information Technology (China) Co. Ltd	100	IG	100	Room 05.161 - Floor 5 - Building E - No.7 - Zhonghuan Nanlu - Wangjing - Chaoyang District - Pékin - Chine
Atos Worldgrid Information Technology (Beijing) Co Ltd	100	IG	100	Room 05.162 - Floor 5 - Building E - No.7 - Zhonghuan Nanlu - Wangjing - Chaoyang District - Pékin - Chine
Bull Information Systems (Beijing) Co. Ltd	100	IG	100	11/F, Jing Guang Centre Office - Building Hu Jia Lou Chao Yang District - 100 020 Beijing P.R - Chine
RTS Information Consulting (Chengdu) Co. Ltd	100	IG	100	99# Tianhua Yilu of High-Tech 610041 Chengdu - Chine
Hong Kong				
Atos Information Technology HK Ltd	100	IG	100	8/F Octa Tower - 8 Lam Chak Street - Kowloon Bay - Kowloon- Hong Kong
Bull Information Systems (Hong Kong) Limited	100	IG	100	RM 1401 - Hutchison House - 10, Harcourt Road - Hong Kong

	% d'intérêt	Méthode de conso- lidation	% de contrôle	Adresse
Inde				
Atos India Private Limited	100	IG	100	Godrej & Boyce Complex - Plant 5 - Pirojshanagar - LBS Marg - Vikhroli(W) - Mumbai - 400079 - Inde
Worldline India Private Ltd	70,12	IG	100	701, Interface 11 - Malad (West) - Mumbai 400064 - Inde
Atos IT Services Private Limited	99,99	IG	100	Inv Buil Inter Techn Prk Witfd - 560066 Bangalore - Inde
Anthelio Business Technologies Private Limited	99,99	IG	100	Level 1, Part A of Tower1,Phase 2, SY.NO 115 (Part) Waverock, APIIC ITITES SEZ, Nanakramguda Serilingampally Mandal - Hyderabad Telangana 500008 - Inde
Indonésie				
PT Worldline International Indonesia	70,12	IG	100	Wisma Keiai #1707 - Jalan Jenderal Sudirman Kav 3 - Jakarta 10220 Indonésie
Japon				
Atos KK	100	IG	100	20 F, Shinjuku ParkTower - Nishi Shinjuku 3 - 7 -1 - Shinjuku - ku - Tokyo - Japon
Evidian-Bull Japan KK	100	IG	100	Cerulean Tower 15F - 26-1 Sakuragaoka-cho - Shibuya-ku - Tokyo - Japon
Malaisie				
Atos Services (Malaysia) SDN BHD	100	IG	100	16-A (1st Floor) Jalan Tun Sambanthan - 3 Brickfields - 50470 Kuala Lumpur - Malaisie
Philippines				
Atos Information Technology Inc.	99,94	IG	100	23/F Cyber One Building - Eastwood City - Cyberpark - 1110 Libis, Quezon City - Philippines
Atos Global Delivery Center Philippines, Inc.	100	IG	100	8th Floor, Two E-Com Center, Palm Coast Ave., Mall of Asia Complex, 1110 Pasay City - Philippines
Singapour				
Atos Information Technology (Singapore) Ptd Ltd	100	IG	100	620A Lorong 1 Toa Payoh - TP4 Level 5 - 319762 Singapour
Amesys Singapour PTE Ltd	100	IG	100	988 Toa Payoh North #08-01 - Crystal Time Building - 319002 Singapour
Taiwan				
Atos (Taiwan) Ltd	100	IG	100	5F, No.100, Sec.3, Min Sheng E. Road, Taipei 105 - Taiwan - R.O.C.
Bull Information Systems (Taiwan) Limited	100	IG	100	5F, No 100 Sec 3, Min Sheng E. Road - Taipei -Taiwan
Thaïlande				
Atos IT Solutions and Services Ltd	100	IG	100	2922/339 Charn Issara Tower II - 36th Floor - New Petchburi Road - Bangkok - Huay Kwang - 10310 Bangkok - Thaïlande
AMERIQUES				
Argentine				
Atos Argentina SA	100	IG	100	Cnel. Manuel Arias 3751, piso 18, PB, C.A.B.A.- C1430DAL - Argentine
Atos IT Solutions and Services SA	70,12	IG	100	Cnel. Manuel Arias 3751, piso 18, PB, C.A.B.A.- C1430DAL - Argentine
Bull Argentina SA	100	IG	100	Manuela Saenz 323 5to. Piso Of. 506 - C 1107 bpa - Buenos aires - Argentine
Brésil				
Atos Brasil Ltda	100	IG	100	Rua Wemer Von Siemens - 111 - Prédio 6, 5º andar – Parte A - Bairro Lapa - CEP : 05069-900 - Município de São Paulo - Estado de São Paulo - Brésil
Atos Serviços de Tecnologia da Informação do Brasil Ltda	100	IG	100	Rua WernerVon Siemens - 111 - Prédio 6 - 5º andar - Parte C - Lapa - CEP:05069-900 - Município de São Paulo - Estado de São Paulo - Brésil
Atos Soluções e Serviços de tecnologia da informação LTDA	100	IG	100	Rua Werner Von Siemens, 111 – Prédio 6 – Lapa - Sao Paulo -SP - CEP 05069-900 - Brésil
Bull Ltda.	100	IG	100	Rua Werner Von Siemens, 111 – Prédio 6 – Lapa - Sao Paulo -SP - CEP 05069-900 - Brésil

	% d'intérêt	Méthode de conso- lidation	% de contrôle	Adresse
Canada				
Atos Inc.	100	IG	100	6375 Shawson Drive - L5T 1S7 Mississauga - Ontario - Canada
Amesys Canada Inc.	100	IG	100	1 place Ville-Marie - H3B 2C4 Montreal, Quebec - Canada
Chili				
Worldline Chile S.A	70,12	IG	100	Avenida Providencia 1760 Andres Bello 2115, Comuna de Providencia - 7510094 Santiago de Chile - Chili
Colombie				
Atos IT Solutions and Services S.A.S	100	IG	100	Carrera 65 No. 11-83 Piso 3º - Bogotá - Colombie
Mexique				
Atos IT Business services S de RL de CV	100	IG	100	Avenida Santa Fe No. 505 Piso 9 - Colonia Cruz Manca Santa Fe Delegación Cuajimalpa de Morelos - Código Postal 05349 - Mexique District Fédéral - Mexique
Atos Global Delivery Center México, S. de R.L. de C.V.	99,9	IG	100	Avenida Insurgentes Sur, Int. 01020 Localidad Alvaro Obregón - Mexique
Etats-Unis d'Amérique				
Atos IT Outsourcing Services, LLC	100	IG	100	North Haskell Avenue 75204 Dallas - Etats-Unis
Atos Governmental IT Outsourcing Services, LLC	100	IG	100	North Haskell Avenue 75204 Dallas - Etats-Unis
Atos Healthcare Services, LLC	100	IG	100	North Haskell Avenue 75204 Dallas - Etats-Unis
Unify Inc (Activité CCS)	100	IG	100	Broken Sound Boulevard N.W., 5500, 33487 Boca Raton - Etats Unis
Anthelio Global Inc.	100	IG	100	One Lincoln Centre, Suite 200 5400 LBJ Freeway 75204 Dallas - Etats-Unis
Anthelio Healthcare Solutions Inc.	100	IG	100	One Lincoln Centre, Suite 200 5400 LBJ Freeway 75204 Dallas - Etats-Unis
Pyramid Healthcare Holdings Inc.	100	IG	100	P.O. Box 17389, Clearwater, Floride 33762, États-Unis
Pyramid Healthcare Solutions Inc.	100	IG	100	P.O. Box 17389, Clearwater, Floride 33762, États-Unis
Evidian Systems Inc.	100	IG	100	285 Billerica Road, Suite 200 - Chelmsford, MA 01824- 4174 - Etats-Unis
Uruguay				
Bull Uruguay SA	100	IG	100	Av. Dr Luis A. de Herrera, 2802 - 1160 Montevideo - Uruguay

	% d'intérêt	Méthode de conso- lidation	% de contrôle	Adresse
ACTIVITES ABANDONNEES				
BlueKiwi Software SA	100	IG	100	80, quai Voltaire - 95870 Bezons
Unify Deutschland GmbH & Co. KG (Activité S&P) (**)	100	IG	100	Mies-van-der-Rohe-Straße, 6 - 80807 Munich - Allemagne
Unify Software and Solutions GmbH & Co. KG (Activité S&P) (**)	100	IG	100	Mies-van-der-Rohe-Straße, 6 - 80807 Munich - Allemagne
Unify Enterprise Communications Limited (Activité S&P)	100	IG	100	Brickhill Street, Willen Lake, MK15 0DJ - Royaume-Uni
Unify Inc (Activité S&P)	100	IG	100	Broken Sound Boulevard N.W., 5500, 33487 Boca Raton - Etats Unis
Unify GmbH (Activité S&P)	100	IG	100	Dietrichgasse, 27 -1030 Vienne - Autriche
Unify GmbH & Co. KG (**)	100	IG	100	Mies-van-der-Rohe-Straße, 6 - 80807 Munich - Allemagne
Unify Beteiligungen GmbH & Co. KG (**)	100	IG	100	Mies-van-der-Rohe-Straße, 6 - 80807 Munich - Allemagne
Unify Beteiligungsverwaltung GmbH & Co. KG (**)	100	IG	100	Mies-van-der-Rohe-Straße, 6 - 80807 Munich - Allemagne
Unify Deutschland Holding GmbH	100	IG	100	Mies-van-der-Rohe-Straße, 6 - 80807 Munich - Allemagne
Unify Patente Holding GmbH & Co. KG (**)	100	IG	100	Mies-van-der-Rohe-Straße, 6 - 80807 Munich - Allemagne
Unify Patente GmbH & Co. KG (**)	100	IG	100	Mies-van-der-Rohe-Straße, 6 - 80807 Munich - Allemagne
Unify Zwischenholding GmbH & Co. KG (**)	100	IG	100	Mies-van-der-Rohe-Straße, 6 - 80807 Munich - Allemagne
Unify - Soluções em Tecnologia da Informação Ltda.	100	IG	100	Avenia Iguaçu, 2820, Edifício Iguaçu 2820, Escritório 41, Sala 01, Água Verde - Curitiba - Brésil

(*) Le Groupe a une participation dans trois entités écossaises intégrées globalement dans les comptes financiers du Groupe. Le Groupe a bénéficié de l'exemption prévue par le règlement 7 du "Partnerships (Accounts) Regulations 2008" en vertu de la législation anglaise, et par conséquent des comptes séparés n'ont pas lieu d'être établis ni déposés au registre des sociétés (Company House) au Royaume-Uni pour ces sociétés.

(**) Le Groupe a une participation dans neuf entités allemandes intégrées globalement dans les comptes financiers du Groupe. Ces filiales ont bénéficié de l'exemption prévue par le paragraphe 264b du Code commercial allemand (HGB) en vertu de la législation allemande, et par conséquent des comptes séparés au 30 septembre 2016 et au 31 décembre 2016 n'ont pas lieu d'être établis puisqu'ils sont inclus dans les comptes consolidés de la Société Mère du Groupe (Atos SE). Les comptes consolidés 2016 sont déposés au registre du commerce et des sociétés en France.
Unify Deutschland GmbH & Co. KG a cessé son activité le 30 décembre 2016 suite à une scission.

Note 31 Honoraires des Commissaires aux comptes

(En milliers d'euros et en %)	Deloitte				Grant Thornton			
	Deloitte & Associés		Réseau		Grant Thornton		Réseau	
	Honoraires	%	Honoraires	%	Honoraires	%	Honoraires	%
Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés								
Émetteur	1 354,0	59%	-	-	934,0	56%	-	-
Filiales intégrées globalement	813,0	35%	3 707,0	55%	709,0	43%	2 875,0	99%
Sous total audit	2 167,0	94%	3 707,0	55%	1 643,0	99%	2 875,0	99%
Services autres que la certification des comptes (*)								
Émetteur	95,0	4%	1 504,0	22%	-	-	-	-
Filiales intégrées globalement	44,0	2%	1 510,0	22%	13,0	1%	38,0	1%
Sous total autres	139,0	6%	3 014,0	45%	13,0	1%	38,0	1%
Total honoraires 2016	2 306,0	100%	6 721,0	100%	1 656,0	100%	2 913,0	100%

(*) En 2016, les services autres que la certification incluent notamment 1,1 million d'euros d'honoraires liés à l'acquisition d'Unify, 0,8 million d'euros d'honoraires relatifs à la transaction entre Worldline et Equens et 0,3 million d'euros d'honoraires liés à l'acquisition d'Anthelio.

(En milliers d'euros et en %)	Deloitte				Grant Thornton			
	Deloitte & Associés		Réseau		Grant Thornton		Réseau	
	Honoraires	%	Honoraires	%	Honoraires	%	Honoraires	%
Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés								
Émetteur	1 249,0	47%	-	-	834,0	57%	-	-
Filiales intégrées globalement	860,0	32%	3 613,0	54%	601,0	41%	1 921,0	98%
Sous total audit	2 109,0	79%	3 613,0	54%	1 435,0	98%	1 921,0	98%
Services autres que la certification des comptes (*)								
Émetteur	95,0	4%	1 540,0	23%	35,0	2%	-	-
Filiales intégrées globalement	482,0	18%	1 578,0	23%	-	-	39,0	2%
Sous total autres	577,0	21%	3 118,0	46%	35,0	2%	39,0	2%
Total honoraires 2015	2 686,0	100%	6 731,0	100%	1 470,0	100%	1 960,0	100%

(*) En 2015, les services autres que la certification incluaient notamment 1,6 million d'euros d'honoraires relatifs à la transaction entre Worldline et Equens, 1,0 million d'euros d'honoraires liés à l'acquisition de Xerox ITO et 0,5 million d'euros d'honoraires liés à l'acquisition d'Unify.

C CONTACTS ET IMPLANTATIONS

C.1.1 Siège social

River Ouest
80 Quai Voltaire
95870 Bezons – France
+33 1 73 26 00 00

C.1.2 Fonctions groupe

Finance

Elie Girard
+33 1 73 26 00 31

Ressources Humaines & Partenariat Siemens

Philippe Mareine
+49 21 13 99 20 800

Gestion des Cadres Dirigeants, des Talents et de la Communication

Marc Meyer
+33 1 73 26 00 26

Ventes & Marketing

Patrick Adiba
+33 1 73 26 00 36

Relations Investisseurs & Communication Financière

Gilles Arditti
+33 1 73 26 00 66

Fusions & Acquisitions, Juridique, Conformité et Gestion des contrats

Alexandre Menais
+33 1 73 26 42 15

Achats

Enguerrand de Pontevès
+33 1 73 26 01 02

Audit interne

Arnaud Ruffat
+33 1 73 26 01 91

C.1.3 Organisation mondiale

Business & Platform Solutions

Ursula Morgenstern
+44 20 78 30 44 47

Infrastructure & Data Management

Eric Grall
+33 1 73 26 01 20

Big Data & Cybersecurity

Philippe Vannier
+33 1 58 04 05 18

Worldline

Marc Henri Desportes
+33 1 73 26 00 29

C.1.4 Implantation

Afin d'accompagner ses clients, Atos s'est implanté dans les principales villes du monde. Vous trouverez les adresses ainsi que les numéros de téléphone des principaux bureaux à la page implantations du site internet [atos.net](https://www.atos.net). Les pages Emplois et Carrières contiennent un descriptif des postes à pourvoir. Une adresse email, à laquelle vous pouvez adresser vos questions et commentaires d'ordre général figure en bas de page du site internet Atos.

Global Headquarters

River Ouest
80 Quai Voltaire
95870 Bezons – France
+33 1 73 26 00 00

Amériques

Argentine
Brésil
Canada
Chili
Colombie
Etats-Unis
Guatemala
Jamaïque
Mexique
Pérou
Uruguay

Asie-Pacifique

Australie
Chine
Corée du Sud
Hong Kong
Indonésie
Japon
Malaisie
Nouvelle-Zélande
Philippines
Singapour
Taiwan
Thaïlande

Europe

Allemagne
Andorre
Autriche
Belgique
Bulgarie
Croatie
Danemark
République tchèque
Espagne
Estonie
Finlande
France
Grèce
Hongrie
Italie
Irlande
Lituanie
Luxembourg
Pays-Bas
Pologne
Portugal
Roumanie
Royaume-Uni
Russie
Serbie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse

Inde, Moyen-Orient & Afrique

Afrique du Sud
Algérie
Arabie Saoudite
Bénin
Burkina Faso
Cote d'Ivoire
Egypte
Emirats Arabes Unis
Gabon
Inde
Israël
Liban
Madagascar
Mali
Maroc
Maurice
Qatar
Sénégal
Turquie

D TABLE DES MATIERES DETAILLEE

Sommaire.....	2
A Profil du Groupe	3
A.1 Structure du chiffre d'affaires	3
A.1.1 Répartition par Division.....	3
A.1.2 Répartition par Entité Opérationnelle	3
A.1.3 Répartition par Marché.....	3
A.2 Profil d'activité.....	4
A.3 Principales réalisations.....	7
B Finance	12
B.1 Revue opérationnelle.....	12
B.1.1 Synthèse.....	12
B.1.2 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants	15
B.1.3 Performance par Division	17
B.1.3.1 Infrastructure & Data Management.....	17
B.1.3.2 Business & Platform Solutions	18
B.1.3.3 Big Data & Cybersécurité.....	19
B.1.3.4 Worldline.....	20
B.1.4 Performance par Entité Opérationnelle.....	21
B.1.4.1 Amérique du Nord	22
B.1.4.2 Allemagne	22
B.1.4.3 Royaume-Uni & Irlande	23
B.1.4.4 France	24
B.1.4.5 Benelux & Pays Nordiques	24
B.1.4.6 Autres entités opérationnelles	25
B.1.4.7 Coûts des structures globales.....	26
B.1.5 Chiffre d'affaires par marché	26
B.1.5.1 Industrie, Distribution & Transport.....	26
B.1.5.2 Public & Santé.....	26
B.1.5.3 Télécoms, Médias & Services	27
B.1.5.4 Services Financiers	27
B.1.6 Exposition du Groupe au risque du Brexit	27
B.1.7 Prise de commandes.....	28
B.1.7.1 Prises de commandes et ratio de prises de commande	28
B.1.7.2 Carnet de commandes total	28
B.1.7.3 Propositions commerciales.....	28
B.1.8 Ressources Humaines	29
B.2 Objectifs 2017	30
B.3 Revue financière	31
B.3.1 Etat du résultat.....	31

B.3.2	Tableau de flux de trésorerie	36
B.3.3	Politique de financement	38
B.3.3.1	Structure de financement	38
B.3.3.2	Ratios bancaires.....	39
B.3.3.3	Politique d'investissement	39
B.3.3.4	Politique en matière de couverture	39
B.4	Etats financiers consolidés	40
B.4.1	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016.....	40
B.4.2	Compte de résultat consolidé.....	41
B.4.3	Etat du résultat global	42
B.4.4	Etats consolidés de la situation financière.....	43
B.4.5	Tableau de flux de trésorerie consolidé	44
B.4.6	Variation des capitaux propres consolidés	45
B.4.7	Annexe aux comptes consolidés	46
B.4.7.1	Préambule	46
B.4.7.2	Base de préparation et principes comptables	46
B.4.7.3	Gestion des risques financiers	58
B.4.7.4	Notes aux comptes consolidés.....	60
C	Contacts et implantations	114
C.1.1	Siège social	114
C.1.2	Fonctions groupe.....	114
C.1.3	Organisation mondiale	114
C.1.4	Implantation.....	115
D	Table des matières détaillée	116